



# ÉTUDE SUR LES APPELS D'OFFRES EN MAURITANIE



Photo : zoom plus - Pixels





Réalisée par :

**codexca**

Client :

**Cámara**  
Santa Cruz de Tenerife

Date :

Juillet 2025



## TABLE DES MATIÈRES

<b>1</b>	<b>Introduction .....</b>	<b>1</b>
<b>2</b>	<b>Programme de développement de la Mauritanie .....</b>	<b>3</b>
2.1	Introduction à la SCAPP.....	4
2.2	La SCAPP comme feuille de route du développement national .....	4
2.3	Objectifs et priorités stratégiques du deuxième plan d'action (2021-2025) .....	5
2.3.1	Axe stratégique : une croissance économique forte, durable et inclusive .....	6
2.3.2	Axe stratégique : développement du capital humain et accès aux services de base .....	7
2.3.3	Axe stratégique : renforcement de la gouvernance .....	8
2.3.4	Dimensions transversales : environnement, genre, numérisation et inclusion sociale .....	9
2.4	Secteurs stratégiques à fort potentiel d'investissement et de coopération .....	10
2.4.1	Gouvernance, justice et sécurité .....	11
2.4.2	Agriculture, développement rural et sécurité alimentaire .....	12
2.4.3	Eau et assainissement.....	13
2.4.4	Développement économique et compétitivité .....	14
2.4.5	Économie et finances .....	15



2.4.6	Éducation et technologie .....	16
2.4.7	Énergie .....	17
2.4.8	Protection et inclusion sociale .....	18
2.4.9	Environnement et catastrophes naturelles .....	19
2.4.10	Santé .....	20
2.4.11	Transports et connectivité .....	21
2.4.12	TIC et transition numérique.....	22
2.4.13	Tourisme.....	23
2.4.14	Autres secteurs émergents ou complémentaires.....	24
<b>2.5</b>	<b>Projets prévus et budget estimé .....</b>	<b>25</b>
<b>2.6</b>	<b>Conclusion : pourquoi est-ce pertinent pour les entreprises espagnoles ? .....</b>	<b>28</b>
<b>3</b>	<b>Financement extérieur en Mauritanie .....</b>	<b>29</b>
<b>3.1</b>	<b>Banque mondiale.....</b>	<b>30</b>
3.1.1	Instrument stratégique de programmation .....	30
3.1.2	Résumé des programmes/projets actifs.....	32
3.1.3	Portefeuille de projets actifs .....	35
<b>3.2</b>	<b>Nations Unies .....</b>	<b>44</b>



3.2.1	Instrument stratégique de programmation .....	44
3.2.2	Résumé des programmes/projets actifs.....	52
3.2.3	Portefeuille de projets actifs .....	56
<b>3.3</b>	<b>Union européenne .....</b>	<b>70</b>
3.3.1	Instrument stratégique de programmation .....	70
3.3.2	Résumé des programmes/projets actifs.....	72
3.3.3	Portefeuille de projets actifs .....	75
<b>3.4</b>	<b>Banque africaine de développement.....</b>	<b>87</b>
3.4.1	Instrument stratégique de programmation .....	87
3.4.2	Résumé des programmes/projets actifs.....	91
3.4.3	Portefeuille de projets actifs .....	93
<b>3.5</b>	<b>Autres organismes d'intérêt .....</b>	<b>99</b>
3.5.1	Agence française de développement (AFD) .....	99
3.5.2	Coopération espagnole (AECID).....	109
3.5.3	Banque islamique de développement (BIsD).....	113
3.5.4	Global Partnership for Education (GPE) .....	115
3.5.5	OPEC Fund for International Development .....	116
3.5.6	African Water Facility (AWF) .....	118



3.5.7	Arab Fund for Economic and Social Development (AFESD) .....	120
3.5.8	Global Agriculture and Food Security Program (GAFSP) .....	121
3.5.9	Global Environment Facility (GEF) .....	122
3.5.10	Kuwait Fund for Arab Economic Development (KFAED) .....	124
3.5.11	Saudi Fund for Development (SFD).....	125
<b>4</b>	<b>Conclusions .....</b>	<b>126</b>



01

# INTRODUCTION



Les appels d'offres financés par des organismes multilatéraux représentent une opportunité commerciale importante pour les entreprises, car ils permettent de diversifier les marchés, d'accéder à des projets à moyen et long terme et de promouvoir une croissance durable. Ces contrats se caractérisent généralement par une grande sécurité juridique et financière, car ils bénéficient de garanties de paiement et de cadres réglementaires stables. En outre, il existe une forte demande de services techniques spécialisés, tels que l'ingénierie, le conseil, les études sectorielles, la numérisation ou la formation professionnelle, dans lesquels les entreprises espagnoles, y compris les PME, possèdent une expérience reconnue. Il convient également de souligner que la taille de l'entreprise n'est pas un critère d'exclusion dans ce type d'appels d'offres, ce qui permet aux petites et moyennes entreprises de concourir sur un pied d'égalité, que ce soit individuellement ou en consortium.

Le présent rapport a pour objectif d'identifier et de systématiser les opportunités commerciales existantes en Mauritanie pour les entreprises de la province de Santa Cruz de Tenerife, en particulier celles qui peuvent découler des appels d'offres publiés dans le cadre des projets financés par des organismes multilatéraux de développement. Pour ce faire, il s'appuie sur une analyse stratégique du cadre national de développement du pays — la Stratégie pour une croissance accélérée et une prospérité partagée (SCAPP) —, puis examine les principaux instruments de planification et d'exécution des organismes financiers internationaux activement présents en Mauritanie.

Cet exercice vise à fournir un outil utile, pratique et axé sur l'action entrepreneuriale, qui permette d'anticiper les dynamiques d'investissement public, d'identifier les secteurs prioritaires bénéficiant d'un financement assuré ou potentiel, et d'accéder avec davantage d'informations aux processus d'appel d'offres lancés par des acteurs multilatéraux. Une attention particulière est accordée aux synergies entre les priorités du gouvernement mauritanien et les stratégies d'entités de grande envergure et présentes depuis longtemps dans le pays, telles que la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, les Nations unies (à travers ses différentes agences) ou l'Union européenne, entre autres. Toutefois, une approche de la présence d'autres organismes multilatéraux dans le pays est également réalisée, ainsi que des agences de coopération bilatérale particulièrement importantes, telles que la coopération française et espagnole.

Il convient de souligner que cette analyse a été réalisée malgré une contrainte structurelle importante : la disparité notable dans la manière dont chaque organisme publie, organise et actualise ses informations. Il existe des différences substantielles en termes de niveau de détail, de degré d'accessibilité, de fréquence de publication et de structure des données disponibles. Cette hétérogénéité rend difficile la comparaison directe entre les sources et nécessite un exercice d'interprétation et d'adaptation afin de pouvoir tirer des conclusions cohérentes et utiles d'un point de vue entrepreneurial.

Malgré ces contraintes, le rapport offre, de la manière la plus standardisée possible, une carte indicative des opportunités multilatérales existantes et émergentes en Mauritanie, en accordant une attention particulière aux secteurs qui correspondent aux atouts stratégiques du tissu entrepreneurial espagnol en général et canarien en particulier : infrastructures, énergies renouvelables, eau et assainissement, santé, formation technique et numérisation, entre autres.



02

# PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAURITANIE



## 2.1 INTRODUCTION À LA SCAPP

Le présent chapitre a pour objectif d'offrir une vision synthétique et opérationnelle de la stratégie nationale de développement de la Mauritanie, dénommée Stratégie pour une croissance accélérée et une prospérité partagée (SCAPP), qui constitue le principal cadre de planification stratégique du pays à moyen et long terme.

La SCAPP définit les priorités politiques, économiques, sociales et environnementales de la Mauritanie jusqu'en 2030, dans le but de promouvoir une croissance inclusive, durable et axée sur le bien-être de la population. Cet instrument, adopté officiellement en tant que loi d'orientation, permet de coordonner de manière cohérente l'action publique de l'État et de ses partenaires, et sert de référence pour l'élaboration des politiques sectorielles et territoriales.

Dans ce contexte, les plans d'action quinquennaux découlant de la SCAPP — et en particulier le deuxième plan d'action 2021-2025 — concentrent les efforts de l'État sur des projets et des investissements clés pour le développement du pays, dont beaucoup sont susceptibles d'être financés par des partenariats public-privé ou par le biais de mécanismes multilatéraux.

Étant donné que les principales institutions internationales de coopération financière, telles que la Banque mondiale, la Banque africaine de développement ou l'Union européenne, alignent dans une large mesure leurs opérations sur les stratégies nationales de développement des pays partenaires, l'analyse de la SCAPP fournit une base fondamentale pour anticiper les axes de travail et les secteurs sur lesquels se concentreront les futurs appels d'offres et les opportunités commerciales.

Sans entrer dans le détail des instruments ou des priorités spécifiques des institutions multilatérales, cette section vise à identifier les grandes orientations de développement définies par le gouvernement mauritanien, ainsi que les secteurs stratégiques, les principaux projets prévus et les besoins de financement associés.

## 2.2 LA SCAPP COMME FEUILLE DE ROUTE DU DÉVELOPPEMENT NATIONAL

La Stratégie pour une croissance accélérée et une prospérité partagée (SCAPP) est le principal instrument de planification du développement à moyen et long terme du gouvernement mauritanien. Adoptée officiellement en 2016, la SCAPP établit une vision structurée pour la période 2016-2030, articulée autour de plans d'action quinquennaux qui définissent les priorités stratégiques, les objectifs opérationnels et les programmes d'investissement public.



Cette approche séquentielle permet à l'État d'adapter sa feuille de route à l'évolution du contexte économique, social et environnemental, tout en garantissant la continuité des politiques de développement. Actuellement, le deuxième plan d'action (2021-2025) est en vigueur et constitue le cœur opérationnel de la SCAPP pour la période actuelle.

La SCAPP a non seulement un rôle d'orientation au sein de l'appareil étatique, mais elle sert également de cadre de référence pour tous les acteurs impliqués dans le développement du pays : ministères, administrations décentralisées, partenaires internationaux et secteur privé. Sa conception et sa mise en œuvre sont alignées sur les objectifs de développement durable (ODD) et l'Agenda 2063 de l'Union africaine, ce qui renforce sa légitimité et sa cohérence avec les agendas mondiaux.

Du point de vue des entreprises, le SCAPP représente une source essentielle de prévisibilité en matière de politiques publiques, de secteurs stratégiques prioritaires et de projets à grande échelle que l'État mauritanien met en œuvre avec un soutien technique ou financier international. Son analyse permet donc d'identifier les opportunités réelles et futures de participation des entreprises à des initiatives liées au développement national.

## 2.3 OBJECTIFS ET PRIORITÉS STRATÉGIQUES DU DEUXIÈME PLAN D'ACTION (2021-2025)

Le deuxième plan d'action de la SCAPP (2021-2025) structure la stratégie de développement national autour de trois grands axes stratégiques : (i) une croissance économique forte, durable et inclusive, (ii) le développement du capital humain et l'accès aux services de base, et (iii) le renforcement de la gouvernance. Ces trois piliers opérationnels articulent de manière cohérente les priorités sectorielles et territoriales de l'État mauritanien, permettant d'orienter les politiques publiques, de coordonner l'intervention des acteurs de la coopération et de faciliter la planification budgétaire et des investissements.

Chacun de ces axes recouvre des domaines d'action clés et définit des objectifs spécifiques qui se traduisent, dans la pratique, par des programmes et des projets concrets, dont beaucoup sont déjà intégrés dans le Programme d'investissements publics (PIP) ou en cours d'élaboration afin d'obtenir un financement extérieur. Par ailleurs, la transversalité d'approches telles que la durabilité environnementale, l'égalité des sexes, la numérisation et l'inclusion sociale garantit une perspective intégrée du développement, conformément aux meilleures pratiques internationales.

D'un point de vue entrepreneurial, cette structuration par axes stratégiques offre un guide précieux pour identifier les secteurs prioritaires et les opportunités potentielles de collaboration public-privé ou de participation à des appels d'offres financés par des organismes nationaux et internationaux. Les sections suivantes décrivent les trois axes stratégiques et les dimensions transversales qui les complètent.



### 2.3.1 Axe stratégique : une croissance économique forte, durable et inclusive

Le premier axe du deuxième plan d'action de la SCAPP vise à accélérer la croissance économique du pays, à diversifier sa base productive et à promouvoir la durabilité environnementale et sociale du développement. Son objectif est de consolider un modèle économique plus résilient, générateur d'emplois et capable de réduire la pauvreté de manière structurelle, avec une approche inclusive qui profite tant aux zones urbaines que rurales.

Parmi les secteurs moteurs de cet axe, on peut citer :

- **Énergie** : notamment le pétrole, le gaz naturel, l'hydrogène vert et les énergies renouvelables.
- **Pêche et aquaculture** : avec un accent particulier sur la modernisation, la valeur ajoutée et les infrastructures portuaires.
- **Agriculture, élevage et sécurité alimentaire** : grâce à des investissements dans l'irrigation, la mécanisation et la résilience climatique.
- **Industries extractives** : mines, phosphates, or et fer, en mettant l'accent sur la durabilité et les retombées locales.
- **Tourisme et économie numérique** : secteurs émergents pour la diversification économique.
- **Infrastructures logistiques et de transport** : essentielles pour la connectivité régionale et le commerce.

Cet axe comprend également des mesures visant à améliorer l'environnement des entreprises, à faciliter l'accès au financement, à soutenir l'industrialisation légère et à promouvoir un développement régional équilibré, notamment par le biais de mécanismes tels que les zones économiques spéciales ou les pôles de croissance.

Malgré son potentiel, le développement économique de la Mauritanie est confronté à des défis structurels, tels que la forte dépendance à l'égard des secteurs extractifs, le chômage des jeunes, le travail informel, les disparités territoriales et la vulnérabilité au changement climatique. La SCAPP reconnaît ces défis et promeut une approche plus équilibrée, avec des interventions spécifiques visant à accroître la productivité et à améliorer la compétitivité.

D'un point de vue entrepreneurial, cet axe représente une source directe d'opportunités dans de nombreux secteurs prioritaires. Les investissements prévus nécessitent à la fois des capacités techniques et des solutions technologiques et associatives, ce qui ouvre la voie à des partenariats public-privé, à la participation à des appels d'offres pour des travaux et des fournitures, et à la prestation de services spécialisés dans des domaines tels que l'ingénierie, la logistique, le conseil ou la numérisation.



## 2.3.2 Axe stratégique : développement du capital humain et accès aux services de base

Le deuxième axe du deuxième plan d'action de la SCAPP place le capital humain au centre du développement national, dans le but d'améliorer les conditions de vie de la population et de réduire les inégalités sociales et territoriales. Il comprend des interventions clés dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'eau et de l'assainissement, de la protection sociale, du logement et de l'emploi, avec une attention particulière pour les enfants, les jeunes et les groupes vulnérables.

Parmi les principaux domaines d'action, on peut citer :

- Éducation : élargissement de la couverture, amélioration des infrastructures scolaires, qualité de l'enseignement et réduction du décrochage scolaire.
- Santé : renforcement du réseau de soins primaires, construction et réhabilitation de centres de santé, formation du personnel médical et accès aux médicaments essentiels.
- Eau potable et assainissement : investissements dans les réseaux d'approvisionnement urbains et ruraux, gestion durable de l'eau et infrastructures d'assainissement.
- Protection sociale : extension des programmes de transferts monétaires, soutien aux populations vulnérables et réponse aux crises alimentaires.
- Logement et habitat : amélioration des quartiers périphériques, accès à un logement décent et gestion urbaine inclusive.

Cet axe répond à des lacunes structurelles importantes qui affectent le développement humain en Mauritanie : taux d'alphabétisation limités, mortalité infantile élevée, faible couverture sanitaire dans les zones rurales et pourcentage élevé de la population vivant dans une situation de pauvreté multidimensionnelle. La SCAPP aborde ces défis dans une perspective intégratrice, en mettant l'accent sur l'équité territoriale et l'inclusion des femmes, des jeunes et des personnes handicapées.

Du point de vue entrepreneurial, cet axe ouvre des opportunités dans des secteurs tels que la construction et l'équipement des centres éducatifs et sanitaires, la fourniture d'infrastructures d'eau et d'assainissement, la gestion de programmes sociaux à composante technologique ou la formation professionnelle adaptée au marché du travail. En outre, bon nombre de ces interventions sont menées avec le soutien d'un financement international, ce qui élargit les possibilités de participation à des appels d'offres ou à des consortiums techniques.



### 2.3.3 Axe stratégique : renforcement de la gouvernance

Le troisième axe du deuxième plan d'action de la SCAPP vise à consolider une gouvernance plus efficace, décentralisée et axée sur les résultats. Son objectif est de renforcer la capacité de l'État à formuler, mettre en œuvre et évaluer les politiques publiques de manière transparente, inclusive et efficace, en promouvant une administration moderne et accessible à tous les citoyens.

Les principales lignes d'action dans le cadre de cet axe sont les suivantes :

- Modernisation administrative : numérisation des services publics, simplification des procédures et professionnalisation de la fonction publique.
- Décentralisation et renforcement des collectivités locales : augmentation des compétences et des ressources des gouvernements locaux, amélioration de l'aménagement du territoire et de la participation citoyenne.
- Réforme du système judiciaire : accès à la justice, infrastructure judiciaire et formation des opérateurs juridiques.
- Gestion des finances publiques : amélioration de la planification budgétaire, suivi des dépenses, audit et contrôle interne.
- Prévention et lutte contre la corruption : développement de mécanismes institutionnels et réglementaires d'intégrité publique.

Cet axe aborde certains des défis persistants de l'appareil institutionnel mauritanien, tels que la centralisation excessive, la faiblesse des capacités des gouvernements locaux, la lenteur administrative ou les lacunes des systèmes de suivi et d'évaluation des politiques. La SCAPP vise à surmonter ces contraintes par une amélioration progressive des cadres réglementaires, des capacités institutionnelles et de l'efficacité des dépenses publiques.

Du point de vue des entreprises, cet axe offre des opportunités notamment dans les domaines liés à la numérisation de l'administration publique, à la formation du personnel, au conseil en matière de planification et de finances publiques, et à la mise en place de systèmes d'information pour la gestion territoriale ou institutionnelle. De même, les investissements dans la décentralisation peuvent donner lieu à des projets au niveau local susceptibles d'impliquer des entreprises fournissant des services techniques ou technologiques.



## 2.3.4 Dimensions transversales : environnement, genre, numérisation et inclusion sociale

Outre les trois grands axes stratégiques, la SCAPP intègre de manière transversale une série de dimensions clés qui doivent être prises en compte dans tous les programmes et projets publics, ainsi que dans les politiques sectorielles. Ces dimensions sont considérées comme essentielles pour parvenir à un développement véritablement durable, inclusif et adapté aux défis contemporains de la Mauritanie.

### 2.3.4.1 Environnement et durabilité climatique

La SCAPP reconnaît la vulnérabilité de la Mauritanie au changement climatique et à la dégradation de l'environnement, en particulier dans des secteurs tels que l'agriculture, l'eau, la pêche et les zones côtières. Elle promeut l'intégration de la dimension environnementale dans toutes les politiques publiques et encourage les investissements dans les énergies propres, la gestion durable des ressources naturelles, le reboisement et l'adaptation au changement climatique.

D'un point de vue entrepreneurial, cela ouvre des opportunités dans des domaines tels que le conseil en environnement, l'ingénierie hydraulique, la gestion des déchets, le développement des énergies renouvelables et les technologies appliquées à la durabilité.

### 2.3.4.2 Genre et autonomisation des femmes

L'égalité des sexes est une priorité transversale du plan, qui vise à éliminer les inégalités entre les hommes et les femmes en matière d'accès à l'éducation, à l'emploi, à la santé et à la participation politique. Des mesures spécifiques sont envisagées pour promouvoir l'entrepreneuriat féminin, améliorer la représentation des femmes dans l'administration publique et prévenir la violence sexiste.

Cela peut créer des opportunités dans le domaine de la formation axée sur le genre, du soutien aux coopératives féminines, du financement inclusif et des programmes de développement communautaire destinés aux femmes.



### 2.3.4.3 Numérisation et modernisation technologique

La SCAPP considère la transformation numérique comme un facteur clé de la modernisation institutionnelle, de la croissance économique et de l'accès équitable aux services. Elle encourage la numérisation de l'administration, l'expansion de la connectivité, la formation numérique et la promotion de l'économie numérique en tant que secteur émergent.

Cette approche offre un espace aux entreprises qui travaillent dans les domaines des infrastructures numériques, du développement de logiciels, de l'éducation aux compétences numériques, de l'administration en ligne ou des solutions pour l'automatisation des processus administratifs.

### 2.3.4.4 Inclusion sociale et territoriale

La stratégie adopte une approche inclusive qui met l'accent sur les groupes les plus vulnérables (personnes handicapées, communautés rurales, jeunes sans emploi, etc.) et sur les régions les plus touchées par la pauvreté et l'exclusion. Les programmes du SCAPP sont conçus selon des critères d'équité territoriale et comprennent des mécanismes visant à garantir que les bénéficiaires du développement profitent à l'ensemble de la population.

Cela implique des opportunités pour des initiatives axées sur la formation professionnelle adaptée, le développement local participatif, les services sociaux communautaires ou les infrastructures sociales de proximité.

## 2.4 SECTEURS STRATÉGIQUES À FORT POTENTIEL D'INVESTISSEMENT ET DE COOPÉRATION

La Stratégie pour une croissance accélérée et une prospérité partagée (SCAPP) identifie une série de secteurs prioritaires comme moteurs du développement de la Mauritanie. Ces secteurs ont été priorisés tant pour leur poids dans la croissance économique et la création d'emplois que pour leur capacité à améliorer les conditions de vie de la population et à renforcer la cohésion sociale et territoriale du pays.

Chacun de ces domaines constitue un espace d'intervention clé pour l'action publique, mais aussi un terrain fertile pour la coopération internationale et l'investissement privé, en particulier dans le cadre de projets cofinancés ou soutenus par des organismes multilatéraux. Les pages suivantes présentent un regroupement thématique de ces



secteurs, en détaillant leur rôle au sein de la SCAPP, les principaux défis structurels auxquels ils sont confrontés et les opportunités qu'ils peuvent représenter pour les entreprises intéressées par une implantation en Mauritanie.

### 2.4.1 Gouvernance, justice et sécurité

La SCAPP considère la consolidation de l'État de droit, l'amélioration de la gouvernance et le renforcement des institutions comme des piliers essentiels du développement. Ce secteur couvre des domaines tels que la modernisation de l'administration publique, la réforme du système judiciaire, la lutte contre la corruption, le renforcement des gouvernements locaux, la gestion des risques et le renforcement des mécanismes de sécurité et de protection des citoyens.

Défis structurels	Potentiel et opportunités
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Faible capacité institutionnelle à certains niveaux de l'administration.</li> <li>▪ Accès limité de la population aux services de justice et de sécurité.</li> <li>▪ Nécessité d'améliorer la planification et l'évaluation des politiques publiques.</li> <li>▪ Manque de ressources humaines qualifiées et de systèmes d'information.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Projets de numérisation des services publics et d'amélioration de la traçabilité administrative.</li> <li>▪ Formation et assistance technique pour les fonctionnaires et les opérateurs du système judiciaire.</li> <li>▪ Mise en place de plateformes de gouvernance électronique ou de systèmes de suivi budgétaire.</li> <li>▪ Soutien à la gestion décentralisée et au renforcement des capacités locales.</li> </ul>



## 2.4.2 Agriculture, développement rural et sécurité alimentaire

L'agriculture et l'élevage sont les piliers fondamentaux de la subsistance de la population rurale en Mauritanie et constituent une priorité stratégique de la SCAPP tant du point de vue économique que de la cohésion territoriale et de la sécurité alimentaire. L'objectif est d'augmenter la production agricole et animale, de réduire la dépendance alimentaire vis-à-vis de l'étranger et de créer des emplois durables dans les zones rurales, qui concentrent une grande partie de la pauvreté structurelle du pays.

Défis structurels	Potentiel et opportunités
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Faible productivité des systèmes agricoles et d'élevage traditionnels.</li> <li>▪ Dépendance vis-à-vis des facteurs climatiques dans un contexte de sécheresses récurrentes et de dégradation des sols.</li> <li>▪ Faible mécanisation et accès limité aux intrants, au crédit et à l'assistance technique.</li> <li>▪ Infrastructures rurales déficientes (routes, stockage, irrigation).</li> <li>▪ Faiblesse des circuits de commercialisation et de transformation des produits.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Développement de systèmes d'irrigation, d'infrastructures agricoles et de mécanisation agricole.</li> <li>▪ Fourniture de services de vulgarisation rurale et de formation technique.</li> <li>▪ Soutien aux coopératives et aux chaînes de valeur locales, en mettant l'accent sur la transformation agroalimentaire.</li> <li>▪ Projets de résilience climatique, d'agriculture durable et de gestion de l'eau.</li> <li>▪ Mise en place de systèmes d'information pour la planification agricole et le suivi des cultures.</li> </ul>



### 2.4.3 Eau et assainissement

Garantir un accès équitable et durable à l'eau potable et aux services d'assainissement est une priorité essentielle de la SCAPP, tant en raison de son impact sur la santé publique que de son rôle dans la réduction des inégalités territoriales et sociales. Les zones rurales, les banlieues urbaines et les régions de l'intérieur du pays présentent des niveaux élevés de déficience en matière de services de base, ce qui limite le développement humain et économique.

Défis structurels	Potentiel et opportunités
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Accès inégal à l'eau potable, en particulier dans les zones rurales et périurbaines.</li> <li>▪ Infrastructures obsolètes ou inexistantes dans de nombreuses régions.</li> <li>▪ Faible capacité institutionnelle pour la gestion intégrée des ressources en eau.</li> <li>▪ Lacunes en matière d'entretien, d'exploitation technique et de systèmes de surveillance.</li> <li>▪ Risques croissants de pénurie et de pollution des aquifères en raison du changement climatique.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Construction et réhabilitation d'infrastructures hydrauliques (réseaux de distribution, puits, systèmes de traitement).</li> <li>▪ Mise en place de systèmes d'assainissement décentralisés et de solutions adaptées aux zones rurales.</li> <li>▪ Fourniture de services techniques et technologiques pour une gestion efficace des ressources en eau.</li> <li>▪ Projets de formation, de renforcement institutionnel et de gouvernance de l'eau.</li> <li>▪ Initiatives de coopération pour promouvoir la résilience hydrique et l'adaptation climatique dans le secteur.</li> </ul>



## 2.4.4 Développement économique et compétitivité

La SCAPP promeut un modèle de croissance économique diversifié, durable et inclusif, axé sur le renforcement du tissu productif, l'attraction des investissements et l'amélioration de l'environnement des entreprises. L'objectif est de réduire la dépendance à l'égard des secteurs extractifs (mines, hydrocarbures) en développant les secteurs de transformation, en encourageant l'entrepreneuriat et en stimulant l'économie locale.

Défis structurels	Potentiel et opportunités
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Forte concentration économique dans les secteurs primaires et extractifs à faible valeur ajoutée locale.</li> <li>▪ Obstacles réglementaires et administratifs à l'investissement national et étranger.</li> <li>▪ Accès limité au financement pour les microentreprises et les PME.</li> <li>▪ Insuffisance des infrastructures logistiques et des zones industrielles.</li> <li>▪ Écarts de qualification entre l'offre et la demande d'emploi.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Projets de développement de chaînes de valeur locales et de zones économiques spéciales.</li> <li>▪ Soutien à l'entrepreneuriat, à la formalisation des entreprises et à la formation à l'entrepreneuriat.</li> <li>▪ Assistance technique pour l'amélioration du climat des affaires et les réformes réglementaires.</li> <li>▪ Initiatives visant à renforcer l'accès au crédit productif, en particulier dans les zones rurales.</li> <li>▪ Coopération en matière de logistique, de stockage, de certification de la qualité et de commercialisation des produits nationaux.</li> </ul>



## 2.4.5 Économie et finances

La SCAPP mise sur une gestion macroéconomique solide, axée sur la stabilité budgétaire, l'efficacité des dépenses publiques et la mobilisation des ressources internes et externes pour le développement. Cet axe est étroitement lié à la durabilité des investissements publics, à l'amélioration de la planification budgétaire et à l'efficacité des systèmes de contrôle et de suivi financiers.

Défis structurels	Potentiel et opportunités
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Dépendance importante vis-à-vis des revenus extractifs et de l'aide internationale.</li> <li>▪ Capacité limitée à mobiliser les recettes fiscales internes.</li> <li>▪ Nécessité d'améliorer l'efficacité et la traçabilité des dépenses publiques.</li> <li>▪ Insuffisance des outils statistiques et d'analyse économique.</li> <li>▪ Limites des systèmes de suivi financier et de reddition des comptes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Assistance technique en matière de réformes fiscales, de budgétisation axée sur les résultats et de planification économique.</li> <li>▪ Soutien à la numérisation des systèmes financiers publics et au contrôle des dépenses.</li> <li>▪ Projets visant à renforcer les statistiques économiques et l'analyse des politiques publiques.</li> <li>▪ Formation en gestion financière et comptabilité publique.</li> <li>▪ Initiatives visant à améliorer la transparence budgétaire et la gouvernance macroéconomique.</li> </ul>

## 2.4.6 Éducation et technologie

Le développement du capital humain est l'un des piliers fondamentaux de la SCAPP, qui vise à garantir une éducation de qualité, inclusive et adaptée aux besoins du marché du travail. Parallèlement, l'accès à la formation technique et professionnelle est encouragé, ainsi que l'intégration progressive des technologies numériques dans les processus éducatifs, formatifs et productifs.

Défis structurels	Potentiel et opportunités
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Taux élevés d'analphabétisme, d'abandon scolaire et d'inégalité territoriale dans l'accès à l'éducation.</li> <li>▪ Faible articulation entre le système éducatif et les besoins du marché du travail.</li> <li>▪ Manque de centres de formation technique et professionnelle bien équipés.</li> <li>▪ Intégration limitée des outils numériques dans les environnements scolaires et éducatifs.</li> <li>▪ Insuffisance des ressources humaines qualifiées, en particulier dans les zones rurales et périphériques.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Projets d'infrastructures scolaires, de réhabilitation des centres et d'équipement.</li> <li>▪ Programmes de formation professionnelle dans des secteurs tels que l'agriculture, la pêche, l'énergie ou la construction.</li> <li>▪ Développement de plateformes éducatives numériques et formation des enseignants aux TIC.</li> <li>▪ Soutien à la planification de l'éducation, aux réformes des programmes scolaires et aux systèmes d'évaluation.</li> <li>▪ Coopération en matière d'alphabétisation numérique, d'éducation inclusive et de formation des formateurs locaux.</li> </ul>



## 2.4.7 Énergie

La Mauritanie dispose d'un potentiel énergétique élevé, tant en ressources fossiles (gaz naturel) qu'en sources renouvelables (solaire, éolienne et hydroélectrique). La SCAPP promeut une stratégie de diversification énergétique, d'accès universel et de transition vers un modèle durable, en mettant l'accent sur le développement de l'hydrogène vert en tant que secteur émergent à vocation internationale.

Défis structurels	Potentiel et opportunités
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Accès inégal à l'électricité, en particulier dans les zones rurales et isolées.</li> <li>▪ Coût de production élevé et dépendance partielle vis-à-vis des combustibles importés.</li> <li>▪ Infrastructures de transport et de distribution d'énergie limitées.</li> <li>▪ Nécessité de renforcer le cadre réglementaire pour les énergies renouvelables.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Investissements dans les infrastructures énergétiques : centrales solaires, éoliennes, réseaux de distribution.</li> <li>▪ Projets d'électrification rurale décentralisée à partir d'énergies renouvelables.</li> <li>▪ Initiatives de coopération pour le développement de l'hydrogène vert et de sa chaîne de valeur.</li> <li>▪ Programmes de formation technique, d'assistance réglementaire et de renforcement institutionnel.</li> <li>▪ Participation à des consortiums public-privé pour l'exploration, la production et l'exportation d'énergie.</li> </ul>



## 2.4.8 Protection et inclusion sociale

La SCAPP place au cœur de ses priorités la réduction de la pauvreté, la protection des groupes les plus vulnérables et la promotion d'une inclusion sociale effective. Cela comprend le renforcement des systèmes de protection sociale, la lutte contre les inégalités structurelles (genre, handicap, zones rurales) et l'amélioration des conditions de vie des groupes marginalisés.

Défis structurels	Potentiel et opportunités
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Incidence élevée de la pauvreté multidimensionnelle, en particulier dans les zones rurales et périphériques.</li> <li>▪ Couverture limitée des systèmes de protection sociale et d'aide directe.</li> <li>▪ Insuffisance des mécanismes d'identification et de suivi des bénéficiaires.</li> <li>▪ Persistance des inégalités entre les sexes et de la discrimination structurelle.</li> <li>▪ Faible articulation entre les programmes sociaux et les autres politiques sectorielles.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Conception et expansion de systèmes de protection sociale adaptative et de transferts monétaires.</li> <li>▪ Projets d'identification numérique des bénéficiaires, de registres sociaux et de suivi de l'impact.</li> <li>▪ Initiatives pour l'inclusion économique des femmes, des jeunes et des personnes handicapées.</li> <li>▪ Soutien aux programmes communautaires de résilience, d'emploi rural et d'insertion professionnelle.</li> <li>▪ Coopération à la conception de politiques intégrées pour la cohésion sociale et territoriale.</li> </ul>

## 2.4.9 Environnement et catastrophes naturelles

La Mauritanie est confrontée à d'importants défis environnementaux liés à la désertification, au changement climatique et à la pression sur les ressources naturelles. La SCAPP intègre l'environnement comme une dimension transversale et établit des priorités pour la gestion durable des écosystèmes, la lutte contre la dégradation des terres et la réduction des risques de catastrophes naturelles, en particulier dans les zones côtières et rurales.

Défis structurels	Potentiel et opportunités
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Avancée continue du désert, dégradation des sols et perte de biodiversité.</li> <li>▪ Exposition croissante à des phénomènes extrêmes : sécheresses, inondations, érosion côtière.</li> <li>▪ Faible capacité de surveillance environnementale et de réponse aux situations d'urgence.</li> <li>▪ Faible intégration des critères de durabilité dans les projets de développement.</li> <li>▪ Accès limité aux technologies propres et aux solutions fondées sur la nature.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Projets de reboisement, de restauration des terres dégradées et de gestion des bassins versants.</li> <li>▪ Programmes d'adaptation climatique communautaire et de protection des zones côtières.</li> <li>▪ Systèmes d'alerte précoce, cartographie des risques et plans d'urgence.</li> <li>▪ Coopération technique en matière de planification environnementale, d'éducation écologique et de gouvernance verte.</li> <li>▪ Transfert de technologies pour les énergies propres, la gestion des déchets et l'économie circulaire.</li> </ul>



## 2.4.10 Santé

Le renforcement du système de santé est une priorité stratégique de la SCAPP, conformément aux engagements internationaux de la Mauritanie en matière de développement humain et de résilience. L'approche du plan combine l'amélioration de l'accès aux services de base, l'amélioration de la qualité, la couverture universelle progressive et le renforcement des capacités du système face à des crises sanitaires telles que la pandémie de COVID-19.

Défis structurels	Potentiel et opportunités
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Accès inégal aux services de santé, en particulier dans les zones rurales et les quartiers périphériques.</li> <li>▪ Déficit chronique en infrastructures, en équipements médicaux et en personnel qualifié.</li> <li>▪ Taux élevés de mortalité maternelle et infantile, et prévalence des maladies transmissibles.</li> <li>▪ Faiblesse du système d'information sanitaire et de la capacité de réponse aux urgences.</li> <li>▪ Faible investissement public soutenu dans le secteur et dépendance à l'égard du financement extérieur.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Projets de construction et de réhabilitation de centres de santé et d'hôpitaux régionaux.</li> <li>▪ Fourniture d'équipements médicaux, de laboratoires mobiles et de systèmes de télémédecine.</li> <li>▪ Programmes de formation du personnel de santé, y compris en matière de santé communautaire.</li> <li>▪ Assistance technique en matière de planification sanitaire, de gestion hospitalière et de systèmes d'information.</li> <li>▪ Coopération en matière de santé numérique, campagnes de prévention et couverture universelle de base.</li> </ul>

## 2.4.11 Transports et connectivité

Le développement des infrastructures de transport et de la connectivité territoriale est une condition essentielle à la croissance économique inclusive de la Mauritanie. Le SCAPP accorde la priorité à l'amélioration du réseau routier, au renforcement du transport multimodal et à l'intégration logistique, en accordant une attention particulière à la connexion entre les zones productives, les corridors régionaux et les centres urbains.

Défis structurels	Potentiel et opportunités
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ De vastes zones du pays ne disposent pas de liaisons routières adéquates, en particulier dans les régions intérieures.</li> <li>▪ Infrastructures portuaires, ferroviaires et aéroportuaires nécessitant une modernisation.</li> <li>▪ Coûts élevés du transport intérieur, qui renchérissent la production et le commerce.</li> <li>▪ Mauvais entretien des infrastructures existantes et absence de planification intégrée.</li> <li>▪ Faible connectivité transversale et limitations en matière de logistique intermodale.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Construction et réhabilitation des routes nationales, des ponts et des routes rurales.</li> <li>▪ Agrandissement et modernisation des ports logistiques et ferroviaires, tels que Nouadhibou et Nouakchott.</li> <li>▪ Projets de mobilité urbaine durable et élaboration de plans de transport local.</li> <li>▪ Coopération technique en matière de planification logistique, d'entretien routier et de contrôle de la qualité.</li> <li>▪ Promotion de corridors commerciaux régionaux intégrant la Mauritanie dans les flux de l'Afrique de l'Ouest.</li> </ul>



## 2.4.12 TIC et transition numérique

La transformation numérique est l'un des axes transversaux de la SCAPP, considérée comme un levier de modernisation de l'État, d'amélioration de la compétitivité et de démocratisation de l'accès aux services publics. La stratégie nationale mise sur le renforcement des infrastructures numériques, la promotion de l'écosystème des TIC et la numérisation progressive de l'administration et de secteurs clés tels que l'éducation, la santé et les finances.

Défis structurels	Potentiel et opportunités
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Couverture de connectivité limitée et fracture numérique entre les zones urbaines et rurales.</li> <li>▪ Infrastructure de télécommunications encore balbutiante dans de nombreuses régions.</li> <li>▪ Faible interopérabilité entre les systèmes administratifs et absence de normes communes.</li> <li>▪ Formation numérique limitée de la population et des fonctionnaires.</li> <li>▪ Cadre réglementaire faible et nécessité de mettre en place des politiques en matière de cybersécurité et de protection des données.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Projets d'infrastructure numérique : expansion des réseaux à large bande, centres de données, satellites.</li> <li>▪ Initiatives en matière d'administration en ligne, d'enregistrement civil numérique et de services publics en ligne.</li> <li>▪ Formation et assistance technique en matière d'alphabétisation numérique, de cybersécurité et de gestion des TIC.</li> <li>▪ Coopération à la création d'écosystèmes d'innovation et d'entrepreneuriat numérique.</li> <li>▪ Solutions technologiques dans les domaines de la santé numérique, de l'enseignement à distance, de la banque mobile et de l'agriculture intelligente.</li> </ul>



## 2.4.13 Tourisme

Bien qu'il ne représente qu'une fraction limitée du PIB, le tourisme est identifié par la SCAPP comme un secteur à fort potentiel de croissance et de diversification économique. Le pays possède des atouts naturels, culturels et patrimoniaux uniques, tels que le désert du Sahara, le littoral atlantique ou des villes historiques comme Chinguetti, qui peuvent devenir des moteurs de développement territorial, de création d'emplois et de rayonnement international.

Défis structurels	Potentiel et opportunités
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Infrastructures touristiques insuffisantes et services de mauvaise qualité.</li> <li>▪ Faible connectivité interne et internationale vers les zones d'intérêt touristique.</li> <li>▪ Manque de formation spécialisée et absence de normes de qualité.</li> <li>▪ Insécurité perçue et manque de promotion touristique structurée.</li> <li>▪ Faible investissement public et privé dans le développement du secteur.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Projets d'infrastructures touristiques de base : hébergement, signalisation, accès et services.</li> <li>▪ Développement de produits touristiques durables : tourisme culturel, désertique, côtier et communautaire.</li> <li>▪ Programmes de formation professionnelle dans les domaines de l'hôtellerie, du guidage et de la gestion touristique.</li> <li>▪ Coopération pour la conception de stratégies de marketing territorial et d'attraction des investissements.</li> <li>▪ Initiatives en matière de patrimoine et de tourisme culturel, y compris la restauration et la promotion numérique.</li> </ul>



## 2.4.14 Autres secteurs émergents ou complémentaires

Outre les secteurs prioritaires de la SCAPP, d'autres domaines d'action, bien que ne faisant pas l'objet d'une approche stratégique principale, commencent à gagner en importance dans les politiques publiques mauritaniennes ou offrent des opportunités complémentaires pour le tissu entrepreneurial international.

### Exemples de secteurs émergents :

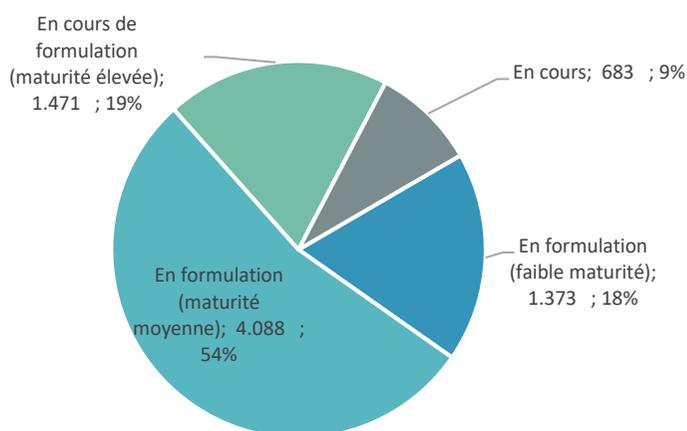
- Économie bleue et ports de pêche : au-delà de la pêche extractive, le développement des services portuaires, de la réfrigération, de la transformation et de la commercialisation ouvre des opportunités dans les domaines de la logistique, des infrastructures et de la formation spécialisée.
- Industrie légère et fabrication locale : la diversification de la production nationale comprend des initiatives visant à encourager la transformation locale des matières premières (cuir, alimentation, textiles), avec d'éventuelles incitations à l'investissement industriel.
- Gestion des déchets et économie circulaire : en réponse aux défis urbains et environnementaux, des projets pilotes sont lancés dans les domaines de la gestion des déchets solides, du recyclage et de la valorisation des déchets organiques.
- Finance inclusive et microcrédit : dans le but d'améliorer l'accès aux services financiers dans les zones rurales et pour les populations vulnérables, des initiatives d'inclusion financière, de développement des technologies financières et de soutien aux coopératives sont encouragées.
- Culture et créativité : bien qu'encore balbutiante, une attention croissante est accordée au secteur culturel (musique, artisanat, cinéma, édition) en tant qu'outil d'inclusion, d'emploi des jeunes et de rayonnement à l'étranger.

### Opportunités transversales :

- Coopération technique pour le développement de cadres réglementaires émergents.
- Participation à des projets pilotes ou d'innovation sociale menés par des ONG, des agences multilatérales ou des partenariats public-privé.
- Partenariats avec des entités locales pour le renforcement institutionnel et le développement des capacités dans des secteurs qui ne sont traditionnellement pas prioritaires.

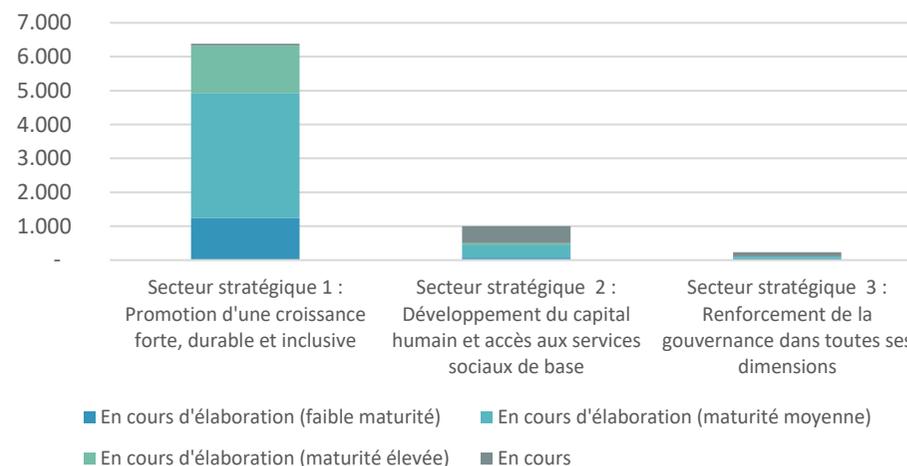
## 2.5 PROJETS PRÉVUS ET BUDGET ESTIMÉ

Le deuxième plan d'action de la stratégie pour une croissance accélérée et une prospérité partagée en Mauritanie (PA2 SCAPP, 2021-2025) propose un cadre d'investissement ambitieux qui peut être analysé à partir de deux niveaux budgétaires distincts. Selon le document lui-même, le budget global estimé de la stratégie s'élève à 496 milliards d'ouguiyas (équivalent à 10,634 milliards d'euros). Toutefois, ce montant est réparti entre 282 projets répartis par secteurs et axes stratégiques, mais le montant détaillé dans le tableau figurant dans la stratégie n'atteint pas ce chiffre, puisqu'il s'élève à 355,162 milliards de MRU, soit environ **7,615 milliards d'euros**. Ce chiffre correspond au portefeuille effectif de projets identifiés, qui comprend à la fois les initiatives actuellement en cours et celles en phase préliminaire de formulation, classées selon leur niveau de maturité : élevé, moyen ou faible.



Graphique.1 Répartition du budget PA2 SCAPP selon le niveau de maturité des projets qui le composent (en millions d'euros et en pourcentage)

Source : PA2 SCAPP



Graphique.2 . Budget par secteur stratégique auquel sont associés les projets composant le PA2 SCAPP, ventilé selon le niveau de maturité (en millions d'euros)

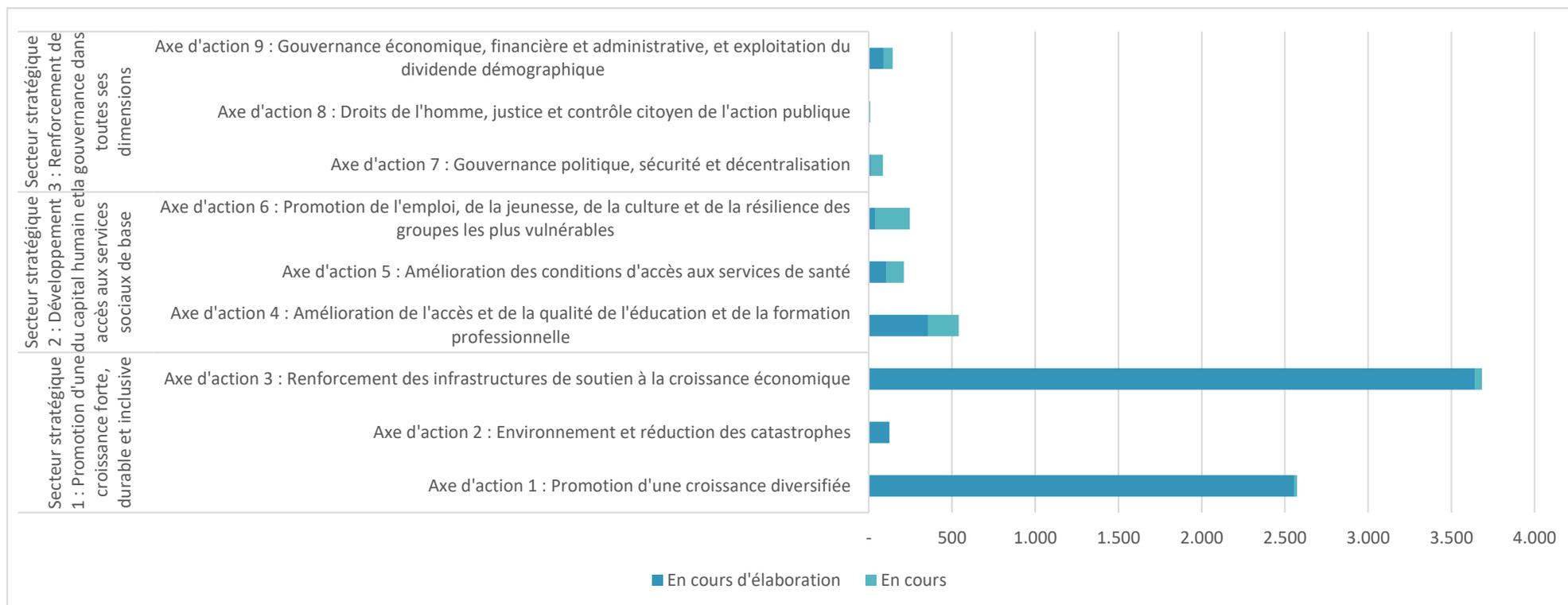
Source : PA2 SCAPP



Selon ce tableau, seuls 9 % du budget total (environ 683 millions d'euros) correspondent à des projets déjà en cours d'exécution, tandis que les 91 % restants (environ 6 932 millions d'euros) sont en phase de formulation et nécessitent encore un financement. Ce déséquilibre met en évidence un écart considérable entre la planification stratégique et la capacité opérationnelle réelle à mettre en œuvre les projets prioritaires : Il est important de noter que le volume d'investissement prévu est concentré sur le cycle 2021-2025, mais s'inscrit dans un cadre stratégique plus large (2016-2030). Certains projets pourraient donc être reprogrammés, reformulés ou reclassés dans le troisième plan d'action (2026-2030), en fonction des capacités institutionnelles et du contexte économique futur.

La répartition du budget entre les trois axes stratégiques révèle également de fortes disparités. L'axe axé sur la promotion d'une croissance forte, durable et inclusive concentre plus de 83 % du budget total, tandis que l'axe du développement du capital humain représente 13 % et celui de la gouvernance à peine 3 %. Toutefois, cette tendance ne se retrouve pas dans l'exécution : les projets actuellement en cours se concentrent principalement dans les domaines social et de la gouvernance, ce qui indique une plus grande capacité de mise en œuvre dans ces secteurs et un retard relatif dans l'exécution de l'axe économique et productif.

Une analyse plus détaillée par chapitre confirme cette tendance. Plus de 48 % du budget total est alloué au chapitre des infrastructures, suivi du chapitre de la croissance économique diversifiée, tous deux relevant de l'axe économique. En revanche, les chapitres liés à l'éducation, à la santé et à la cohésion sociale ont un poids budgétaire plus modeste, mais concentrent une proportion nettement plus importante de projets en cours d'exécution. À l'inverse, les chapitres liés à la gouvernance politique, économique et financière, ainsi qu'aux droits de l'homme et à l'accès à la justice, présentent à la fois des budgets réduits et de faibles niveaux d'exécution.



Graphique.3 Budget par secteur stratégique auquel sont associés les projets composant le PA2 SCAPP, ventilé selon le niveau de maturité (en millions d'euros)

Source : PA2 SCAPP

La stratégie prévoit également la mobilisation de ressources complémentaires par le biais de mécanismes innovants tels que les partenariats public-privé (PPP). Quinze projets relevant de ce dispositif sont actuellement en cours d'élaboration, et on estime que 61 % du financement du plan proviendra du secteur public, tandis que 39 % sera apporté par le secteur privé. Cette approche souligne l'importance d'attirer les investissements nationaux et internationaux, ainsi que de coordonner efficacement l'action publique avec les opportunités offertes par la coopération bilatérale et multilatérale en matière de développement.



## 2.6 CONCLUSION : POURQUOI EST-CE PERTINENT POUR LES ENTREPRISES ESPAGNOLES ?

La Stratégie pour une croissance accélérée et une prospérité partagée (SCAPP) constitue le principal cadre de référence pour le développement national en Mauritanie jusqu'en 2030. Ses plans d'action quinquennaux, en particulier le deuxième (2021-2025), offrent une vision structurée et alignée sur les normes internationales telles que les objectifs de développement durable (ODD) et l'Agenda 2063 de l'Union africaine, ce qui renforce sa cohérence avec les cadres de financement multilatéral et bilatéral.

Du point de vue des entreprises, le SCAPP représente une opportunité clé pour anticiper les tendances en matière d'investissements publics, identifier les secteurs prioritaires bénéficiant d'un soutien politique et technique, et accéder à de futurs processus d'appel d'offres dans des conditions plus prévisibles. Grâce à ses projets déjà définis et à son vaste portefeuille encore à financer, elle constitue une base solide pour l'entrée des entreprises étrangères dans les appels d'offres publics, la coopération technique, les partenariats public-privé et la prestation de services spécialisés.

Bon nombre des domaines prioritaires de la SCAPP coïncident avec des secteurs dans lesquels les entreprises espagnoles ont acquis une expertise technique et commerciale reconnue, tels que les infrastructures, les énergies renouvelables, l'eau et l'assainissement, la formation professionnelle, les TIC ou la santé. À cela s'ajoutent une proximité géographique stratégique, l'existence de liens historiques et culturels et une collaboration institutionnelle croissante entre les deux pays, qui favorisent un développement entrepreneurial durable et à long terme.

Enfin, cette analyse du cadre stratégique national sert de prélude aux prochains chapitres du rapport, qui détailleront les sources de financement multilatéral disponibles en Mauritanie et les opportunités concrètes de participation des entreprises à des projets financés par des organismes internationaux.



**03**

# FINANCEMENT EXTÉRIEUR EN MAURITANIE



## 3.1 BANQUE MONDIALE

### 3.1.1 Instrument stratégique de programmation

**NOM** COUNTRY PARTNERSHIP FRAMEWORK FOR THE REPUBLIC OF MAURITANIA / CADRE DE PARTENARIAT-PAYS POUR LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

**PÉRIODE<sup>1</sup>** 2018-2023

#### PRIORITÉS

01	PROMOUVOIR L'ÉCONOMIE DE TRANSITION POUR UNE CROISSANCE DIVERSIFIÉE ET RÉILIENTE	02	DÉVELOPPER LE CAPITAL HUMAIN POUR UNE CROISSANCE INCLUSIVE	03	RENFORCER LA GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE ET LA CROISSANCE IMPULSÉE PAR LE SECTEUR PRIVÉ
1.1.	Augmenter la valeur de la production dans le secteur de la pêche	2.1.	Accroître la couverture du réseau de sécurité sociale	3.1.	Renforcer la gestion budgétaire
1.2.	Augmenter la production agricole et animale face au changement climatique	2.2.	Améliorer l'accès à un système éducatif de qualité	3.2.	Améliorer la participation du secteur privé aux activités économiques
1.3.	Promouvoir le développement de villes productives et des territoires adjacents dans le contexte de la décentralisation	2.3.	Améliorer l'employabilité, en particulier celle des femmes et des jeunes		
		2.4.	Améliorer l'accès aux soins de santé maternelle et infantile		

<sup>1</sup> Le CPF pour la période 2025-2030 est actuellement en cours d'élaboration.



## BUDGET (en EUROS)

Le budget de la Banque mondiale pour la période couverte par la stratégie a été estimé à **215 millions d'euros**.

Programme	2018	2019	2020	2021-2023
Deuxième consolidation fiscale et soutien au secteur privé	22 214 660			
Soutien au projet gazier et renforcement des capacités institutionnelles	17 088 200			
Secteur public et gouvernance	8 544 100			
Cluster Eco Seafood de Nouadhibou		6 835 280		
Élaboration de politiques de développement (deuxième série)		25 632 300	25 632 300	25 632 300
Soutien au secteur de l'éducation		21 360 250		
Agriculture		17 088 200		
Villes résilientes et productives			21 360 250	
Emploi et jeunesse			à définir	
Énergie rurale				à définir
Eau et assainissement dans le secteur rural				à définir
Système social de santé				à définir
Soutien à l'Initiative régionale pour l'irrigation au Sahel (PARIIS)*	6 835 280			
Investissement dans la résilience côtière en Afrique de l'Ouest (WACA)*	8 544 100			
Renforcement des systèmes régionaux de surveillance des maladies*	8 544 100			
<b>TOTAL</b>	<b>71 770 440</b>	<b>70 916 030</b>	<b>46 992 550</b>	<b>25 632 300</b>
			<b>215 311 320</b>	

\*Projets régionaux



### 3.1.2 Résumé des programmes/projets actifs

Le tableau ci-dessous présente les projets financés par la Banque mondiale qui sont actuellement en cours et dont le montant dépasse un million d'euros. Au total, ils représentent un peu plus d'un milliard d'euros.

PROJET		SECTEUR	BUDGET EN EUR
P508831	Mauritania Resilience and Productive Safety Nets Program (MRPSNP)	Protection et inclusion sociale	25 632 300
P509243	Mauritania Improving Education Quality, Results, and Access for All Program (IQRAA)	Éducation et technologie	40 584 475
P506443	Mauritania Public Spending Efficiency	Économie et finances	42 720 500
P179383	Development of Energy Resources and Mining Sector Support Phase 1 Project <sup>2</sup>	Énergie	70 488 825
P505173	West Africa Regional Electricity Market Program - Mauritania Transmission Corridor Project	Énergie	397 300 650
P181523	Social Safety Net System Project II second Additional Financing	Protection et inclusion sociales	30 758 760
P179558	Mauritania Health System Support Project	Santé	57 501 793
P179263	Mauritania Fiscal Management and Resilience Development Policy Financing with a Catastrophe Deferred Drawdown Option	Économie et finances	41 011 680
P181311	Decentralization and Productive Intermediate Cities Support Project AF	Logement et développement urbain	21 360 250
P181070	Mauritania Youth Employability Project Additional Financing	Développement économique et compétitivité	12 816 150
P168847	Mauritania Agriculture Development and Innovation Support Project	Agriculture, développement rural et sécurité alimentaire	42 720 500
P162916	Mauritania Youth Employability Project	Développement économique et compétitivité	34 176 400

<sup>2</sup> Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)



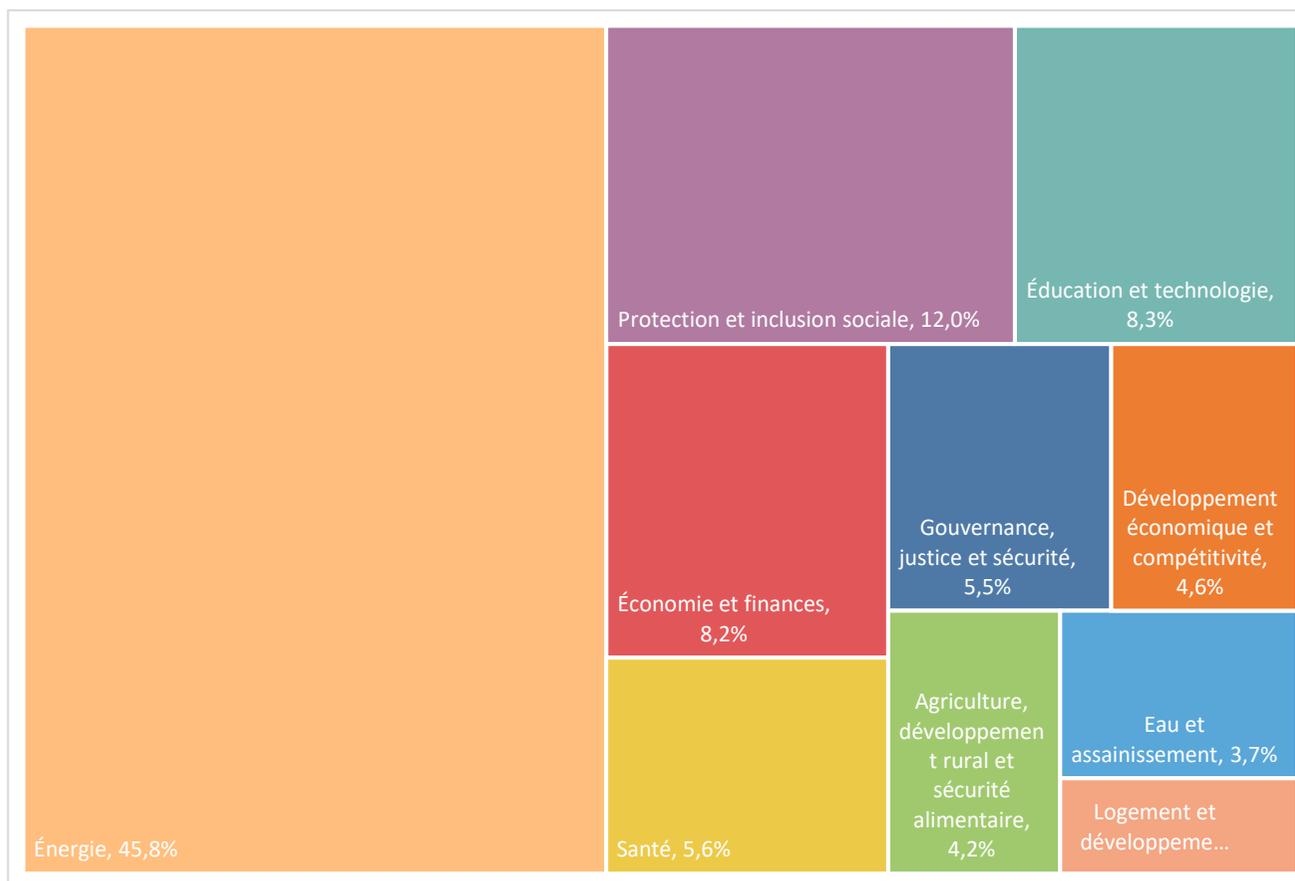
PROJET		SECTEUR	BUDGET EN EUR
P175778	Additional Financing for the Social Safety Net System Project II	Protection et inclusion sociales	11 107 330
P163143	MAURITANIA - Basic Education Sector Support Project - Phase 2	Éducation et technologie	44 429 320
P169332	Decentralization and Productive Intermediate Cities Support Project <sup>3</sup>	Gouvernance, justice et sécurité	56 391 060
P167328	Water and Sanitation Sectoral Project	Eau et assainissement	37 594 040
P171125	Social Safety Net System Project II	Protection et inclusion sociale	55 536 650
<b>TOTAL</b>			<b>1 022 130 683</b>

**Tableau 1 Projets de la Banque mondiale actuellement en cours en Mauritanie**

Source : Élaboration propre à partir des informations disponibles sur son site web

Une étude sectorielle a également été réalisée sur les projets actuellement en cours. Les résultats peuvent être consultés dans le graphique ci-dessous sous forme de *treemap*.

<sup>3</sup> Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)



On constate que le secteur **de l'énergie** domine largement avec 45,8 %, soit près de la moitié du budget total des projets en cours, ce qui indique une priorité marquée dans ce domaine.

Viennent ensuite **la protection et l'inclusion sociales** (12,0 %) et **l'éducation et la technologie** (8,3 %), reflétant également un investissement important dans le capital humain et les politiques sociales. D'autres secteurs tels que **l'économie et les finances** (8,2 %), **la santé** (5,6 %) et **la gouvernance, la justice et la sécurité** (5,5 %) bénéficient d'une part plus modérée.

Pour leur part, les secteurs de **l'eau et de l'assainissement** (3,7 %), **du développement économique et de la compétitivité** (4,6 %), **de l'agriculture et de la sécurité alimentaire** (4,2 %) et **du logement et du développement urbain** (2,1 %) reçoivent des pourcentages plus faibles, ce qui témoigne d'une approche budgétaire axée sur l'énergie et les domaines sociaux clés.

Graphique. 4 Répartition du budget alloué aux projets de la Banque mondiale actuellement en cours en Mauritanie, par secteur

Source : Élaboration propre



### 3.1.3 Portefeuille de projets actifs

PROJET P508831	Mauritania Resilience and Productive Safety Nets Program (MRPSNP)
Budget	25 632 300 EUR
Période d'exécution	À partir de novembre 2025
Organisme responsable	République islamique de Mauritanie
Résumé du projet	Le projet soutiendra le renforcement des systèmes de filets de protection sociale adaptatifs en Mauritanie. S'appuyant sur les résultats obtenus dans le cadre du projet Mauritanie II sur les filets de protection sociale, l'initiative visera à améliorer l'enregistrement social, à accélérer les paiements et à optimiser le ciblage et la modularité afin de répondre plus efficacement aux divers besoins des ménages pauvres et vulnérables dans tout le pays. En mettant l'accent sur des stratégies dynamiques d'entrée et de sortie, ainsi que sur la promotion de l'inclusion économique, le projet renforcera la résilience face aux chocs économiques et au changement climatique, tout en élargissant le soutien ciblé aux femmes, aux jeunes, aux réfugiés, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et aux populations rurales et urbaines.
Secteur	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALE
Plus d'informations	<a href="https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P508831">https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P508831</a>
PROJET P509243	Mauritania Improving Education Quality, Results, and Access for All Program (IQRAA)
Budget	40 584 475 EUR
Période d'exécution	Juillet 2025 – Décembre 2030
Organisme responsable	Ministère de l'Éducation et de la Réforme du secteur éducatif
Résumé	Conçu pour soutenir le Programme national de développement du secteur éducatif (PNDSE3), il vise à améliorer la qualité de l'éducation de base, à élargir l'accès des adolescentes à l'enseignement secondaire et à renforcer la gouvernance du système éducatif.
Secteur	ÉDUCATION ET TECHNOLOGIE
Plus d'informations	<a href="https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P509243">https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P509243</a>



PROJET P506443	Mauritania Public Spending Efficiency
Budget	42 720 500 EUR
Période d'exécution	Juin 2025 – Décembre 2030
Organisme responsable :	<b>Ministère de l'Économie et des Finances</b>
Résumé du projet	Ce projet vise à soutenir la stratégie de gestion des finances publiques (GFP), en mettant l'accent sur l'amélioration des résultats en matière de capital humain. Cela implique d'accroître l'efficacité et la responsabilité des systèmes de GFP, en particulier dans les secteurs sociaux tels que la santé, l'éducation et la protection sociale. Il se concentrera sur deux domaines principaux : le renforcement des systèmes de GFP et l'amélioration de l'efficacité des dépenses dans les secteurs sociaux.
Secteur	ÉCONOMIE ET FINANCES
Plus d'informations	<a href="https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P506443">https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P506443</a>
PROJET P179383	Development of Energy Resources and Mining Sector Support Phase 1 Project
Budget	70 488 825 EUR
Période d'exécution	Mars 2025 - Juin 2030
Organisme responsable	<b>Ministère de l'Énergie et du Pétrole, Société Mauritanienne d'Électricité (SOMELEC)</b>
Résumé	L'objectif est d'aider le gouvernement à renforcer la fiabilité et l'intégration des énergies renouvelables dans son réseau électrique grâce à des investissements dans le stockage. La planification intégrée des ressources orientera les infrastructures et facilitera les investissements privés dans les énergies renouvelables et le développement économique à faibles émissions. De même, le cadre juridique et réglementaire du secteur naissant de l'hydrogène sera renforcé, notamment par la création d'une agence nationale et l'adoption de réglementations pour la mise en œuvre de la loi sur l'hydrogène vert. Les agences du secteur minier bénéficieront d'un soutien institutionnel en matière de gestion des licences, de contrôle de la conformité et de gestion des données géoscientifiques. Enfin, la formation sera améliorée, avec la mise à jour des programmes des écoles techniques dans des domaines clés tels que les énergies renouvelables, l'hydrogène et l'exploitation minière.
Secteur	ÉNERGIE
Plus d'informations	<a href="https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P179383">https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P179383</a>



PROJET P505173	West Africa Regional Electricity Market Program (WA-REMP) MPA Phase 1 - Mauritania Transmission Corridor Project
Budget	397 300 650 EUR
Période d'exécution	Janvier 2025 – Janvier 2030
Organisme responsable	<b>Société Mauritanienne d'Electricité (SOMELEC)</b>
Résumé	Le projet prévoit des investissements essentiels pour renforcer le réseau national, faciliter le commerce régional de l'énergie, accélérer le développement des énergies renouvelables et élargir l'accès à l'électricité dans les zones non desservies. Dans le cadre d'une approche programmatique par phases, il vise à permettre aux pays d'Afrique de l'Ouest de tirer parti de l'intégration de leurs systèmes électriques pour progresser dans la transition et la sécurité énergétiques, condition essentielle à l'élargissement de l'accès. Au-delà des infrastructures, le programme mettra l'accent sur la réduction des risques du marché, la promotion de la coopération pour un marché concurrentiel, la réduction des écarts et l'amélioration de l'environnement pour l'investissement privé, en particulier dans les énergies renouvelables.
Secteur	ÉNERGIE
Plus d'informations	<a href="https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P505173">https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P505173</a>
PROJET P181523	Social Safety Net System Project II second Additional Financing
Budget	30 758 760 EUR
Période d'exécution	Avril 2024 – Juin 2026
Organisme responsable :	<b>Délégation générale de Taazour</b>
Résumé du projet	Ce projet vise à renforcer et à élargir le réseau de protection sociale en Mauritanie afin de briser le cycle de la pauvreté intergénérationnelle. Il s'appuie sur les résultats du projet P150430, qui a mis en place le Registre social afin de cibler les programmes, le programme de transferts Tekavoul qui vient en aide à 30 000 ménages en situation d'extrême pauvreté, et le programme Elmaouna qui aide les ménages en situation d'insécurité alimentaire pendant les périodes de pénurie. Il comprend quatre volets : améliorer l'efficacité des programmes sociaux en actualisant et en promouvant l'utilisation du registre ; renforcer l'inclusion socio-économique en élargissant Tekavoul, en recertifiant et en facilitant la sortie et l'inscription au registre civil ; renforcer la réponse aux crises grâce à des systèmes d'alerte précoce, Elmaouna et des stratégies de financement adaptatif ; et soutenir la coordination et la gestion du projet.
Secteur	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALE
Plus d'informations	<a href="https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P181523">https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P181523</a>



PROJET P179558	Mauritania Health System Support Project
<b>Budget</b>	57 501 793 EUR
<b>Période d'exécution</b>	Mars 2024 – Juin 2029
<b>Organisme responsable :</b>	<b>Ministère de la Santé</b>
<b>Résumé</b>	Le projet d'appui au système de santé en Mauritanie vise à réduire la mortalité maternelle et néonatale ainsi que la malnutrition chronique chez les enfants de moins de cinq ans, et à renforcer la capacité du système de santé national à se préparer aux pandémies. Le projet s'articule autour de quatre volets : améliorer la qualité et l'utilisation des services de santé maternelle et infantile et de nutrition ; renforcer le système de santé grâce à une coordination multisectorielle et à des cadres réglementaires qui améliorent l'efficacité et l'efficacité ; gérer, suivre et évaluer le projet en finançant les coûts opérationnels, les services de conseil et certains équipements pour l'unité nationale de l'APP et l'unité d'exécution du projet ; Composante de réponse d'urgence contingente, afin de réaffecter rapidement les fonds non engagés en cas d'urgence éligible.
<b>Secteur</b>	SANTÉ
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P179558">https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P179558</a>
PROJET P179263	Mauritania Fiscal Management and Resilience Development Policy Financing with a Catastrophe Deferred Drawdown Option
<b>Budget</b>	41 011 680 EUR
<b>Période d'exécution</b>	Février 2024 – Juin 2027
<b>Organisme responsable :</b>	<b>Ministère de l'Économie et du Développement durable</b>
<b>Résumé</b>	L'objectif de ce financement destiné à des politiques de développement en matière de gestion budgétaire et de résilience, avec option de décaissement différé en cas de catastrophe, est de renforcer les bases nécessaires à : (i) une gestion budgétaire et de la dette solide ; et (ii) une économie compétitive et résiliente au climat. L'opération soutiendra les réformes en matière de gestion budgétaire et de la dette, ainsi que la compétitivité économique et l'adaptation aux risques climatiques et aux catastrophes.
<b>Secteur</b>	ÉCONOMIE ET FINANCES
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P179263">https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P179263</a>



PROJET P181311	Decentralization and Productive Intermediate Cities Support Project AF
Budget	21 360 250 EUR
Période d'exécution	Novembre 2023 – Décembre 2027
Organisme responsable :	<b>Ministère de l'Économie et de l'Industrie</b>
Résumé du projet	L'objectif est d'améliorer les services locaux et de renforcer les gouvernements locaux en Mauritanie. Il maintient les objectifs initiaux du projet principal (P169332) : élargir l'accès aux services et renforcer les capacités de planification et de gestion. Cependant, il intègre un nouveau sous-volet visant à réduire le risque d'inondations urbaines et à favoriser une reprise résiliente. Il est prévu : d'élaborer des plans urbains et des études techniques tenant compte du changement climatique ; de réaliser des investissements prioritaires dans les infrastructures grises, bleues et vertes ; et de fournir une assistance technique et des équipements pour améliorer la gestion des déchets, le drainage et la réponse aux situations d'urgence.
Secteur	LOGEMENT ET DÉVELOPPEMENT URBAIN
Plus d'informations	<a href="https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P181311">https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P181311</a>

PROJET P181070	Mauritania Youth Employability Project Additional Financing
Budget	12 816 150 EUR
Période d'exécution	Juillet 2023 – Juin 2026
Organisme responsable :	<b>Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle</b>
Résumé	Le projet vise à améliorer l'emploi des jeunes vulnérables en Mauritanie, en s'attaquant à des problèmes tels que la faible création d'emplois formels, la concentration dans des activités à faible productivité et l'accès limité à la formation, au capital et à l'information. Il repose sur un ensemble complet de services destinés à faciliter leur inclusion économique et leur productivité. Il comprend cinq volets : orientation, conseil en matière d'emploi et formation aux compétences de la vie courante ; formation technique et stages subventionnés dans les secteurs formel et informel ; Promotion de la microentreprise, avec formation, assistance technique et subventions pour les activités génératrices de revenus ; Réponse d'urgence (CERC) activée après les inondations de 2022, avec achat d'équipements pour la gestion des inondations ; et Gestion, suivi et évaluation du projet lui-même.
Secteur	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMPÉTITIVITÉ
Plus d'informations	<a href="https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P181070">https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P181070</a>



PROJET P168847	Mauritania Agriculture Development and Innovation Support Project
<b>Budget</b>	42 720 500 EUR
<b>Période d'exécution</b>	Novembre 2022 – Juin 2028
<b>Organisme responsable :</b>	<b>Ministère de l'Agriculture</b>
<b>Résumé du projet</b>	L'objectif est de promouvoir l'agriculture durable, la résilience et le développement commercial. Il comprend trois volets : 1) restauration des paysages avec la participation des communautés, adoption d'une agriculture intelligente face au climat, soutien aux activités génératrices de revenus et renforcement institutionnel du ministère de l'Agriculture ; 2) développement pilote de zones ZOCA dans le cadre de partenariats public-privé, associant les grandes industries agroalimentaires et les petits entrepreneurs ; et 3) gestion, suivi et évaluation du projet. En conclusion, il vise à améliorer les moyens de subsistance en milieu rural, à attirer les investissements et à mettre en place des systèmes agricoles plus résilients au changement climatique.
<b>Secteur</b>	AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P168847">https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P168847</a>
PROJET P162916	Mauritania Youth Employability Project
<b>Budget</b>	34 176 400 EUR
<b>Période d'exécution</b>	Juin 2021 – Juin 2026
<b>Organisme responsable :</b>	<b>Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle</b>
<b>Résumé</b>	L'objectif est d'améliorer l'employabilité des jeunes vulnérables dans certaines zones. Le projet comprend cinq volets : 1) orientation, conseil en matière d'emploi et formation aux compétences de la vie courante, y compris l'accompagnement et la préparation à l'emploi ; 2) formation technique de courte durée et stages en entreprise privée afin de faciliter l'insertion professionnelle ; 3 : promotion de la micro-entreprise, en s'attaquant aux obstacles et aux défaillances du marché qui entravent l'auto-emploi des jeunes ; 4 : réponse d'urgence, permettant de réaffecter des fonds en cas de catastrophes ou de crises ayant un impact économique ou social ; Composante 5 : gestion, suivi et évaluation, en finançant l'administration du projet.
<b>Secteur</b>	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMPÉTITIVITÉ
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P162916">https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P162916</a>



PROJET P175778	Additional Financing for the Social Safety Net System Project II
<b>Budget</b>	11 107 330 EUR
<b>Période d'exécution</b>	Avril 2021 – Juin 2026
<b>Organisme responsable :</b>	<b>Délégation générale de Taazour</b>
<b>Résumé</b>	Le projet principal (Parent Project) vise à renforcer et à étendre le système de protection sociale en Mauritanie afin de briser le cycle de la pauvreté intergénérationnelle, en s'appuyant sur le projet précédent (P150430) qui a créé le Registre social, le programme de transferts Tekavoul (59 000 ménages en situation d'extrême pauvreté) et le programme Elmaouna (ménages en situation d'insécurité alimentaire). Il comporte quatre volets : améliorer l'efficacité des programmes sociaux grâce au registre social (Taazour), renforcer l'inclusion socio-économique avec Tekavoul, renforcer le système de réponse aux crises avec Elmaouna et améliorer la coordination et la gestion.
<b>Secteur</b>	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALE
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P175778">https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P175778</a>

PROJET P163143	MAURITANIA - Basic Education Sector Support Project - Phase 2
<b>Budget</b>	44 429 320 EUR
<b>Période d'exécution</b>	Octobre 2020 – Octobre 2025
<b>Organisme responsable</b>	<b>Ministère des Affaires économiques et de la Promotion des secteurs productifs ; Ministère de l'Éducation nationale, de la Formation technique et de la Réforme</b>
<b>Résumé du projet</b>	L'objectif est d'améliorer la qualité de l'enseignement primaire et la prestation des services dans certaines régions grâce à quatre volets : 1 : transformer la gestion de l'enseignement grâce à des cadres de responsabilisation et à la technologie ; 2 : améliorer la prestation des services éducatifs dans six régions, en favorisant l'inclusion et la cohésion sociale grâce à une gestion scolaire décentralisée et à un nouveau modèle sectoriel qui optimise les ressources entre les niveaux central, régional et local ; 3 : renforcer la gestion du secteur éducatif, grâce à la formation, à des systèmes d'information robustes, à la supervision scolaire et au soutien à la gestion et au suivi du projet ; 4 : réponse d'urgence contingente (CERC) sans financement initial, qui permettra de réaffecter rapidement des fonds en cas de crises futures affectant l'économie ou le tissu social.
<b>Secteur</b>	ÉDUCATION ET TECHNOLOGIE
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P163143">https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P163143</a>



PROJET P169332	Decentralization and Productive Intermediate Cities Support Project
Budget	56 391 060 EUR
Période d'exécution	Mars 2020 – Décembre 2027
Organisme responsable :	<b>Ministère de l'Économie et des Finances</b>
Résumé	Le projet vise à améliorer l'accès aux services locaux et à renforcer les gouvernements locaux en Mauritanie. Pour ce faire, il investira dans des infrastructures urbaines résilientes et dans l'électrification afin de stimuler le développement économique ; il renforcera la gestion financière et administrative des gouvernements locaux, en soutenant la décentralisation ; il assurera une gestion adéquate du projet, avec un suivi, des audits et le respect des normes ; il comprend un volet visant à répondre rapidement aux situations d'urgence et à soutenir le relèvement après les crises.
Secteur	GOUVERNANCE, JUSTICE ET SÉCURITÉ
Plus d'informations	<a href="https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P169332">https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P169332</a>

PROJET P167328	Water and Sanitation Sectoral Project
Budget	37 594 040 EUR
Période d'exécution	Mars 2020 – Mai 2026
Organisme responsable :	<b>Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement</b>
Résumé	Le projet vise à améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les zones rurales et les petites villes de Mauritanie, et à renforcer les institutions du secteur. Il sera mis en œuvre dans les régions de Gorgol, Guidimakha et Assaba afin d'améliorer l'approvisionnement en eau et l'assainissement public, ainsi que dans les régions de Hodh Echargui et Hodh El Gharbi afin de venir en aide aux réfugiés et aux communautés d'accueil. Il renforcera également les capacités du ministère de l'Eau et de l'Assainissement et des entités du secteur. Il comprend également un volet permettant de réaffecter des fonds afin de répondre rapidement aux situations d'urgence.
Secteur	EAU ET ASSAINISSEMENT
Plus d'informations	<a href="https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P167328">https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P167328</a>



PROJET P171125	Social Safety Net System Project II
<b>Budget</b>	55 536 650 EUR
<b>Période d'exécution</b>	Mars 2020 – Juin 2026
<b>Organisme responsable :</b>	<b>Délégation générale de Taazour</b>
<b>Résumé</b>	Le projet vise à améliorer l'efficacité et la couverture du système national de protection sociale adaptative en Mauritanie, en atteignant les ménages pauvres, vulnérables et les communautés réfugiées. Pour ce faire, il renforcera le registre social, élargira le programme de transferts Tekavoul et intégrera les bénéficiaires au registre civil. Il renforcera également le système de réponse aux chocs climatiques grâce au programme Elmaouna, un système d'alerte précoce, des stratégies de financement et un volet de réponse d'urgence. Enfin, il garantira une gestion et une coordination efficaces par la délégation générale de Taazour.
<b>Secteur</b>	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALE
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P171125">https://projects.bancomundial.org/es/projects-operations/project-detail/P171125</a>

## 3.2 NATIONS UNIES

### 3.2.1 Instrument stratégique de programmation

NOM

UNITED NATIONS SUSTAINABLE DEVELOPMENT COOPERATION FRAMEWORK FOR MAURITANIA (MYFF) / CADRE DE COOPÉRATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE LA MAURITANIE

PÉRIODE

2024-2027

#### PRIORITÉS

01	Croissance inclusive et durable	02	Capital humain et services sociaux de base	03	Gouvernance
<p><b>Effet 1 :</b> la population mauritanienne bénéficiera et participera activement à un processus national de développement durable, plus diversifié et plus résilient face aux chocs économiques et environnementaux, favorisant la réduction des inégalités.</p>		<p><b>Effet 2 :</b> la population mauritanienne a accès à des services de base inclusifs, durables et de qualité.</p>		<p><b>Effet 4 :</b> la population mauritanienne jouit pleinement de ses droits, dans un environnement sûr, pacifique et respectueux de l'environnement.</p>	
<p>1.1. Les acteurs institutionnels nationaux, les partenaires sociaux et les organisations de la société civile disposent des capacités et des outils nécessaires au développement de filières économiques inclusives, durables et génératrices d'emplois décents.</p> <p>1.2. Les capacités du système de protection sociale sont renforcées afin de garantir sa viabilité, la fourniture de services adéquats, l'accès et l'inclusion des plus</p>		<p>2.1. Le personnel, les institutions responsables des services sociaux de base et les organisations de la société civile disposent des compétences techniques, des capacités et des aptitudes opérationnelles nécessaires pour garantir des services inclusifs et de qualité.</p> <p>2.2. Les écoles techniques et professionnelles, ainsi que les centres de perfectionnement, offrent des formations initiales et continues de qualité, adaptées aux besoins</p>		<p>4.1. Les institutions nationales et les collectivités territoriales disposent de capacités de planification, de coordination, d'analyse prospective, de gestion des risques et des vulnérabilités, et d'évaluation fondée sur des données probantes, dans une approche axée sur les droits humains.</p> <p>4.2. Les institutions nationales et les collectivités territoriales disposent de capacités techniques et</p>	



01 Croissance inclusive et durable	02 Capital humain et services sociaux de base	03 Gouvernance
<p>vulnérables, ainsi que sa capacité d'adaptation face aux chocs.</p> <p>1.3. Les institutions nationales, les partenaires sociaux, la société civile et les communautés vulnérables disposent de capacités de résilience pour faire face à des chocs multiples, y compris les effets du changement climatique et les risques de conflits.</p>	<p>du marché du travail, y compris les secteurs sociaux et les métiers liés à l'environnement.</p> <p>2.3. Les jeunes hors du système éducatif, en particulier les filles, bénéficient de formations alternatives (non formelles), innovantes et adaptées aux besoins du marché du travail.</p> <p><b>Effet 3 :</b> Les filles et les femmes sont plus autonomes, plus résilientes et en mesure de participer activement aux dialogues et à la prise de décision à tous les niveaux pour le développement de la Mauritanie.</p> <p>3.1. Les filles et les femmes bénéficient d'un environnement propice à leur participation au dialogue inclusif et intergénérationnel et à la prise de décision.</p> <p>3.2. Les filles et les femmes disposent des capacités et des compétences nécessaires pour influencer les décisions et les normes sociales qui limitent leur autonomisation.</p>	<p>opérationnelles, ainsi que de mécanismes participatifs, pour offrir des services publics de qualité, de proximité, d' transparents et permettant un accès équitable et inclusif, dans une perspective de durabilité environnementale et de respect des droits humains.</p> <p>4.3. Les communautés bénéficiaires ont accès à des mécanismes de reddition de comptes et de participation inclusive à la gestion publique, ainsi qu'à la prévention et à la gestion des conflits communautaires et environnementaux, dans une perspective de sécurité humaine.</p>

### BUDGET (en EUROS)

Le budget des Nations unies pour la période couverte par la stratégie a été estimé à plus de **594 millions d'euros**, dont 78 millions d'euros étaient initialement disponibles dans le cadre de l<sup>4</sup>.

MYFF (2024-2027)		Entité des Nations Unies chargée de la mise en œuvre	Budget total estimé	
PRIORITÉ 1 : Croissance inclusive et durable	EFFET 1	1.1. Les acteurs institutionnels nationaux, les partenaires sociaux et les organisations de la société civile disposent des capacités et des outils nécessaires pour développer des chaînes économiques inclusives, durables et génératrices d'emplois décents.	UNDP	6 536 381,75
		ILO	1 537 938,00	
		IOM	3 075 876,00	
		FAO	4 870 137,00	
		ONU_Habitat	256 323,00	
		UNICEF	1 831 855,04	
		<b>Total 1.1</b>	<b>18 108 510,79</b>	
	1.2. Renforcement des capacités du système de protection sociale afin de garantir sa viabilité, la fourniture de services adéquats, l'accès et l'inclusion des plus vulnérables, ainsi que sa capacité d'adaptation face aux chocs.	FAO	3 417 640,00	
		UNDP	3 631 319,40	
		WFP	51 437 207,53	
		ILO	803 145,40	
		IOM	256 323,00	
		UNICEF	7 925 507,16	
				<b>227 809 547,72</b>

<sup>4</sup> Le cadre pluriannuel des Nations unies pour la période 2024-2027 prévoit un total de 594 108 061,30 €, dont 13,3 % étaient disponibles lors de l'élaboration de la stratégie. Cela signifie que l'intention des Nations unies est de trouver le moyen de mobiliser les plus de 515 000 000 € restants pour la période.



MYFF (2024-2027)			Entité des Nations Unies chargée de la mise en œuvre	Budget total estimé
PRIORITÉ 2 : Capital humain et services sociaux de base	EFFET 2	1.3. Les institutions nationales, les partenaires sociaux, la société civile et les communautés vulnérables disposent de capacités de résilience pour faire face à des chocs multiples, notamment les effets du changement climatique et les risques de conflits.	UNHCR	5 435 076,31
			<b>Total 1.2</b>	<b>72 906 218,79</b>
			IOM	1 777 172,80
			ILO	1 606 290,80
			ONU-Habitat	256 323,00
			UNDP	4 357 584,99
			UNESCO	68 352,80
			UNFPA	683 528,00
			UNHCR	52 185 380,57
			UNICEF	6 151 752,00
			UNODC	38 448,45
			WFP	69 669 984,74
			<b>Total 1.3</b>	<b>136 794 818,14</b>
			PRIORITÉ 2 : Capital humain et services sociaux de base	EFFET 2
WFP	44 877 619,37			
IOM	17 088,20			
UNHCR	22 902 532,67			
WHO	640 807,50			
				<b>165 489 678,74</b>



MYFF (2024-2027)		Entité des Nations Unies chargée de la mise en œuvre	Budget total estimé
		UNFPA	5 468 224,00
		UNICEF	6 855 785,84
		ONUSIDA	299 043,50
		<b>Total 2.1</b>	<b>82 299 141,18</b>
	2.2. Les écoles techniques et professionnelles, ainsi que les centres de perfectionnement, offrent des formations initiales et continues de qualité, adaptées aux besoins du marché du travail, y compris les secteurs sociaux et les métiers liés à l'environnement.	UNFPA	1 965 143,00
		UNESCO	64 080,75
		UNICEF	4 535 208,28
		WHO	213 602,50
		ILO	1 196 174,00
		WFP	17 994 309,80
	<b>Total 2.2</b>	<b>25 968 518,33</b>	
	2.3. Les jeunes hors du système éducatif, en particulier les filles, bénéficient de formations alternatives (non formelles), innovantes et adaptées aux besoins du marché du travail	IOM	8 309 259,43
		ILO	1 503 761,60
UNESCO		42 720,50	
UNFPA		1 965 143,00	
UNHCR		11 245 064,31	
UNICEF		2 768 288,40	
	WFP	31 387 781,99	



MYFF (2024-2027)		Entité des Nations Unies chargée de la mise en œuvre	Budget total estimé
EFFET 3	3.1. Les filles et les femmes bénéficient d'un environnement propice à leur participation au dialogue inclusif et intergénérationnel et à la prise de décision.	<b>Total 2.3</b>	<b>57 222 019,23</b>
		UNFPA	1 580 658,50
		FAO	1 281 615,00
		UNESCO	25 632,30
		UNICEF	8 098 097,98
		ILO	854 410,00
		ONUUDC	854 410,00
		<b>Total 3.1</b>	<b>12 694 823,78</b>
	3.2. Les filles et les femmes disposent des capacités et des compétences nécessaires pour influencer les décisions et les normes sociales qui limitent leur autonomisation.	UNFPA	1 623 379,00
		FAO	683 528,00
		UNHCR	12 397 119,14
		UNESCO	42 720,50
		ILO	1 008 203,80
		WFP	20 240 530,78
		UNICEF	6 059 475,72
ONUUDC		512 646,00	
<b>Total 3.2</b>	<b>42 567 602,95</b>		
			<b>55 262 426,73</b>



MYFF (2024-2027)		Entité des Nations Unies chargée	Budget total estimé	
PRIORITÉ 3 : GOUVERNANCE	EFFET 4	4.1. Les institutions nationales et les collectivités territoriales disposent de capacités de planification, de coordination, d'analyse prospective, de gestion des risques et des vulnérabilités, et d'évaluation fondée sur des données probantes, avec une approche axée sur les droits humains.	UNDP	9 669 733,91
		FAO	11 107 330,00	
		UNHCR	36 205 099,14	
		UNICEF	7 205 144,69	
		ONUDC	213 602,50	
		WFP	30 545 668,68	
		ILO	854 410,00	
		IOM	674 000,47	
		<b>Total 4.1</b>	<b>96 474 989,40</b>	
	4.2. Les institutions nationales et les collectivités territoriales disposent des capacités techniques et opérationnelles, ainsi que des mécanismes participatifs, nécessaires pour offrir des services publics de qualité, proches, transparents et permettant un accès équitable et inclusif, dans une perspective de durabilité environnementale et de respect des droits humains.	UNDP	9 669 733,91	
		UNICEF	6 089 664,59	
		ONUDC	427 205,00	
		IOM	51 264,60	
		ONU-Habitat	256 323,00	
		ILO	1 298 703,20	
<b>Total 4.2</b>	<b>17 792 894,30</b>			
4.3. Les communautés bénéficiaires ont accès à des mécanismes de reddition de comptes et de participation inclusive à la gestion publique,	UNDP	8 288 349,45		
	IOM	7 271 029,10		
			<b>145 546 408,12</b>	



ainsi qu'à l' la prévention et la gestion des conflits communautaires et environnementaux, dans une perspective de sécurité humaine.

	FAO	8 287 777,00
	WFP	239 135,16
	UNICEF	4 423 945,30
	ONUDC	213 602,50
	ILO	1 315 791,40
	UNFPA	1 238 894,50
	<b>Total 4.3</b>	<b>31 278 524,42</b>
<b>TOTAL</b>		<b>594 108 061,30</b>



### 3.2.2 Résumé des programmes/projets actifs

Ci-dessous figurent les interventions programmatiques mises en œuvre par les Nations Unies qui sont en cours en 2025. Seules 5 d'entre elles précisent le montant total des activités prévues : au total, elles représentent un peu plus d'un million d'euros.

INTERVENTION PROGRAMMATIQUE	SECTEUR	BUDGET EN EUROS
Soutien au développement des capacités des acteurs impliqués dans les stratégies, les plans et les systèmes ; soutien aux mécanismes de financement et d'accompagnement aux niveaux national et local.	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALE	0
Soutien à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie pour les métiers liés à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène.	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMPÉTITIVITÉ	0
Renforcement du système d'aide juridique et de protection pour tous les groupes vulnérables	GOUVERNANCE, JUSTICE ET SÉCURITÉ	11 962
Soutien à la revitalisation et au fonctionnement du CRD et des institutions nationales (...) afin de garantir la transparence et la responsabilité.	GOUVERNANCE, JUSTICE ET SÉCURITÉ	0
Renforcement du système national d'information sanitaire	SANTÉ	0
Soutenir le renforcement des capacités du pays à mettre en œuvre la stratégie nationale de vaccination, le protocole national de prise en charge de la malnutrition aiguë sévère, ainsi que le plan national budgétisé de planification familiale et la feuille de route pour accélérer la réduction de la mortalité maternelle et infantile.	SANTÉ	0
Soutenir l'amélioration et la mise en œuvre de stratégies et de plans pour une éducation inclusive et de qualité.	ÉDUCATION ET TECHNOLOGIE	0
Soutenir la mise en œuvre des protocoles, normes et procédures nationaux de prévention et de contrôle des infections (PCI), ainsi que de l'eau, de l'assainissement, de l'hygiène et de la gestion des déchets dans les centres de santé sélectionnés.	SANTÉ	0
Soutenir les mécanismes d'accompagnement, aux niveaux national et local, des coopératives, des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et des organisations communautaires de base, pour le développement de chaînes de valeur économiques prioritaires.	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMPÉTITIVITÉ	0



INTERVENTION PROGRAMMATIQUE	SECTEUR	BUDGET EN EUROS
Soutien au développement d'initiatives et d'approches ciblant les filles, les femmes, les chefs religieux, les responsables politiques, les dirigeants communautaires et les médias, afin de promouvoir une masculinité positive et l'abandon des pratiques néfastes.	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALE	0
Développement de programmes de résilience inclusifs qui encouragent la participation active des femmes et des filles aux organes de décision à tous les niveaux.	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALE	98 257
Promotion et protection des droits humains à travers le soutien aux politiques publiques sectorielles et le renforcement des capacités institutionnelles.	GOUVERNANCE, JUSTICE ET SÉCURITÉ	601 334
Soutien à des alternatives de formation pour les jeunes et promotion de l'auto-emploi, dans le but de stimuler des initiatives innovantes qui génèrent des opportunités d'emploi et encouragent l'auto-emploi des jeunes, en mettant particulièrement l'accent sur le renforcement institutionnel des prestataires de services aux entreprises.	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMPÉTITIVITÉ	0
Renforcement du dispositif national de prévention et de gestion des crises, des catastrophes et des pandémies, ainsi que soutien à la résilience communautaire.	ENVIRONNEMENT ET CATASTROPHES NATURELLES	0
Développement de programmes visant à renforcer les capacités des filles en matière de compétences de la vie quotidienne.	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALE	0
Renforcement du système de résilience basé sur la génération de revenus pour les communautés locales et sur la création de structures communautaires pour la gestion des ressources naturelles, la résolution des conflits et la promotion de la paix.	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALE	0
Participation inclusive et leadership des jeunes et des femmes dans la gouvernance, la prévention et la consolidation de la paix.	GOUVERNANCE, JUSTICE ET SÉCURITÉ	52 973
Soutien à la mise en œuvre de stratégies sectorielles, ainsi qu'au développement de capacités, d'outils et de mécanismes de financement pour la création d'emplois et de revenus dans les chaînes économiques à fort potentiel, à l'intention des principaux acteurs concernés.	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMPÉTITIVITÉ	0
Renforcement des capacités des principaux acteurs en matière d'analyse et de gestion des données relatives aux conflits et aux crises.	GOUVERNANCE, JUSTICE ET SÉCURITÉ	0
Assistance technique pour élaborer, mettre en œuvre et suivre les plans, ainsi que pour mobiliser des partenaires et des financements.	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALE	0
Mise en œuvre de programmes multisectoriels conjoints visant à renforcer le système d'alerte précoce et la résilience des communautés vulnérables face aux chocs et tensions climatiques et aux crises humanitaires.	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALE	0

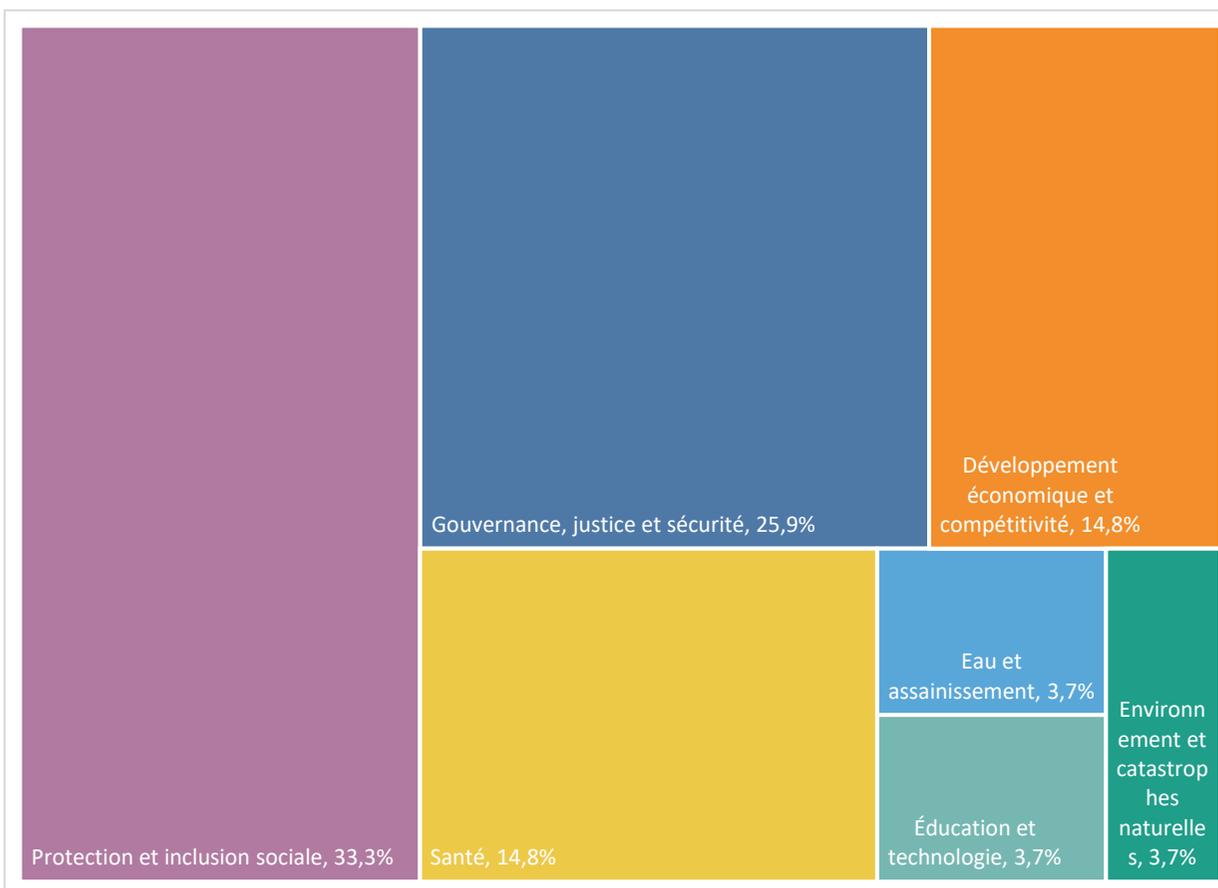


INTERVENTION PROGRAMMATIQUE	SECTEUR	BUDGET EN EUROS
Soutien le renforcement des capacités du personnel par une formation initiale dans les écoles de santé publique et une formation continue des acteurs clés (nationaux, locaux, inter u communautaires et de la société civile) afin de garantir la prestation de services de santé et de nutrition de qualité.	SANTÉ	0
Renforcement des capacités du système de gouvernance en matière de planification et de production de données.	GOUVERNANCE, JUSTICE ET SÉCURITÉ	309 296
Soutien à l'amélioration de l'offre de formation professionnelle et technique, en mettant l'accent sur l'élaboration de programmes d'études normalisés dans les domaines de compétences prioritaires, ainsi que dans les centres de protection de l'enfance et les écoles de santé publique.	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALES	0
Soutien au processus visant à la déclaration publique de l'abandon volontaire des pratiques néfastes et du mariage des enfants.	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALE	0
Soutien à la sécurité alimentaire, à la résilience des populations et à la réponse aux crises.	EAU ET ASSAINISSEMENT	0
Soutien à la transformation numérique pour faciliter l'accès à des services publics de qualité et à des initiatives favorisant l'innovation.	GOUVERNANCE, JUSTICE ET SÉCURITÉ	0
<b>TOTAL</b>		<b>1 073 822,49</b>

**Tableau 2 Interventions programmatiques des Nations unies en 2025 en Mauritanie**

Source : Élaboration propre à partir des informations disponibles sur leur site web

Une étude sectorielle a également été réalisée concernant les interventions programmées pour l'année 2025. Les résultats peuvent être consultés dans le graphique ci-dessous sous forme de *treemap*. Cette fois-ci, en raison du volume limité d'informations disponibles sur les budgets de chaque intervention, l'étude a été réalisée en fonction du **nombre de projets** par secteur :



Graphique. 5 Répartition du nombre d'interventions programmées par les Nations unies en Mauritanie en 2025, par secteur

Source : Élaboration propre

On observe une concentration importante dans le **domaine de la protection et de l'inclusion sociale**, qui représente 33,3 % du total des interventions, suivi par **la gouvernance, la justice et la sécurité** avec 25,9 %. Cela montre qu'en termes de nombre de programmes ou de projets, l'accent est fortement mis sur les politiques sociales et le renforcement institutionnel.

Viennent ensuite, avec le même nombre d'interventions (14,8 % chacun), **le développement économique et la compétitivité** et **la santé**, ce qui suggère que ces deux secteurs sont également prioritaires en termes d'initiatives concrètes.

Enfin, des secteurs tels que **l'eau et l'assainissement, l'éducation et la technologie, ainsi que l'environnement et les catastrophes naturelles** ont des parts identiques de 3,7 % chacun. Malgré un volume d'interventions moindre, il n'est pas possible d'évaluer si ces domaines bénéficient d'une importance budgétaire ou stratégique moindre.

### 3.2.3 Portefeuille de projets actifs

Voici les interventions programmatiques des Nations unies en Mauritanie pour l'année 2025, au nombre de 27 au total:

PROJET	Soutien au développement des capacités des acteurs impliqués dans les stratégies, les plans et les systèmes ; appui aux mécanismes de financement et accompagnement aux niveaux national et local.
Budget	Données non disponibles
Période d'exécution	Janvier 2025 – Décembre 2025
Résumé du projet	Il vise à renforcer les capacités de divers acteurs nationaux et locaux afin d'améliorer l'inclusion sociale et la protection des populations vulnérables en Mauritanie. Cela se traduit par des actions telles que l'intégration des migrants dans le système de protection sociale, le soutien aux ménages ruraux avec des intrants agricoles et d'élevage, la conception de plans de financement pour la biodiversité et pour répondre aux crises, la modernisation du registre social et de ses plateformes de paiement, la promotion de stratégies de communication pour les programmes sociaux, l'équipement de magasins solidaires et l'organisation d'espaces de dialogue sur la sécurité sociale, la santé au travail et l'inclusion des personnes handicapées, en impliquant les autorités, la société civile et les organismes internationaux. Tout cela est réalisé par l'intermédiaire de diverses agences des Nations unies (FAO, OIT, OIM, UNICEF, PNUD, ACNUDH, ACNUR).
Secteur	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALE
Plus d'informations	<a href="https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work">https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work</a>

PROJET	Soutien à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie pour les métiers liés à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène.
Budget	Données non disponibles
Période d'exécution	Janvier 2025 – Décembre 2025
Résumé	Ce volet du projet vise à aider le ministère mauritanien de la Formation professionnelle, de l'Artisanat et des Métiers à promouvoir la formation des jeunes aux métiers liés à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène. Il comprend la réalisation d'une étude sur les besoins du marché du travail et les possibilités d'emploi et d'entrepreneuriat dans ces secteurs, ainsi que l'élaboration de programmes d'études standardisés visant à renforcer les compétences techniques dans ces domaines clés. Tout cela par l'intermédiaire de l'OIT.
Secteur	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMPÉTITIVITÉ
Plus d'informations	<a href="https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work">https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work</a>



PROJET	Renforcement du système d'aide juridique et de protection pour tous les groupes vulnérables
Budget	11 961,74 EUR
Période de mise en œuvre	Janvier 2025 – Décembre 2025
Résumé	Ce projet vise à renforcer la protection et l'accès à la justice des groupes les plus vulnérables, notamment les enfants et les adolescents privés de soins parentaux, les migrants en situation de vulnérabilité, les réfugiés, les demandeurs d'asile, les personnes détenues, les travailleurs à risque et les victimes de la traite ou de l'esclavage. Des actions sont prévues pour assurer la protection des enfants, l'assistance juridique spécialisée aux migrants, aux réfugiés et aux enfants en conflit avec la loi, la réhabilitation et la modernisation des tribunaux, la création de bureaux d'aide et d'orientation juridiques, le renforcement de la chaîne pénale par la numérisation, la formation de juristes et le renforcement des capacités des organisations de travailleurs afin de promouvoir les droits du travail et la liberté syndicale. Tout cela par l'intermédiaire de diverses agences des Nations unies (OIT, OIM, UNICEF, PNUD, ACNUDH, ACNUR).
Secteur	GOVERNANCE, JUSTICE ET SÉCURITÉ
Plus d'informations	<a href="https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work">https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work</a>

PROJET	Soutien à la revitalisation et au fonctionnement du CRD et des institutions nationales afin de garantir la transparence et la responsabilité.
Budget	Données non disponibles
Période d'exécution	Janvier 2025 – Décembre 2025
Résumé	Ce projet vise à renforcer la gouvernance, la décentralisation et le développement local en Mauritanie, en renforçant les institutions nationales et régionales, en créant et en consolidant des plateformes intersectorielles de coordination et de suivi, ainsi qu'en formant les acteurs locaux afin qu'ils puissent s'acquitter efficacement de leurs fonctions. Il prévoit également la construction d'infrastructures multifonctionnelles, le soutien financier à des initiatives communautaires et la mise en œuvre de projets locaux à fort impact, le tout dans le but de promouvoir la participation, la transparence et la responsabilité. Tout cela sera réalisé par l'intermédiaire de plusieurs agences des Nations unies (OIM, PNUD).
Secteur	GOVERNANCE, JUSTICE ET SÉCURITÉ
Plus d'informations	<a href="https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work">https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work</a>



PROJET	Renforcement du système national d'information sanitaire
Budget	Données non disponibles
Période d'exécution	Janvier 2025 – Décembre 2025
Résumé du projet	Il comprend le renforcement des capacités du personnel de santé en matière de collecte numérique de données et de suivi trimestriel des services obstétricaux et néonataux ; la révision des stocks et l'évaluation de la chaîne d'approvisionnement ; ainsi que le soutien aux directions régionales de la santé. Il prévoit également la mise en place d'un système d'information sanitaire unique, la création d'un registre électronique, la réalisation d'audits de qualité des données sanitaires et nutritionnelles, l'organisation d'enquêtes spécifiques et la mise en place de la télémédecine. Parallèlement, il est prévu de lutter contre la stigmatisation et la discrimination des personnes vivant avec le VIH/sida, ainsi que de soutenir les enquêtes nutritionnelles, de mettre à jour les outils de gestion et d'améliorer la numérisation. Tout cela par l'intermédiaire de diverses agences des Nations unies.
Secteur	SANTÉ
Plus d'informations	<a href="https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work">https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work</a>

PROJET	Soutenir le renforcement des capacités pour mettre en œuvre la stratégie nationale de vaccination, le protocole national de prise en charge de la malnutrition aiguë sévère, le plan national de planification familiale et la feuille de route pour la réduction de la mortalité maternelle et infantile.
Budget	Données non disponibles
Période d'exécution	Janvier 2025 – Décembre 2025
Résumé	Renforcer le système de santé en Mauritanie afin d'améliorer la santé maternelle, infantile et nutritionnelle. Ce projet comprend la fourniture de matériel, la formation du personnel sanitaire et communautaire, le renforcement des services de planification familiale et de vaccination, le traitement de la malnutrition et la surveillance de la mortalité maternelle. Il soutient également les campagnes contre la violence sexiste, les audits de qualité des données et la mise en œuvre de la feuille de route nationale pour réduire la mortalité maternelle et néonatale. Tout cela par l'intermédiaire de l'UNICEF, du UNFPA, du PMA et de l'OMS.
Secteur	SANTÉ
Plus d'informations	<a href="https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work">https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work</a>



PROJET	Soutien à l'amélioration et à la mise en œuvre de stratégies et de plans pour une éducation inclusive et de qualité
Budget	Données non disponibles
Période d'exécution	Janvier 2025 – Décembre 2025
Résumé	Améliorer l'accès et la qualité de l'éducation, en favorisant une éducation inclusive et équitable. Pour ce faire, le projet aide les familles d'accueil à réintégrer les enfants à l'école, encourage l'intégration des réfugiés dans le système éducatif et promeut l'élaboration d'un programme d'écoles vertes. En outre, il prévoit de renforcer les capacités des enseignants et des gestionnaires de cantines scolaires, d'améliorer la formation clinique des futurs professionnels de la santé et d'élaborer des plans spécifiques pour l'inclusion des enfants handicapés et des réfugiés. Tout cela par l'intermédiaire de différentes agences des Nations unies (OIM, UNICEF, PNUD, ACNUR, PMA, OMS).
Secteur	ÉDUCATION ET TECHNOLOGIE
Plus d'informations	<a href="https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work">https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work</a>
PROJET	Soutenir la mise en œuvre des protocoles, normes et procédures nationaux de prévention et de contrôle des infections (PCI), ainsi que des normes en matière d'eau, d'assainissement, d'hygiène et de gestion des déchets dans les centres de santé sélectionnés.
Budget	Données non disponibles
Période d'exécution	Janvier 2025 – Décembre 2025
Résumé	Ce projet comprend l'évaluation et le renforcement de la prévention et du contrôle des infections dans les centres de santé, la formation du personnel et la définition des kits nécessaires à l'hygiène, à l'assainissement et à la gestion des déchets. Il vise également à équiper les centres de santé et les agents communautaires pour qu'ils puissent s'occuper des nouveau-nés, vacciner et traiter la malnutrition. Il promeut également des activités de changement social et comportemental, renforce les systèmes de référence et de contre-référence, favorise un approvisionnement fiable en énergie des centres de santé et facilite l'intégration des réfugiés dans le système de santé. Tout cela par l'intermédiaire de plusieurs agences des Nations unies (UNICEF, PNUD, ACNUR, OMS).
Secteur	SANTÉ
Plus d'informations	<a href="https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work">https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work</a>



PROJET	Soutien aux mécanismes d'accompagnement, aux niveaux national et local, des coopératives, des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et des organisations communautaires de base, pour le développement de chaînes de valeur économiques prioritaires.
Budget	Données non disponibles
Période d'exécution	Janvier 2025 – Décembre 2025
Résumé	Ce projet vise à renforcer l'écosystème entrepreneurial, à soutenir les petites et moyennes entreprises, les coopératives et les start-ups, en particulier dans le secteur agroalimentaire et dans les initiatives menées par des jeunes. Il comprend la formation d'agences et d'incubateurs, la promotion d'investissements agricoles responsables, la promotion de solutions durables telles que le biogaz et les activités génératrices de revenus sensibles à la nutrition. Il aide également les groupes communautaires à améliorer la production et la commercialisation des produits locaux, soutient la normalisation des aliments pour enfants et facilite l'accès à des mécanismes de financement inclusifs (FAO, OIT, OIM, UNICEF, PNUD, ACNUR, PMA).
Secteur	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMPÉTITIVITÉ
Plus d'informations	<a href="https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work">https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work</a>

PROJET	Soutien au développement d'initiatives et d'approches visant à promouvoir une masculinité positive et l'abandon des pratiques néfastes
Budget	Données non disponibles
Période d'exécution	Janvier 2025 – Décembre 2025
Résumé	Ce projet vise à promouvoir l'égalité des sexes et à éradiquer la violence à l'égard des femmes grâce à une approche axée sur la participation active des hommes et des garçons. À cette fin, il renforce les mécanismes de coordination pour traiter les cas de violence sexiste, organise des campagnes pour promouvoir une masculinité positive et mobilise les dirigeants communautaires, religieux et les jeunes pour soutenir le leadership féminin. En outre, il sensibilise et engage les producteurs et les communautés par le biais d'écoles agricoles et renforce la capacité d'influence des hommes et des garçons dans les clubs Dimitra. Tout cela est réalisé par l'intermédiaire de plusieurs agences des Nations unies (FAO, UNICEF, ACNUR, UNODC, UNFPA).
Secteur	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALE
Plus d'informations	<a href="https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work">https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work</a>



PROJET	Développement de programmes de résilience inclusifs qui encouragent la participation active des femmes et des filles dans les organes décisionnels
<b>Budget</b>	98 257,15 EUR
<b>Période de mise en œuvre</b>	Janvier 2025 – Décembre 2025
<b>Résumé</b>	Ce projet vise à prévenir la violence à l'égard des femmes et des filles et à promouvoir leur participation à la société et à la politique. Pour ce faire, il crée des réseaux de femmes médiatrices pour gérer les conflits et sensibiliser les communautés, renforce les capacités des organisations qui luttent contre la violence sexiste, forme les magistrats aux droits humains, implique les médias et les réseaux sociaux dans la lutte contre les stéréotypes et organise des activités qui mettent en visibilité le leadership féminin, favorisant ainsi un changement des normes et des attitudes discriminatoires (ACNUDH, UNFPA).
<b>Secteur</b>	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALE
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work">https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work</a>
PROJET	Promotion et protection des droits de l'homme à travers le soutien aux politiques publiques sectorielles et le renforcement des capacités institutionnelles.
<b>Budget</b>	601 333,76 EUR
<b>Période d'exécution</b>	Janvier 2025 – Décembre 2025
<b>Résumé</b>	Ce projet vise à renforcer la protection des droits humains en Mauritanie, en concentrant ses actions sur les migrants, les réfugiés, les femmes, les enfants et les travailleurs. Pour ce faire, il soutient des plans de lutte contre la traite, améliore l'identification et la protection des mineurs vulnérables, facilite l'accès des réfugiés aux services et aux documents, et renforce le cadre juridique et les capacités afin de garantir l'égalité des sexes, la justice pour les mineurs et des conditions de travail dignes. Il encourage également le dialogue social, la résolution communautaire des conflits et la participation des femmes et des jeunes à la prise de décision. Tout cela par l'intermédiaire de plusieurs agences des Nations unies (OIT, OIM, UNICEF, PNUD, ACNUDH, ACNUR).
<b>Secteur</b>	GOVERNANCE, JUSTICE ET SÉCURITÉ
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work">https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work</a>



PROJET	Soutien à des alternatives de formation pour les jeunes et promotion de l'auto-emploi
Budget	Données non disponibles
Période de mise en œuvre	Janvier 2025 – Décembre 2025
Résumé	Ce projet vise à améliorer les opportunités économiques des jeunes et des populations vulnérables. Pour ce faire, il réalise des études sur les facteurs qui influencent leurs décisions en matière d'emploi et d'entrepreneuriat, renforce les organisations de la société civile et mène des campagnes d'information. En outre, il forme les prestataires de services aux entreprises et l'agence TECHGHIL aux méthodologies de promotion de l'entrepreneuriat et des coopératives, et conçoit des programmes de formation spécifiques pour les zones rurales et pour professionnaliser l'emploi domestique, élargissant ainsi les options d'emploi et de formation disponibles. Tout cela par l'intermédiaire de trois agences des Nations unies (OIT, OIM, UNICEF).
Secteur	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMPÉTITIVITÉ
Plus d'informations	<a href="https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work">https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work</a>

PROJET	Renforcement du dispositif national de prévention et de gestion des crises, des catastrophes et des pandémies, ainsi que soutien à la résilience communautaire.
Budget	Données non disponibles
Période d'exécution	Janvier 2025 – Décembre 2025
Résumé	Ce projet vise à aider les communautés vulnérables de Mauritanie à mieux s'adapter aux effets du changement climatique et à renforcer leur résilience. Il s'agira également d'améliorer les systèmes de gestion et de reddition de comptes des activités menées, ainsi que de dynamiser les structures nationales et locales chargées de coordonner et de superviser la sécurité alimentaire et nutritionnelle (OIM, PMA).
Secteur	ENVIRONNEMENT ET CATASTROPHES NATURELLES
Plus d'informations	<a href="https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work">https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work</a>



PROJET	Développement de programmes visant à renforcer les capacités des filles dans les compétences de la vie quotidienne.
Budget	Données non disponibles
Période de mise en œuvre	Janvier 2025 – Décembre 2025
Résumé	Ce projet vise à promouvoir l'autonomie des femmes et des filles en Mauritanie en leur offrant une formation aux compétences de la vie courante, un accès au financement et à la terre, et en encourageant leurs initiatives agroalimentaires. Il encourage également leur leadership au sein des communautés et facilite leur accès à des secteurs tels que la justice, la police et la gendarmerie, contribuant ainsi à leur offrir davantage d'opportunités et à les faire participer activement à la vie économique et sociale. Tout cela grâce à de nombreuses agences des Nations unies (FAO, OIT, UNICEF, ACNUR, UNODC, UNFPA).
Secteur	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALE
Plus d'informations	<a href="https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work">https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work</a>

PROJET	Renforcement du système de résilience basé sur la génération de revenus pour les communautés locales et sur la création de structures communautaires pour la gestion des ressources naturelles, la résolution des conflits et la promotion de la paix.
Budget	Données non disponibles
Période d'exécution	Janvier 2025 – Décembre 2025
Résumé	Ce projet vise à améliorer les moyens de subsistance et la résilience des communautés locales, des réfugiés et des rapatriés en Mauritanie. Pour y parvenir, il soutient les coopératives agricoles de femmes en leur fournissant des semences et une formation, renforce les capacités locales et institutionnelles pour faire face à la vulnérabilité climatique et encourage les projets d'économie verte qui associent les autorités, les femmes et les jeunes à des initiatives génératrices de revenus et de cohésion sociale. En outre, il soutient les groupes communautaires dans leurs initiatives et leur accès au financement, et renforce les municipalités afin qu'elles intègrent les besoins locaux dans la planification et la fourniture des services de base. Tout cela par l'intermédiaire de la FAO, de l'OIT, de l'OIM et de l'UNICEF.
Secteur	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALE
Plus d'informations	<a href="https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work">https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work</a>



PROJET	Participation inclusive et leadership des jeunes et des femmes dans la gouvernance, la prévention et la consolidation de la paix.
Budget	52 973,42 EUR
Période de mise en œuvre	Janvier 2025 – Décembre 2025
Résumé du projet	Ce projet vise à renforcer la participation active et le leadership des jeunes et des femmes dans la gouvernance locale, la prévention des conflits et la consolidation de la paix en Mauritanie. Il comprend la formation de jeunes femmes à la gestion et à la résolution des conflits, l'organisation de dialogues intergénérationnels afin que les femmes et les jeunes puissent influencer les décisions relatives aux ressources naturelles, et le soutien aux stratégies nationales de prévention de la radicalisation, avec la participation du secteur privé. En outre, il crée des réseaux de femmes médiatrices, encourage des programmes visant à autonomiser les adolescentes, favorise l'accès à la justice pour les populations vulnérables et encourage les initiatives innovantes des associations de jeunes pour prévenir la criminalité, consolidant ainsi la cohésion sociale et le tissu communautaire (FAO, OIM, UNICEF, PNUD, ACNUDH, UNODC).
Secteur	GOVERNANCE, JUSTICE ET SÉCURITÉ
Plus d'informations	<a href="https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work">https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work</a>

PROJET	Soutien à la mise en œuvre de stratégies sectorielles, ainsi qu'au développement de capacités, d'outils et de mécanismes de financement pour la création d'emplois et de revenus dans les chaînes économiques à fort potentiel, à l'intention des principaux acteurs concernés.
Budget	Données non disponibles
Période d'exécution	Janvier 2025 – Décembre 2025
Résumé	Ce projet englobe plusieurs initiatives axées sur le développement durable en Mauritanie. Il comprend l'analyse et l'amélioration des pratiques agricoles, de l'utilisation de l'eau et des terres, ainsi que la promotion de la mécanisation du secteur. Il encourage également la préservation du patrimoine artisanal à travers une réunion régionale à Nouakchott visant à protéger les savoirs traditionnels. En outre, il vise à intégrer les chaînes de valeur de la pêche durable dans l'économie bleue, à développer le secteur de l'hydrogène vert grâce à des stratégies et à une formation technique, et à élaborer une carte des investisseurs. L'alimentation scolaire est soutenue, ainsi que les politiques de nutrition et de protection sociale, et des efforts sont déployés pour faciliter la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, pour diagnostiquer l'économie sociale et solidaire et pour concevoir une stratégie nationale pour le logement urbain (FAO, OIT, UNICEF, PNUD, UNESCO, ONU-Habitat, PMA).
Secteur	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMPÉTITIVITÉ
Plus d'informations	<a href="https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work">https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work</a>



PROJET	Renforcement des capacités des principaux acteurs dans l'analyse et la gestion des données relatives aux conflits et aux crises
Budget	Données non disponibles
Période d'exécution	Janvier 2025 – Décembre 2025
Résumé	Ce projet vise à renforcer la résilience des communautés vulnérables en Mauritanie grâce à un système d'alerte précoce en cas de catastrophes et de mouvements de bétail, à la prévention des conflits et à la gestion des risques climatiques. Il promeut également les emplois verts pour les jeunes, actualise les stratégies nationales en matière de biodiversité et de risques, et améliore la capacité d'analyse et de suivi des données sur les crises qui touchent particulièrement les femmes, les enfants et les jeunes. Tout cela par l'intermédiaire des agences des Nations unies (FAO, OIM, UNICEF, PNUD).
Secteur	GOUVERNANCE, JUSTICE ET SÉCURITÉ
Plus d'informations	<a href="https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work">https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work</a>

PROJET	Assistance technique pour élaborer, mettre en œuvre et suivre les plans, ainsi que pour mobiliser des partenaires et des financements.
Budget	Données non disponibles
Période d'exécution	Janvier 2025 – Décembre 2025
Résumé	Le projet du PAM vise à renforcer le système de protection sociale en Mauritanie en soutenant le fonctionnement du DCAN et l'élaboration des plans annuels d'intervention. Il soutient également la mise à jour de la Stratégie nationale de protection sociale (SNPS II) et la feuille de route pour les systèmes alimentaires. En 2025, en collaboration avec le ministère de l'Éducation et de la Réforme du système éducatif, il lancera l'« Initiative pour un financement durable », contribuant ainsi à consolider un cadre stratégique et financier permettant de garantir la protection sociale et la sécurité alimentaire de manière durable dans le pays.
Secteur	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALES
Plus d'informations	<a href="https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work">https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work</a>



<b>PROJET</b>	<b>Mise en œuvre de programmes multisectoriels conjoints visant à renforcer le système d'alerte précoce et la résilience des communautés vulnérables face aux chocs et tensions climatiques et aux crises humanitaires.</b>
<b>Budget</b>	Données non disponibles
<b>Période d'exécution</b>	Janvier 2025 – Décembre 2025
<b>Résumé du projet</b>	Il comprend des investissements transfrontaliers pour gérer l'eau et la sécurité climatique au Sahel, renforcer les systèmes d'alerte précoce et l'accès à une alimentation nutritive pour les populations vulnérables, ainsi que l'installation de mini-réseaux et de kits solaires pour promouvoir les énergies propres, avec un accent particulier sur la formation et la participation des femmes dans ce secteur. En outre, il apporte un soutien économique direct aux réfugiés et aux communautés d'accueil pour couvrir les besoins urgents et améliorer les infrastructures rurales d'approvisionnement en eau potable, contribuant ainsi à garantir des moyens de subsistance plus sûrs et plus durables (participation de la FAO, de l'OIM, de l'UNICEF, du PNUD, du ACNUDH et du ACNUR) :
<b>Secteur</b>	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALE
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work">https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work</a>

<b>PROJET</b>	<b>Soutenir le renforcement des capacités du personnel par une formation initiale dans les écoles de santé publique et une formation continue des acteurs clés (nationaux, locaux, communautaires et de la société civile) afin de garantir la prestation de services de santé et de nutrition de qualité.</b>
<b>Budget</b>	Données non disponibles
<b>Période d'exécution</b>	Janvier 2025 – Décembre 2025
<b>Résumé</b>	Le projet comprend l'amélioration de la formation initiale dans les écoles de santé et la formation continue des sages-femmes et du personnel de santé, ainsi que le soutien à la création de leur ordre professionnel. En outre, les capacités de la chaîne d'approvisionnement sont renforcées afin d'éviter les pénuries, des programmes de prévention du VIH destinés aux populations clés sont mis en œuvre avec le soutien de la société civile, et de nouveaux modules de formation sur la qualité des soins et la vaccination contre le VPH sont élaborés. Des services de santé mentale et de soutien psychosocial sont également fournis aux enfants, aux adolescents, aux familles et aux soignants, garantissant ainsi une approche globale qui combine qualité des soins, prévention et bien-être émotionnel. Tout cela par l'intermédiaire de diverses agences des Nations unies (UNICEF, ONUSIDA, UNFPA, OMS)
<b>Secteur</b>	SANTÉ
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work">https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work</a>



PROJET	<b>Renforcement des capacités du système de gouvernance pour la planification et la production de données.</b>
<b>Budget</b>	309 296,42 EUR
<b>Période d'exécution</b>	Janvier 2025 – Décembre 2025
<b>Résumé</b>	Ce projet vise à renforcer les capacités institutionnelles et à améliorer la gouvernance en Mauritanie à travers différentes actions. Il comprend notamment l'aide aux autorités dans le suivi des flux de mobilité, le renforcement du travail législatif du Parlement grâce à la formation, à des équipements multimédias et à un véhicule pour faciliter son travail, ainsi que la formation des acteurs nationaux à la production et à l'utilisation de statistiques tenant compte de la dimension de genre. Il prévoit également des réunions de coordination, l'analyse des données du recensement et l'élaboration de cartes pour identifier les populations les plus vulnérables. Des outils statistiques sur le travail des enfants sont développés, les médias et les influenceurs dans le domaine des droits de l'homme et de la cohésion sociale sont renforcés, le dialogue est encouragé pour prévenir les discours de haine et la participation politique inclusive des femmes et des jeunes est favorisée, contribuant ainsi à une gouvernance plus efficace, inclusive et fondée sur des données (participants : OIM, PNUD, ACNUDH, UNFPA).
<b>Secteur</b>	GOUVERNANCE, JUSTICE ET SÉCURITÉ
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work">https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work</a>

PROJET	<b>Soutien à l'amélioration de l'offre de formation professionnelle et technique, en mettant l'accent sur l'élaboration de programmes d'études standardisés dans les domaines de compétences prioritaires, ainsi que dans les centres de protection de l'enfance et les écoles de santé publique.</b>
<b>Budget</b>	Données non disponibles
<b>Période de mise en œuvre</b>	Janvier 2025 – Décembre 2025
<b>Résumé</b>	Ce projet encourage la création de programmes de formation aux compétences vertes dans les centres d'apprentissage, formant 400 jeunes à des emplois et à des entreprises liés à l'environnement. Il garantit également la fourniture de produits de santé sexuelle et reproductive et actualise le programme de formation des sages-femmes afin de l'adapter aux normes internationales. Il comprend également la formation des travailleurs sociaux à la gestion des cas, dans le but d'offrir une aide sociale plus spécialisée et plus efficace (participants : OIT, UNICEF, UNFPA).
<b>Secteur</b>	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALE
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work">https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work</a>



PROJET	Soutien au processus visant à la déclaration publique de l'abandon volontaire des pratiques néfastes et du mariage des enfants
Budget	Données non disponibles
Période d'exécution	Janvier 2025 – Décembre 2025
Résumé du projet	Ce projet vise à éradiquer les mutilations génitales féminines et le mariage des enfants en Mauritanie en renforçant les réseaux de soutien et les coalitions locales, tels que ceux des maires et des conseillers municipaux, afin d'unir les efforts dans la lutte contre ces pratiques. Il comprend la promotion de processus de déclarations publiques d'abandon volontaire dans diverses régions, ainsi que l'organisation, en collaboration avec des ONG locales, de 90 déclarations publiques et la mise en place de comités communautaires de suivi dans les localités de Guidimakha, Gorgol et Hodh El Chargui, garantissant ainsi un engagement collectif et durable en faveur de la protection des droits des filles et des femmes. Tout cela par l'intermédiaire de l'UNICEF et du UNFPA.
Secteur	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALE
Plus d'informations	<a href="https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work">https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work</a>

PROJET	Soutien à la sécurité alimentaire, à la résilience des populations et à la réponse aux crises.
Budget	Données non disponibles
Période d'exécution	Janvier 2025 – Décembre 2025
Résumé	Ce projet de l'Organisation internationale pour les migrations vise à améliorer l'accès à l'eau afin de répondre aux besoins fondamentaux et urgents des populations déplacées arrivant du Mali à Nouakchott, contribuant ainsi à garantir leur bien-être, leur santé et des conditions de vie dignes dans un contexte de vulnérabilité.
Secteur	EAU ET ASSAINISSEMENT
Plus d'informations	<a href="https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work">https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work</a>



PROJET	Soutien à la transformation numérique pour faciliter l'accès à des services publics de qualité et à des initiatives favorisant l'innovation.
Budget	Données non disponibles
Période de mise en œuvre	Janvier 2025 – Décembre 2025
Résumé	Ce projet vise à promouvoir la transformation numérique en Mauritanie afin d'améliorer la gestion publique, la transparence et l'accès aux services. Il comprend la mise en œuvre de solutions numériques pour renforcer le contrôle et la gestion des frontières, ainsi que la création du hub Ibtikar, qui encouragera l'innovation en accordant une attention particulière aux femmes et aux jeunes. Il prévoit également la numérisation des procédures administratives grâce à des plateformes telles que l'e-Registration, la modernisation de l'hébergement des applications gouvernementales et l'élaboration d'un plan visant à renforcer les services aux citoyens à l'aide de statistiques ventilées par sexe. En outre, il numérisera les textes juridiques afin de faciliter l'accès rapide aux lois et réglementations, consolidant ainsi une administration plus efficace et plus accessible. L'OIM et le PNUD participent à ce projet.
Secteur	GOUVERNANCE, JUSTICE ET SÉCURITÉ
Plus d'informations	<a href="https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work">https://uninfo.org/v2/location/106/programming/analysis/where-we-work</a>



## 3.3 UNION EUROPÉENNE

### 3.3.1 Instrument stratégique de programmation

**NOM<sup>5</sup>** MULTIANNUAL INDICATIVE PROGRAMME / PROGRAMME INDICATIF PLURIANUEL (PIP)

**PÉRIODE** 2021-2027

#### PRIORITÉS

01	Renforcer le développement humain	02	Transition vers une économie verte et bleue	03	Gouvernance
1.1.	Renforcer le système éducatif par la mise en œuvre de la politique nationale dans le secteur de l'éducation et la réforme du système.	2.1.	Les systèmes alimentaires durables fournissent une alimentation de qualité et abordable à la population, tout en préservant l'environnement et en créant des emplois décents.	3.1.	Accompagner les réformes des finances publiques, de l'administration et de la fonction publique de l'État afin de rendre la gestion plus efficace et d'améliorer la qualité des services offerts aux citoyens.
1.2.	Promouvoir les possibilités d'insertion socioprofessionnelle, en particulier pour les jeunes hommes et femmes, par la mise en œuvre des politiques nationales en matière de formation technique et professionnelle, de jeunesse et d'emploi.	2.2.	Le secteur énergétique garantit un accès abordable à une énergie propre et renouvelable pour la majorité de la population.	3.2.	Renforcer la stabilisation et consolider la présence de l'État dans les zones reculées du sud-est, en l'étendant également aux quartiers périphériques de Nouakchott.
1.3.	Améliorer et rendre plus équitable l'accès à des services de santé de qualité pour toute la population, en particulier les plus vulnérables, conformément à la politique nationale de santé et à l'objectif de couverture sanitaire universelle d'ici 2030.	2.3.	Renforcer le développement durable de l'économie bleue par la mise en œuvre des politiques nationales, en particulier dans le secteur de la pêche.	3.3.	Renforcer la gouvernance des migrations.

<sup>5</sup> Document de la Commission européenne établissant les priorités de financement bilatéral de l'UE avec le pays dans le cadre de l'instrument NDICI-Global Europe. Il définit les priorités sectorielles dans lesquelles la Commission européenne investira des ressources pendant une période donnée.



### BUDGET (en EUROS)

Le budget de l'Union européenne pour la période couverte par la stratégie a été estimé à **242 millions d'euros**, dont 117 millions d'euros seront exécutés à partir de 2025.

Priorité	2021-2024	2025-2027
1. Renforcer le développement humain	40 000 000	17 000 000
2. Transition vers une économie verte et bleue	43 750 000	77 000 000
3. Gouvernance	35 000 000	21 000 000
<i>Mesures de soutien</i>	<i>6 250 000</i>	<i>2 000 000</i>
<b>TOTAL</b>	<b>125 000 000</b>	<b>117 000 000</b>
	<b>242 000 000</b>	



### 3.3.2 Résumé des programmes/projets actifs

Vous trouverez ci-dessous les projets financés par l'Union européenne actuellement en cours et dont le budget dépasse un million d'euros. Au total, ils représentent près de **470 millions d'euros**.

PROJET	SECTEUR	BUDGET EN EUROS
SYDALIM - Sustainable and inclusive food systems for better security food and nutrition in Mauritania	AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	13 500 000,00
ARENDRE - Support for the Nouakchott Region for resilient and equitable sustainable development	LOGEMENT ET DÉVELOPPEMENT URBAIN	3 586 657,17
RIMFIL - Promoting the development of sustainable agricultural and pastoral value chains	AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	18 000 000,00
SEMAH - Conflict prevention and promotion of intercultural dialogue in Mauritania	GOVERNANCE, JUSTICE ET SÉCURITÉ	4 400 000,00
RIMDIR - Strengthening productive and energy investments in Mauritania for the sustainable development of rural areas	AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	39 000 000,00
SECURALIM - Towards food sovereignty! Strengthening food production and the resilience of sustainable food systems	AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	12 000 000,00
Regional Development and Protection programme for North Africa phase VI (RDPP NA 2021-2022)	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALE	25 000 000,00
Regional Development and Protection Programme for North Africa phase 7 awp 2023-2025 (RDPPNA PHASE 7)	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALE	37 500 000,00
Advancing institutional and private sector capabilities in the African Space ecosystem	AUTRES	21 000 000,00
Space for Early Warning in Africa (SEWA)	AUTRES	20 000 000,00
European Union Global Diaspora Facility II (EUDiF II): empowering diaspora for global development	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALE	5 000 000,00
Strengthening Teaching in the Sahel Region	ÉDUCATION ET TECHNOLOGIE	12 187 142,00
BEA YOUTH & GENDER INCLUSION & BLUE ECONOMY MBIL	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMPÉTITIVITÉ	20 000 000,00
MAURITANIA RAILWAY MODERNISATION	TRANSPORT ET CONNECTIVITÉ	113 000 000,00



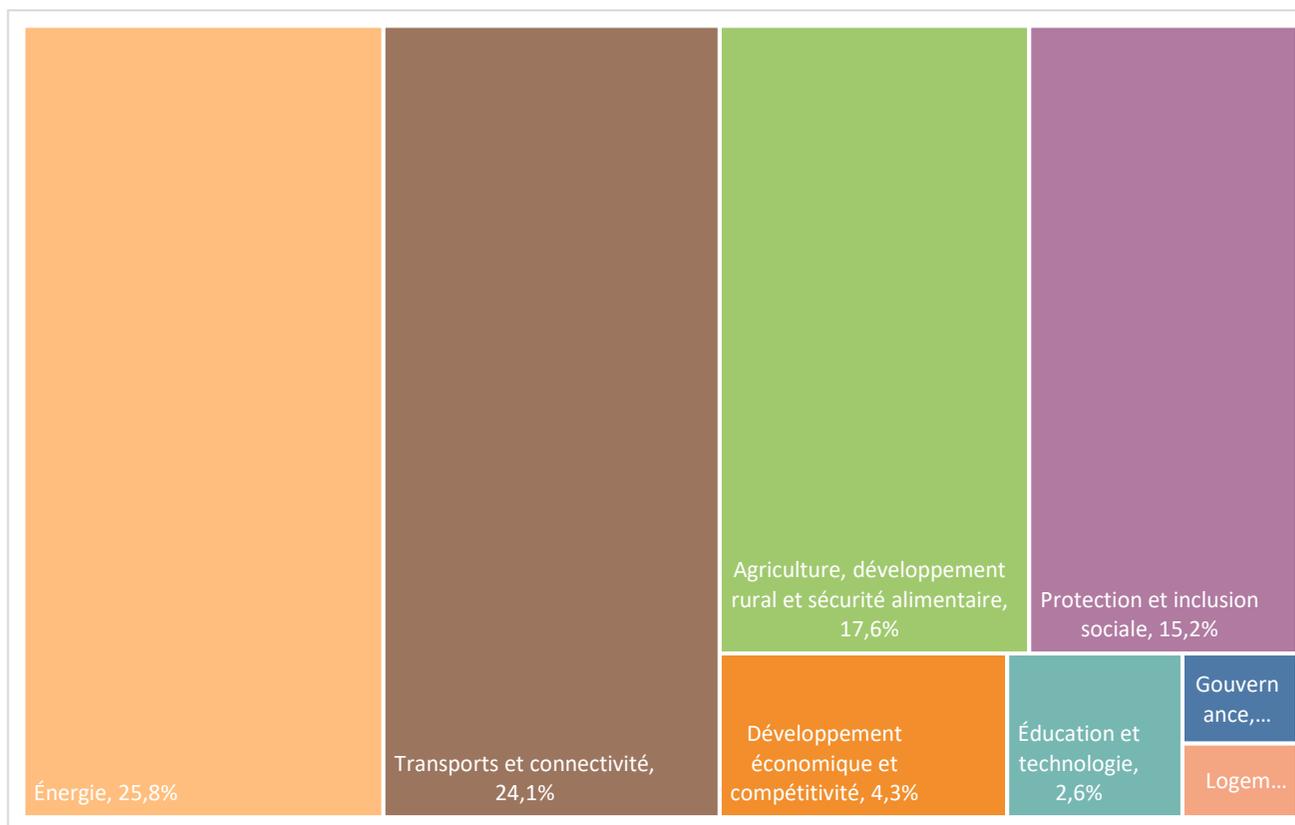
PROJET	SECTEUR	BUDGET EN EUROS
Construction of land-based and maritime/port infrastructures in Mauritania	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMPÉTITIVITÉ	Non disponible
High-tension electric interconnection line between Nouakchott and Kiffa in Mauritania	ÉNERGIE	121 000 000,00
Senegal River Valley development and resilient project in Mauritania	ENVIRONNEMENT ET CATASTROPHES NATURELLES	Non disponible
Aide humanitaire	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALE	4 000 000,00
<b>TOTAL</b>		<b>469 173 799,17</b>

**Tableau 3 Projets de l'Union européenne actuellement en cours en Mauritanie**

Source : Élaboration propre à partir des informations disponibles sur leurs sites web<sup>6</sup>

Une étude sectorielle a également été réalisée sur les projets actuellement en cours. Les résultats peuvent être consultés dans le graphique ci-dessous sous forme de *treemap*.

<sup>6</sup> Sites web de l'UE : Service européen pour l'action extérieure, Commission européenne, Partenariats internationaux, Banque européenne d'investissement, Global Gateway, Aide humanitaire.



On peut affirmer que **l'énergie** (25,8 %) et les **transports et la connectivité** (24,1 %) figurent en tête de la liste des priorités sectorielles, représentant ensemble près de 50 % du budget total. Cela reflète un engagement clair en faveur des infrastructures énergétiques et routières comme piliers du développement.

En troisième position viennent **l'agriculture, le développement rural et la sécurité alimentaire** (17,6 %), suivis de près par **la protection et l'inclusion sociale** (15,2 %), ce qui témoigne d'un intérêt marqué pour le renforcement du secteur productif rural et des réseaux de soutien social.

En revanche, les secteurs du **développement économique et de la compétitivité** (4,3 %), de **l'éducation et de la technologie** (2,6 %), de **la gouvernance, de la justice et de la sécurité** (0,9 %) et du **logement et du développement urbain** (0,8 %) se voient attribuer des montants nettement inférieurs.

Graphique.6 Répartition du budget alloué aux projets de l'Union européenne actuellement en cours en Mauritanie, par secteur

Source : Élaboration propre



### 3.3.3 Portefeuille de projets actifs

#### 3.3.3.1 Initiatives Team Europe

Team Europe, ou Équipe Europe, a été initialement créée pour garantir une réponse coordonnée et globale entre l'UE et ses États membres à la pandémie de COVID-19 et à ses conséquences. L'objectif est d'unir les forces afin que l'action extérieure de l'UE soit bien plus que la somme des parties et ait ainsi un impact plus important.

Team Europe est composé de l'Union européenne, de ses États membres (y compris les banques publiques de développement et les agences d'exécution), de la Banque européenne d'investissement (BEI) et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

La nouvelle approche est rapidement devenue l'épine dorsale de Global Europe (NDICI), le principal instrument financier de la coopération internationale de l'UE entre 2021 et 2027, et de sa programmation (PIP). Elle comprend notamment la conception des initiatives de l'équipe Europe – des projets de coopération conjoints –, qui constituent l'instrument de référence de l'approche de l'équipe Europe.

Voici les deux initiatives convenues à ce jour pour la Mauritanie :

INITIATIVE	Mauritania - Green and Blue Economy		
<b>Acteurs</b>	Union européenne	Allemagne Belgique Espagne France	Banque européenne d'investissement
<b>Description</b>	Pour la transition vers une économie verte et bleue en Mauritanie, le potentiel transformateur du projet réside dans la promotion d'une gouvernance collaborative avec de multiples acteurs afin de créer des emplois à grande échelle et de favoriser un développement socio-économique équitable et inclusif, essentiel à la stabilité nationale et régionale. La proposition de l'équipe Europe prévoit des activités axées sur la gouvernance des océans et des zones côtières (à travers l'initiative OuestMED pour le développement durable de l'économie bleue en Méditerranée occidentale), la transition vers les énergies renouvelables grâce à des réformes dans le secteur électrique, et la promotion de systèmes alimentaires durables, abordables et de qualité.		
<b>Pour plus d'informations</b>	<a href="https://capacity4dev.europa.eu/resources/team-europe-tracker/partner-countries/mauritania/mauritania-green-and-blue-economy_en">https://capacity4dev.europa.eu/resources/team-europe-tracker/partner-countries/mauritania/mauritania-green-and-blue-economy_en</a>		



INITIATIVE	Mauritania - Human Development		
<b>Acteurs</b>	Union européenne	Allemagne Belgique Espagne France Italie	Agence française de développement
<b>Description</b>	Ce projet vise à promouvoir le développement humain en Mauritanie en tirant parti du potentiel transformateur de deux secteurs clés. Dans le domaine de l'éducation, les lacunes mises en évidence par la COVID-19 en matière d'infrastructures et de compétences pour l'apprentissage à distance offrent une opportunité d'intégrer les technologies modernes et de progresser vers un système plus inclusif et plus efficace. Dans le domaine de la santé, la pandémie a mis en évidence la nécessité de renforcer durablement le système de santé, tant en termes d'équipements que de personnel qualifié. Les actions de l'équipe Europe se concentrent sur la création d'un fonds régional de solidarité sanitaire et l'amélioration des soins pour l'ensemble de la population, ainsi que sur le renforcement de la gouvernance éducative, la promotion de partenariats avec des universités européennes, la promotion de la formation en alternance et le renforcement des capacités institutionnelles des espaces dédiés à la jeunesse.		
<b>Pour plus d'informations</b>	<a href="https://capacity4dev.europa.eu/resources/team-europe-tracker/partner-countries/mauritania/mauritania-human-development_en">https://capacity4dev.europa.eu/resources/team-europe-tracker/partner-countries/mauritania/mauritania-human-development_en</a>		



### 3.3.3.2 Projets en cours

Vous trouverez ci-dessous les projets que l'Union européenne mène actuellement grâce à sa structure d'action extérieure.

À cet égard, il est important de noter que certains de ces projets sont cofinancés par d'autres organismes (par exemple, d'autres pays membres) ou mis en œuvre grâce à l'aide d'une autre entité (par exemple, les agences des Nations unies, qui obtiennent un financement européen pour lancer des projets spécifiques). De même, certains de ces projets sont de nature régionale et comprennent donc des actions dans d'autres pays.

En définitive, le budget des différents projets présentés ci-dessous ne reflète pas les dépenses exactes engagées uniquement par l'UE en Mauritanie dans le cadre de ce projet.

PROJET SYSALIM	Sustainable and inclusive food systems for better security food and nutrition in Mauritania
<b>Budget de l'UE</b>	13 500 000 EUR
<b>Période de mise en œuvre</b>	Janvier 2025 – Décembre 2028
<b>Résumé</b>	<p>Le programme SYSALIM vise à promouvoir une alimentation saine (sûre et diversifiée), disponible et accessible à l'ensemble de la population mauritanienne grâce à la transformation des systèmes alimentaires locaux afin qu'ils soient écologiquement responsables, résilients au changement climatique et inclusifs.</p> <p>Ses objectifs spécifiques sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• promouvoir le développement écologique et adapté au changement climatique des chaînes de valeur à fort potentiel nutritionnel et commercial, afin de favoriser un développement inclusif des zones rurales, de faciliter l'accès à des revenus décents pour les jeunes et les femmes, et d'approvisionner les centres urbains en produits adaptés, abordables et de qualité.</li> <li>• renforcer le cadre institutionnel et de gouvernance pour transformer les systèmes alimentaires, en s'attaquant aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (y compris la perspective de genre), et mettre en œuvre des plans de communication accessibles à toute la population qui encouragent des habitudes de consommation saines et valorisent les produits locaux.</li> </ul>
<b>Secteur</b>	AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://www.eeas.europa.eu/delegations/mauritania/sysalim-sustainable-and-inclusive-food-systems-better-security-food-and-nutrition-mauritania_en?s=109">https://www.eeas.europa.eu/delegations/mauritania/sysalim-sustainable-and-inclusive-food-systems-better-security-food-and-nutrition-mauritania_en?s=109</a>



PROJET ARENDDRE	Support for the Nouakchott Region for resilient and equitable sustainable development
Budget UE	3 586 657,17 €
Période de mise en œuvre	Avril 2020 – Mars 2024 (bien que, selon le site web, il soit toujours en cours)
Résumé du projet	Le projet a pour objectif principal de contribuer au développement urbain durable, équitable et résilient à Nouakchott, en améliorant les conditions de vie de la population dans les quartiers périphériques grâce à des interventions dans les domaines des transports urbains et de l'éclairage public. Pour y parvenir, il vise à renforcer la planification durable en matière de mobilité et de sécurité urbaine, en intégrant la perspective du changement climatique ; à promouvoir l'intégration des zones périphériques grâce à des systèmes pilotes de transport public et d'éclairage solaire ; et à jeter les bases pour étendre ces actions à l'ensemble de la ville, grâce à la formation des autorités et des techniciens, à la mise à disposition de ressources, à la création d'espaces de coordination sectorielle, à l'évaluation des résultats et à la diffusion des bonnes pratiques.
Secteur	LOGEMENT ET DÉVELOPPEMENT URBAIN
Plus d'informations	<a href="https://www.eeas.europa.eu/delegations/mauritania/arenddre-support-nouakchott-region-resilient-and-equitable-sustainable-development_en?s=109">https://www.eeas.europa.eu/delegations/mauritania/arenddre-support-nouakchott-region-resilient-and-equitable-sustainable-development_en?s=109</a>
PROJET RIMFIL	Promoting the development of sustainable agricultural and pastoral value chains
Budget UE	18 000 000 EUR
Période de mise en œuvre	Décembre 2019 – Mars 2025 (bien que, selon le site web, il soit toujours en cours)
Résumé du projet	L'objectif principal du projet est de promouvoir le développement de chaînes de valeur agricoles, agroalimentaires et pastorales durables au niveau familial et communautaire, qui contribuent à la création d'emplois stables et à la croissance, en particulier pour les populations les plus vulnérables. Ses objectifs spécifiques sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• assurer que la production familiale et communautaire durable soit consommée, transformée localement et commercialisée ; et</li> <li>• promouvoir des techniques adaptées au changement climatique afin de renforcer la résilience du secteur.</li> </ul>
Secteur	AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
Plus d'informations	<a href="https://www.eeas.europa.eu/delegations/mauritania/rimfil-promoting-development-sustainable-agricultural-and-pastoral-value-chains_en?s=109">https://www.eeas.europa.eu/delegations/mauritania/rimfil-promoting-development-sustainable-agricultural-and-pastoral-value-chains_en?s=109</a>



PROJET SEMAH	Conflict prevention and promotion of intercultural dialogue in Mauritania
Budget UE	4 400 000 EUR
Période de mise en œuvre	Octobre 2019 – Octobre 2024 (bien que, selon le site web, il soit toujours en cours)
Résumé du projet	<p>L'objectif général du projet est de contribuer à prévenir l'extrémisme violent, à désamorcer les conflits communautaires et à promouvoir l'interculturalité en Mauritanie, conformément aux stratégies du gouvernement, en particulier du ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports.</p> <p>Ses objectifs spécifiques sont les suivants : soutenir l'amélioration et l'élargissement des services disponibles pour les jeunes ; et soutenir le travail et l'influence des organisations de la société civile qui travaillent avec les jeunes dans la prévention des conflits et de la radicalisation violente, la promotion de la culture civique, le dialogue interculturel et religieux, et le rôle des femmes.</p>
Secteur	GOUVERNANCE, JUSTICE ET SÉCURITÉ
Plus d'informations	<a href="https://www.eeas.europa.eu/delegations/mauritania/semah-conflict-prevention-and-promotion-intercultural-dialogue-mauritania_en?s=109">https://www.eeas.europa.eu/delegations/mauritania/semah-conflict-prevention-and-promotion-intercultural-dialogue-mauritania_en?s=109</a>
PROJET	RIMDIR - Strengthening productive and energy investments in Mauritania for the sustainable development of rural areas
Budget UE	39 000 000 EUR
Période de mise en œuvre	Juin 2018 – Décembre 2025
Résumé du projet	<p>L'objectif général du programme RIMDIR est de renforcer la résilience des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en Mauritanie, tandis que son objectif spécifique est d'améliorer l'accès durable et équitable aux services et aux infrastructures productives et énergétiques pour les plus vulnérables : La composante 1, axée sur les infrastructures rurales productives et la coordination, vise à garantir l'accès de ces populations à l'eau tout au long de l'année, à faciliter l'accessibilité aux zones de production, à assurer une alimentation saine et diversifiée grâce à une gestion durable des terres agricoles et pastorales, et à améliorer la gestion du sous-secteur des infrastructures productives.</p> <p>La composante 2, axée sur l'accès à l'énergie renouvelable, vise à fournir de l'électricité dans les zones non raccordées et à améliorer l'approvisionnement dans les zones déjà électrifiées grâce à des mini-réseaux hybrides. Cela comprend des investissements dans les infrastructures, un soutien technique pour renforcer la SOMELEC et les opérateurs privés, la mise en œuvre d'un programme de PPP avec des incitations et la coordination avec les bailleurs de fonds.</p>
Secteur	AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
Plus d'informations	<a href="https://www.eeas.europa.eu/delegations/mauritania/rimdir-strengthening-productive-and-energy-investments-mauritania-sustainable-development-rural_en?s=109">https://www.eeas.europa.eu/delegations/mauritania/rimdir-strengthening-productive-and-energy-investments-mauritania-sustainable-development-rural_en?s=109</a>



PROJET SECURALIM	Towards food sovereignty! Strengthening food production and the resilience of sustainable food systems
Budget UE	12 000 000 EUR
Période de mise en œuvre	Janvier 2023 – Décembre 2027
Résumé du projet	L'objectif général du projet est d'améliorer de manière significative et durable la production alimentaire et la résilience des systèmes alimentaires en Mauritanie. Son objectif spécifique est de professionnaliser la gestion des exploitations agro-pastorales et d'améliorer leur rendement économique, garantissant ainsi un approvisionnement durable en produits accessibles et de qualité pour les centres urbains.
Secteur	AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
Plus d'informations	<a href="https://www.eeas.europa.eu/delegations/mauritania/securalim-towards-food-sovereignty-strengthening-food-production-and-resilience-sustainable-food_en?s=109">https://www.eeas.europa.eu/delegations/mauritania/securalim-towards-food-sovereignty-strengthening-food-production-and-resilience-sustainable-food_en?s=109</a>

PROJET 101115945	Regional Development and Protection programme for North Africa phase VI (RDPP NA 2021-2022)
Budget UE	25 000 000 EUR
Période de mise en œuvre	Décembre 2022 – Décembre 2025
Résumé du projet	L'objectif principal de cette action est de promouvoir la protection, l'assistance et des solutions durables, en aidant les pays tiers d'Afrique du Nord et de la route atlantique et méditerranéenne centrale à consolider leurs systèmes de migration et d'asile et à renforcer leur capacité à offrir un accueil et une protection adéquats aux migrants vulnérables, aux demandeurs d'asile et aux réfugiés. Conformément au concept du RDPP et aux priorités de l'AMIF AWP 2021-2022, la proposition élargit les projets développés en Algérie, en Égypte, en Libye, en Mauritanie, au Maroc, au Niger et en Tunisie au cours des phases précédentes du programme RDPP NA (AMIF AWP 2015, 2016, 2017, 2018 et 2019-20).
Secteur	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALES
Plus d'informations	<a href="https://ec.europa.eu/info/funding-tenders/opportunities/portal/screen/opportunities/projects-details/43251447/101115945/AMIF2027?order=DESC&amp;pageNumber=1&amp;pageSize=10&amp;sortBy=relevance&amp;keywords=mauritania&amp;programmePeriod=2021%20-%202027">https://ec.europa.eu/info/funding-tenders/opportunities/portal/screen/opportunities/projects-details/43251447/101115945/AMIF2027?order=DESC&amp;pageNumber=1&amp;pageSize=10&amp;sortBy=relevance&amp;keywords=mauritania&amp;programmePeriod=2021%20-%202027</a>



<b>PROJET 101225481</b>	<b>Regional Development and Protection Programme for North Africa phase 7 awp 2023-2025 (RDPPNA PHASE 7)</b>
<b>Budget UE</b>	37 500 000 EUR
<b>Période d'exécution</b>	Décembre 2024 - Avril 2028
<b>Résumé du projet</b>	L'objectif principal de cette action est d'aider les pays tiers d'Afrique du Nord et de la route migratoire atlantique et méditerranéenne à consolider leurs systèmes de migration et d'asile, et à renforcer leur capacité à offrir un accueil, une protection et des solutions durables aux migrants vulnérables, aux demandeurs d'asile et aux réfugiés. Conformément à l'approche du RDPP et aux priorités de l'AMIF AWP 2023-25, la proposition s'appuie sur les projets en cours en Algérie, en Égypte, en Libye, en Mauritanie, au Maroc, au Niger et en Tunisie, développés dans le cadre de l'AMIF AWP 2015, 2016, 2017, 2018, 2019-20 et 2021-22, en accordant une attention particulière à la composante « Protection ».
<b>Secteur</b>	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALE
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://ec.europa.eu/info/funding-tenders/opportunities/portal/screen/opportunities/projects-details/43251447/101225481/AMIF2027?order=DESC&amp;pageNumber=1&amp;pageSize=10&amp;sortBy=relevance&amp;keywords=mauritania&amp;programmePeriod=2021%20-%202027">https://ec.europa.eu/info/funding-tenders/opportunities/portal/screen/opportunities/projects-details/43251447/101225481/AMIF2027?order=DESC&amp;pageNumber=1&amp;pageSize=10&amp;sortBy=relevance&amp;keywords=mauritania&amp;programmePeriod=2021%20-%202027</a>

<b>PROJET AfricaSpace</b>	<b>Advancing institutional and private sector capabilities in the African Space ecosystem</b>
<b>Budget UE</b>	21 000 000 EUR
<b>Période de mise en œuvre</b>	Janvier 2025 – Décembre 2028
<b>Résumé du projet</b>	L'objectif principal d'AfricaSpace est de renforcer le partenariat euro-africain dans le domaine spatial, favorisant ainsi l'adoption et l'utilisation durables des capacités spatiales en Afrique. Plus précisément, le projet vise à renforcer l'écosystème spatial africain tant au niveau institutionnel, en soutenant la création et le lancement de l'AfSA, qu'au niveau du secteur privé, en stimulant les capacités du tissu entrepreneurial africain. Parmi les activités prévues figurent des programmes de formation et l'organisation d'événements de mise en relation des entreprises.
<b>Secteur</b>	AUTRES (SECTEUR SPATIAL)
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/programming/projects/advancing-institutional-and-private-sector-capabilities-african-space-ecosystem_en">https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/programming/projects/advancing-institutional-and-private-sector-capabilities-african-space-ecosystem_en</a>



PROJET SEWA	Space for Early Warning in Africa
<b>Budget UE</b>	20 000 000 EUR
<b>Période de mise en œuvre</b>	Janvier 2025 – Décembre 2028
<b>Résumé du projet</b>	Le projet SEWA vise à développer un ensemble de services et d'outils spatiaux qui renforcent les systèmes d'alerte précoce face aux événements météorologiques et climatiques. Il améliorera l'accès aux données Copernicus et météorologiques, permettant aux centres et services africains d'émettre des prévisions et des alertes plus précises et plus opportunes. En outre, il favorisera la création d'un centre africain AMSAF adapté à ses besoins.
<b>Secteur</b>	AUTRES (SECTEUR SPATIAL)
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/programming/projects/space-early-warning-africa-sewa_en">https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/programming/projects/space-early-warning-africa-sewa_en</a>
PROJET EUDiF II	European Union Global Diaspora Facility II: empowering diaspora for global development
<b>Budget UE</b>	5 000 000 EUR
<b>Période de mise en œuvre</b>	2023 - 2027
<b>Résumé du projet</b>	Ce projet a pour objectif général de renforcer la participation de la diaspora au développement des pays partenaires de l'UE à l'échelle mondiale. Pour ce faire, il vise d'une part à soutenir les autorités de ces pays et les organisations de la diaspora en Europe par le biais d'une assistance technique et financière, et d'autre part à renforcer l'écosystème diaspora-développement par la génération de connaissances, le dialogue, la coordination et la communication dans une approche inclusive et sexospécifique. Parmi ses résultats, on peut citer : le renforcement des capacités institutionnelles des pays partenaires afin de faciliter l'implication de leurs diasporas, la formation et le soutien aux organisations de la diaspora en Europe, la consolidation et la diffusion mondiale des connaissances sur le lien entre diaspora et développement, la création d'espaces d'échange et de coordination entre les acteurs, ainsi que la promotion de la participation spécifique des jeunes et des femmes de la diaspora aux initiatives de développement.
<b>Secteur</b>	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALE
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/programming/projects/european-union-global-diaspora-facility-ii-eudif-ii-empowering-diaspora-global-development_en">https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/programming/projects/european-union-global-diaspora-facility-ii-eudif-ii-empowering-diaspora-global-development_en</a>



PROJET	Strengthening Teaching in the Sahel Region
Budget UE	12 187 142 EUR
Période de mise en œuvre	Décembre 2020 – Décembre 2025
Résumé du projet	Ce projet vise à améliorer l'accès à l'éducation et les résultats scolaires des enfants dans les pays du Sahel, en remédiant à la pénurie d'enseignants qualifiés grâce au renforcement de leur formation, de la gouvernance et de la gestion. Il s'articule autour de trois axes principaux : renforcer la gouvernance et la gestion de l'enseignement, améliorer la formation initiale et continue des enseignants, et renforcer les capacités à concevoir, mettre en œuvre et évaluer les réformes curriculaires. Parmi les actions phares, citons : l'élaboration et la mise à jour de politiques et de plans d'action pour les enseignants, le développement d'outils de gestion des ressources humaines, la révision des cadres de formation et leur mise à disposition sur des plateformes d'apprentissage à distance, l'organisation de communautés de pratique pour l'échange d'expériences, et la création de guides pour soutenir les réformes curriculaires.
Secteur	ÉDUCATION ET TECHNOLOGIE
Plus d'informations	<a href="https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/programming/projects/strengthening-teaching-sahel-region_en">https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/programming/projects/strengthening-teaching-sahel-region_en</a>

PROJET 20230121	BEA YOUTH & GENDER INCLUSION & BLUE ECONOMY MBIL
Budget UE	20 000 000 EUR
Période de mise en œuvre	Mai 2025 et au-delà
Résumé du projet	L'opération consiste en un prêt intermédiaire multibénéficiaires (MBIL) d'un montant maximal de 20 millions d'euros accordé à la Banque El Amana (BEA) afin de financer des investissements éligibles réalisés par des petites et moyennes entreprises (PME) et des entreprises de taille intermédiaire en Mauritanie. Au moins 70 % du prêt sera destiné aux PME et jusqu'à 30 % aux entreprises de taille intermédiaire, dans des secteurs tels que la pêche durable, les chaînes de valeur agricoles, le tourisme, les transports, l'industrie manufacturière et les services.
Secteur	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMPÉTITIVITÉ
Plus d'informations	<a href="https://www.eib.org/en/projects/all/20230121">https://www.eib.org/en/projects/all/20230121</a>



PROJET 20240336	MAURITANIA RAILWAY MODERNISATION
<b>Budget UE</b>	113 000 000 EUR
<b>Période d'exécution</b>	Pas encore approuvé. En cours d'évaluation.
<b>Résumé du projet</b>	Le projet consiste à augmenter la capacité de la ligne ferroviaire détenue et exploitée par la SNIM, qui relie la zone minière de Zouerate au port de Nouadhibou, et comprend le prolongement de la ligne vers les nouveaux gisements d'El Aouj et d'Atomai grâce à 42 km de voies supplémentaires afin de répondre à leurs besoins en matière de transport. Le programme d'investissement du promoteur prévoit également l'acquisition de matériel roulant (locomotives et wagons), d'équipements pour l'entretien de l'infrastructure et l'extension des installations de maintenance.
<b>Secteur</b>	TRANSPORT
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://www.eib.org/en/projects/all/20240336">https://www.eib.org/en/projects/all/20240336</a>

PROJET IDI041-1	High-tension electric interconnection line between Nouakchott and Kiffa in Mauritania
<b>Budget UE</b>	121 000 000 EUR
<b>Période d'exécution</b>	Informations non disponibles
<b>Résumé du projet</b>	Ce projet vise à accroître la capacité de production d'énergie solaire et à garantir l'accès universel à l'électricité en Mauritanie grâce au déploiement de réseaux électriques à haute tension. Il comprend notamment la construction d'une ligne de transport de 225 kV sur 516 km entre Nouakchott et Kiffa, qui fera partie du réseau de l'OMVS, ainsi que l'installation de plusieurs sous-stations pour assurer une distribution efficace. Le projet vise à garantir l'accès universel à l'électricité dans les zones d'intervention grâce à des composantes d'électrification rurale, à intégrer d'importantes capacités d'énergie renouvelable, notamment solaire photovoltaïque et éolienne, dans les réseaux nationaux et régionaux, et à développer des interconnexions avec les marchés électriques régionaux et continentaux. Il s'inscrit en outre dans le corridor transahélien de l'initiative Desert to Power, qui promeut un réseau électrique à haute tension à l'échelle continentale, avec le soutien de la BEI, de la CE, de la Banque africaine de développement, de l'AFD, de la Banque mondiale, de la BID, de la BOAD et de la JICA.
<b>Secteur</b>	ÉNERGIE
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway/high-tension-electric-interconnection-line-between-nouakchott-and-kiffa-mauritania_en">https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway/high-tension-electric-interconnection-line-between-nouakchott-and-kiffa-mauritania_en</a>



PROJET IDI041-2	Construction of land-based and maritime/port infrastructures in Mauritania
Budget UE	Informations non disponibles
Période d'exécution	Informations non disponibles
Résumé du projet	Ce projet vise à promouvoir la transformation des systèmes de pêche en Mauritanie, l'un des piliers de l'économie nationale. Il se concentrera sur la pêche artisanale afin de garantir la conservation des écosystèmes et la durabilité des ressources, de favoriser la création d'emplois décents tout au long de la chaîne de valeur des produits de la pêche et de faciliter la disponibilité, l'accès équitable et la consommation d'aliments sains, sûrs et variés. En outre, il continuera à soutenir les acteurs publics et privés du secteur de la pêche à fort potentiel environnemental, économique et nutritionnel, et appuiera les initiatives et les infrastructures jugées prioritaires et stratégiques pour le développement durable du secteur.
Secteur	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMPÉTITIVITÉ
Plus d'informations	<a href="https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway/construction-land-based-and-maritimeport-infrastructures-mauritania_en">https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway/construction-land-based-and-maritimeport-infrastructures-mauritania_en</a>
PROJET IDI041-3	Senegal River Valley development and resilient project in Mauritania
Budget UE	Informations non disponibles
Période d'exécution	Informations non disponibles
Résumé du projet	Le projet vise à améliorer l'accès à des infrastructures et à des services intégrés au niveau régional, résilients au climat et inclusifs dans certaines communautés frontalières de la vallée du fleuve Sénégal. Ses principales activités sont les suivantes : soutenir le développement économique local et la cohésion sociale au niveau régional, renforcer l'intégration régionale et accroître la résilience des communautés bénéficiaires face aux risques climatiques, aux catastrophes et aux conflits grâce à une série de projets interdépendants impliquant la Mauritanie, le Sénégal et le Mali.
Secteur	ENVIRONNEMENT ET CATASTROPHES NATURELLES
Plus d'informations	<a href="https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway/senegal-river-valley-development-and-resilient-project-mauritania_en">https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway/senegal-river-valley-development-and-resilient-project-mauritania_en</a>



PROGRAMME	AIDE HUMANITAIRE
<b>Budget UE</b>	4 000 000 EUR
<b>Période d'exécution</b>	2025
<b>Résumé du projet</b>	Répondre aux besoins urgents des réfugiés maliens, des rapatriés mauritaniens et des populations d'accueil les plus vulnérables. Cette aide comprend une aide alimentaire, des interventions dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH), la fourniture d'abris, l'enregistrement des réfugiés, une assistance en matière de protection et un soutien psychosocial adapté.
<b>Secteur</b>	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALE
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://civil-protection-humanitarian-aid.ec.europa.eu/where/africa/mauritania_en">https://civil-protection-humanitarian-aid.ec.europa.eu/where/africa/mauritania_en</a>

## 3.4 BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

### 3.4.1 Instrument stratégique de programmation

**NOM** COUNTRY STRATEGY PAPER / DOCUMENT DE STRATÉGIE PAYS

**PÉRIODE** 2023-2028

#### PRIORITÉS

01	Développer des chaînes de valeur agricoles pour accélérer la diversification économique et la création d'emplois décents	02	Renforcer les infrastructures et la gouvernance économique et financière pour soutenir le développement des secteurs productifs.	03	Transversales <sup>7</sup>
1.1. Chaîne de valeur de la viande rouge développée		2.1. Amélioration de l'accès à l'énergie			
(i) Contribution à l'augmentation de la production de viande ; (ii) Contribution à l'augmentation de la production laitière ; (iii) Contribution à la création d'emplois pour les jeunes et les femmes dans la chaîne de valeur de la viande rouge.		(i) Augmentation de la puissance électrique installée supplémentaire ; (ii) Augmentation de la proportion de personnes ayant accès à l'électricité ; (iii) Construction de nouvelles lignes à basse et haute tension ; (iv) Augmentation du nombre de localités nouvellement électrifiées.			3.1. Changement 3.2. Promotion de l'égalité des sexes 3.3. Développement du capital humain et création d'emplois pour les jeunes. 3.4. Développement du secteur privé
1.2. Chaînes de valeur agricoles et agroalimentaires développées		2.2. Amélioration de l'accès universel à l'eau et à l'assainissement			

<sup>77</sup> Aspects intégrés dans toutes les opérations et tous les domaines clés couverts par la stratégie.



01	02	03
Développer des chaînes de valeur agricoles pour accélérer la diversification économique et la création d'emplois décents	Renforcer les infrastructures et la gouvernance économique et financière pour soutenir le développement des secteurs productifs.	Transversales <sup>7</sup>
<p>(i) Augmentation de la production céréalière ;</p> <p>(ii) Augmentation des surfaces agricoles irriguées et des zones de récession des crues adaptées au climat ;</p> <p>(iii) Augmentation des rendements des céréales irriguées (riz, blé, sorgho et maïs) ;</p> <p>(iv) Contribution à la création d'emplois supplémentaires pour les jeunes et les femmes dans les chaînes de valeur agricoles.</p>	<p>(i) Amélioration de l'accès à l'eau potable ;</p> <p>(ii) Meilleur accès à l'assainissement ;</p> <p>(iii) Construction supplémentaire de systèmes d'approvisionnement en eau potable et de latrines.</p> <hr/> <p>2.3. Amélioration de la capacité de gestion de la dette publique</p> <p>(i) Maintenir le risque global de surendettement du pays à un niveau « modéré»;</p> <p>(ii) Réduire la dette des entreprises publiques de 19,4 % du PIB à 18 % du PIB en 2028.</p>	



### BUDGET (en EUROS)

Le budget de la Banque africaine de développement pour la **période 2023-2026** inclus dans la stratégie est estimé à plus de **575 millions d'euros**.

		Programme	2023	2024	2025	2026
Programme souverain indicatif 2023-2026	PRIORITÉ 1	PPF PCVVL – Préparation du projet de développement inclusif du sous-secteur de l'élevage	1 180 000			
		PCVVL - Projet de développement inclusif du secteur de l'élevage		16 520 000		
		Promotion des chaînes de valeur agricoles sensibles au genre et de l'entrepreneuriat féminin - GAFSP		16 520 000		
		PATAM – Fonds vert		11 800 000		
	PRIORITÉ 2	RIMDIR (Renforcement des investissements productifs et énergétiques en Mauritanie pour le développement durable des zones rurales) - SEFA	13 570 000			
		Appui institutionnel - Gouvernance des entreprises publiques et gestion de la dette	7 080 000			
		Projet de construction d'une ligne électrique de 225 kV entre Nuakchot et Néma en Mauritanie		239 186 000		
		Projet d'appui à l'hybridation solaire en Mauritanie			17 700 000	
		Projet de soutien à l'électrification rurale par la mise en place de 200 mini-réseaux en Mauritanie.		15 104 000		
		Projet d'accès durable à l'eau et à l'assainissement dans les wilayas de Brakna, Adrar et Tagant.				5 900 000
<b>TOTAL</b>			<b>21 830 000</b>	<b>299 130 000</b>	<b>17 700 000</b>	<b>5 900 000</b>
			<b>344 560 000</b>			



À ce montant, il faut ajouter les opérations du programme opérationnel non souverain, estimées à un peu plus de 230 millions d'euros.

Programme		2023	2024	2025	2026
Programme opérationnel non souverain	Secteur minier (NSO)	137 470 000			
	Ligne de crédit pour le financement du commerce – Banque commerciale.		18 172 000		
	Ligne de crédit pour le financement du commerce – Banque commerciale.			15 812 000	
	Infrastructure routière (NSO).				59 000 000
<b>TOTAL</b>		<b>137 470 000</b>	<b>18 172 000</b>	<b>15 812 000</b>	<b>59 000 000</b>
		<b>230 454 000</b>			

\* travail avec des entités non étatiques

### 3.4.2 Résumé des programmes/projets actifs

Le tableau ci-dessous présente les projets financés par la BAD actuellement en cours et dont le montant dépasse un million d'euros, pour un total d'un peu plus de **247 millions d'euros. €**

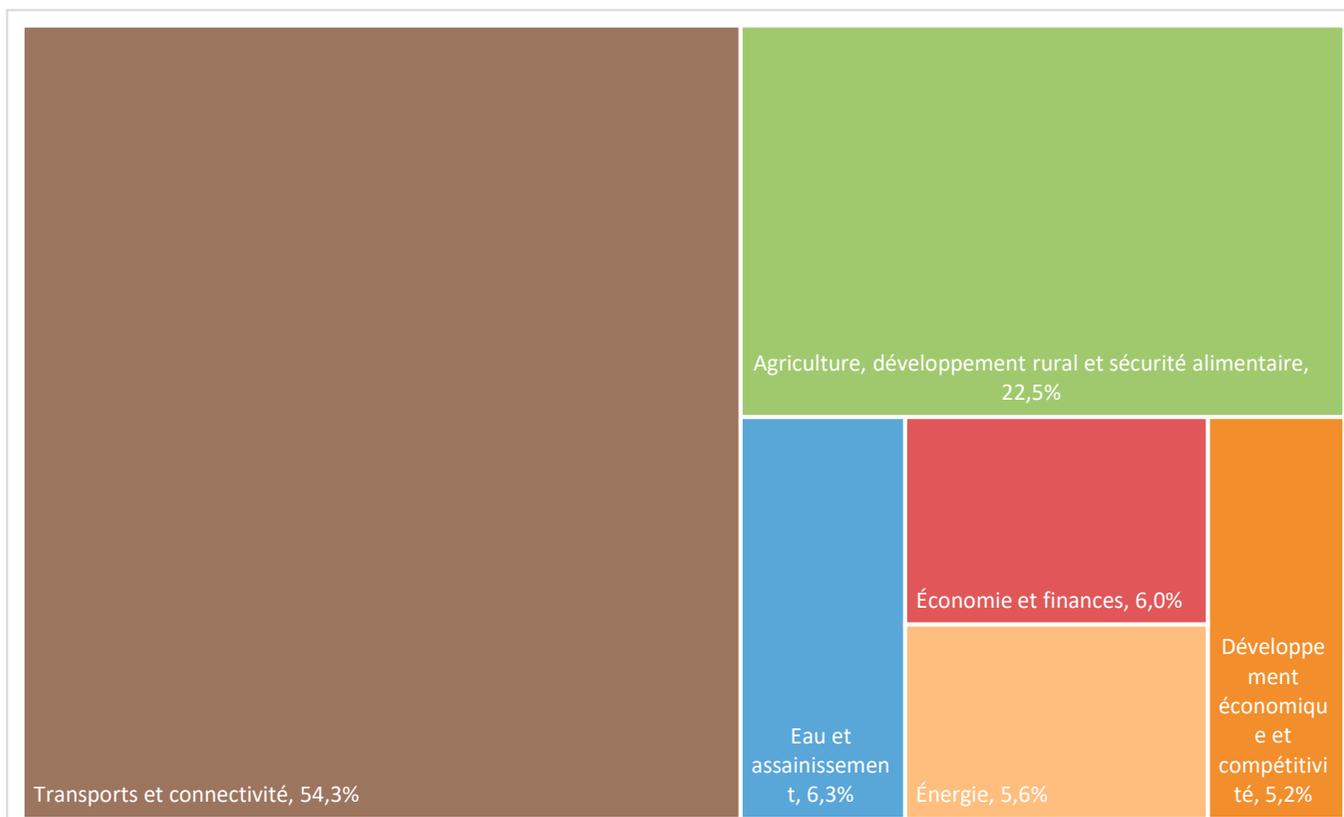
PROJET		SECTEUR	BUDGET EN EUR
P-MR-E00-005	Strengthening Rural Resilience in Mauritania through Water Resource Management and Development for Domestic, Productive, and Ecological Purposes (3R-Water)	EAU ET ASSAINISSEMENT	15 642 110
P-MR-B00-007	Corporate Loan to Société Nationale Industrielle et Minière (SNIM)*	TRANSPORT ET CONNECTIVITÉ	134 712 423
P-MR-AAC-014	Inclusive Livestock Sector Development Program in the Awkar zone – phase 1	AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	21 594 000
P-MR-AA0-011	Project to promote Gender-Sensitive Agricultural Value Chains and Women's Entrepreneurship in support of the Agricultural Transformation Support Program in Mauritania (PCVASGEF-PATAM)	AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	14 709 009
P-MR-FF0-002	Mauritania – Desert To Power : RIMDIR1 – Green Mini-Grid Electrification Project	ÉNERGIE	13 895 599
P-MR-K00-019	Public Enterprise Governance Support Project (PEGSP)	ÉCONOMIE ET FINANCES	7 080 000
P-MR-AA0-012	Promotion of Gender-Sensitive Agricultural Value Chains to Support the Agricultural Transformation Support Programme (PCVASG-PATAM)	AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	4 248 000
P-MR-HAB-009	Trade Finance Facility to Support SMES*	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMPÉTITIVITÉ	9 434 943
P-MR-I00-003	Vulnerable Youth Employability and Socio-Economic Integration Support Project	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMPÉTITIVITÉ	3 540 000
P-MR-KF0-003	Economic Governance and Investment Management Support Project (PA2GI)	ÉCONOMIE ET FINANCES	3 540 000
P-MR-AAC-011	Agricultural Transformation Support Project (PATAM)	AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	15 340 000
P-MR-HZ0-004	Financial Infrastructure Modernization Support Project (PAMIF)	ÉCONOMIE ET FINANCES	4 248 000
<b>TOTAL</b>			<b>247 984 083,98</b>

**Tableau 4 Projets de la Banque africaine de développement actuellement en cours en Mauritanie - Source : Élaboration propre à partir des informations disponibles sur son site web**

\* Projets non souverains



Une étude sectorielle a également été réalisée sur les projets actuellement en cours. Les résultats peuvent être consultés dans le graphique ci-dessous sous forme de *treemap*.



On constate une forte concentration des investissements actuels dans **les transports et la connectivité**, qui absorbent 54,3 % du total, soit plus de la moitié du budget total.

Le deuxième poste en importance est **l'agriculture, le développement rural et la sécurité alimentaire**, avec 22,5 %, ce qui témoigne d'un effort considérable pour renforcer le secteur primaire et garantir la sécurité alimentaire, essentielle dans les zones rurales.

Les autres secteurs bénéficient d'allocations nettement moins importantes : **eau et assainissement** (6,3 %), **économie et finances** (6,0 %), **énergie** (5,6 %) et **développement économique et compétitivité** (5,2 %). La répartition entre ces secteurs est beaucoup plus équilibrée, mais les montants sont beaucoup plus modestes que dans le secteur des transports.

Graphique.7 Répartition du budget alloué aux projets de la Banque mondiale actuellement en cours en Mauritanie, par secteur

Source : Élaboration propre



### 3.4.3 Portefeuille de projets actifs

PROJET P-MR-E00-005	Strengthening Rural Resilience in Mauritania through Water Resource Management and Development for Domestic, Productive, and Ecological Purposes (3R-Water)
Budget	15 642 110 EUR
Période d'exécution	Mai 2025 – Décembre 2027
Organisme responsable :	Ministère de l'Eau
Résumé	Ce projet vise à renforcer la résilience des communautés rurales de Mauritanie face à la pénurie d'eau, en s'attaquant aux impacts croissants du changement climatique et à la pression sur les ressources en eau grâce à une approche préventive et proactive. Il soutient le développement d'infrastructures et de services durables d'approvisionnement en eau et d'assainissement à usages multiples, en s'appuyant sur des cadres institutionnels déjà éprouvés dans le cadre d'initiatives similaires.
Secteur	EAU ET ASSAINISSEMENT
Plus d'informations	<a href="https://mapafrica.afdb.org/en/projects/46002-P-MR-E00-005">https://mapafrica.afdb.org/en/projects/46002-P-MR-E00-005</a>
PROJET P-MR-B00-007	Corporate Loan to Société Nationale Industrielle et Minière (SNIM)
Budget	134 712 423 EUR
Période d'exécution	À partir de novembre 2024
Organisme responsable :	Société Nationale Industrielle et Minière (SNIM)
Résumé	Le projet vise à doubler la capacité nominale du chemin de fer grâce à l'acquisition de matériel roulant supplémentaire, à la construction d'installations de maintenance et de leur équipement, à la création de nouvelles voies de garage et de voies supplémentaires, y compris des connexions aux gares, aux ateliers et aux sites de production. Il prévoit également l'installation d'une centrale solaire photovoltaïque de 12 MW. Enfin, la Banque fournira une assistance technique à la SNIM pour évaluer les risques climatiques et l'aider à se préparer aux effets du changement climatique.
Secteur	TRANSPORT ET CONNECTIVITÉ
Plus d'informations	<a href="https://mapafrica.afdb.org/en/projects/46002-P-MR-B00-007">https://mapafrica.afdb.org/en/projects/46002-P-MR-B00-007</a>



PROJET P-MR-AAC-014	Inclusive Livestock Sector Development Program in the Awkar zone – phase 1
Budget	21 594 000 EUR
Période d'exécution	Novembre 2024 – Décembre 2027
Organisme responsable :	<b>Ministère de l'élevage</b>
Résumé	La phase 1 du programme Awkar vise à promouvoir la sécurité alimentaire et le développement économique à Hodh Chargui, en renforçant l'élevage et en le rendant plus résilient au changement climatique. Elle permettra d'augmenter la production, l'accès aux marchés et favorisera l'entrepreneuriat chez les jeunes et les femmes, le tout dans une approche inclusive et durable, afin d'accroître la contribution du secteur de l'élevage au PIB tout en respectant l'environnement.
Secteur	AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
Plus d'informations	<a href="https://mapafrica.afdb.org/en/projects/46002-P-MR-AAC-014">https://mapafrica.afdb.org/en/projects/46002-P-MR-AAC-014</a>

PROJET P-MR-AA0-011	Project to promote Gender-Sensitive Agricultural Value Chains and Women's Entrepreneurship in support of the Agricultural Transformation Support Program in Mauritania (PCVASGEF-PATAM)
Budget	14 709 009 EUR
Période d'exécution	Juin 2024 – Décembre 2027
Organisme responsable :	<b>Ministère de l'Agriculture</b>
Résumé du projet	L'objectif sectoriel est de renforcer l'autonomisation des femmes et d'améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition et les conditions de vie des populations cibles. Le projet vise à accroître la productivité, à valoriser les produits agricoles, à augmenter les revenus des femmes et à encourager l'entrepreneuriat féminin et des jeunes, tout en constituant une mesure d'adaptation au changement climatique, à l'instar du PATAM.
Secteur	AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
Plus d'informations	<a href="https://mapafrica.afdb.org/en/projects/46002-P-MR-AA0-011">https://mapafrica.afdb.org/en/projects/46002-P-MR-AA0-011</a>

PROJET P-MR-FF0-002	Desert To Power : RIMDIR1 – Green Mini-Grid Electrification Project
<b>Budget</b>	13 895 599 EUR
<b>Période d'exécution</b>	Novembre 2023 – Juillet 2026
<b>Organisme responsable :</b>	<b>Société Mauritanienne d'Electricité (SOMELEC)</b>
<b>Résumé du projet</b>	Le projet Desert to Power : RIMDIR1 est la première tentative historique d'attirer des capitaux privés dans le secteur énergétique en Mauritanie, ce qui est essentiel pour reproduire le modèle dans le pays. Il consiste à électrifier 40 localités rurales à l'aide de mini-réseaux verts hybrides solaire/diesel avec stockage, organisés en 7 clusters, dans le cadre d'un partenariat public-privé, tout en encourageant les activités génératrices de revenus. Il vise à accroître l'accès à l'électricité en milieu rural (objectif de 80 % en 2030), à augmenter la part des énergies renouvelables (60 %) et l'accès national (90 %). Il comporte deux volets : des mini-réseaux avec soutien à la production et la gestion du projet. Il est financé à 100 % par des fonds destinés à l'atténuation des changements climatiques.
<b>Secteur</b>	ÉNERGIE
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://mapafrica.afdb.org/en/projects/46002-P-MR-FF0-002">https://mapafrica.afdb.org/en/projects/46002-P-MR-FF0-002</a>
PROJET P-MR-K00-019	Public Enterprise Governance Support Project (PEGSP)
<b>Budget</b>	7 080 000 EUR
<b>Période d'exécution</b>	Septembre 2023 – Décembre 2027
<b>Organisme responsable :</b>	<b>Ministère des Affaires économiques et du Développement</b>
<b>Résumé</b>	Le projet vise à améliorer la performance et la gouvernance des entreprises publiques afin d'alléger leur poids sur les finances publiques, en réduisant à la fois les subventions et les risques fiscaux liés à leur endettement. Le PEGSP cherche à moderniser la gouvernance et la performance des entreprises publiques en Mauritanie, en renforçant le cadre réglementaire, la surveillance financière et le contrôle des risques afin de protéger les finances et la dette du pays.
<b>Secteur</b>	ÉCONOMIE ET FINANCES
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://mapafrica.afdb.org/en/projects/46002-P-MR-K00-019">https://mapafrica.afdb.org/en/projects/46002-P-MR-K00-019</a>



PROJET P-MR-AA0-012	Promotion of Gender-Sensitive Agricultural Value Chains to Support the Agricultural Transformation Support Programme (PCVASG-PATAM)
Budget	4 248 000 EUR
Période d'exécution	Septembre 2021 – Décembre 2026
Organisme responsable :	<b>Ministère du développement rural et de l'environnement</b>
Résumé	L'objectif sectoriel est d'améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition et la qualité de vie de la population cible. Plus précisément, le projet vise à accroître la productivité, à développer des produits agricoles et à renforcer l'autonomie des femmes. Complémentaire au PATAM, le PCVASG aura les mêmes composantes, en mettant l'accent sur l'autonomisation économique des femmes : risques transformateurs, promotion des chaînes de valeur et de l'entrepreneuriat chez les jeunes/les femmes, et renforcement des capacités avec coordination du projet.
Secteur	AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
Plus d'informations	<a href="https://mapafrica.afdb.org/en/projects/46002-P-MR-AA0-012">https://mapafrica.afdb.org/en/projects/46002-P-MR-AA0-012</a>
PROJET P-MR-HAB-009	Trade Finance Facility to Support SMES
Budget	9 434 942 EUR
Période d'exécution	À partir de juillet 2021
Organisme responsable	<b>Banque de commerce et d'industrie (BCI)</b>
Résumé	Ce projet permettra à la BCI d'étendre ses activités de financement du commerce en Mauritanie, avec des retombées positives dans les domaines suivants : développement du secteur privé grâce à un meilleur accès aux ressources pour les PME locales ; intégration régionale et résilience économique grâce au soutien apporté à une banque présente dans trois pays de la sous-région et à la promotion du commerce intra-africain ; et effets sociaux et sur l'égalité des sexes, grâce à la promotion de l'emploi des femmes dans des secteurs clés. En outre, il contribuera à la croissance inclusive et à la diversification économique en soutenant les PME dans des secteurs stratégiques du pays.
Secteur	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMPÉTITIVITÉ
Plus d'informations	<a href="https://mapafrica.afdb.org/en/projects/46002-P-MR-HAB-009">https://mapafrica.afdb.org/en/projects/46002-P-MR-HAB-009</a>



PROJET P-MR-100-003	Vulnerable Youth Employability and Socio-Economic Integration Support Project (PEJ Brakna)
<b>Budget</b>	3 540 000 EUR
<b>Période</b>	Juillet 2021 – Décembre 2025
<b>Organisme responsable :</b>	<b>Ministère des Finances</b>
<b>Résumé</b>	Ce projet vise à améliorer la qualité de vie des jeunes vulnérables à Brakna en développant leurs compétences et en encourageant l'entrepreneuriat. Il renforcera les services d'information et d'intermédiation, les compétences techniques et professionnelles, et apportera un soutien technique et financier aux entrepreneurs et aux acteurs locaux. Il comporte trois volets : services pour l'employabilité, développement des compétences et de l'entrepreneuriat chez les jeunes, et gestion du projet avec suivi et évaluation.
<b>Secteur</b>	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMPÉTITIVITÉ
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://mapafrica.afdb.org/en/projects/46002-P-MR-100-003">https://mapafrica.afdb.org/en/projects/46002-P-MR-100-003</a>

PROJET P-MR-KF0-003	Economic Governance and Investment Management Support Project (PA2GI)
<b>Budget</b>	3 540 000 EUR
<b>Période d'exécution</b>	Mai 2021 – Juin 2026
<b>Organisme responsable :</b>	<b>Ministère des Finances</b>
<b>Résumé</b>	Ce projet institutionnel vise à promouvoir une croissance économique solide, durable et génératrice d'emplois, en optimisant les investissements publics, en encourageant les investissements privés et en renforçant la gouvernance fiscale et foncière, conformément à la SCAPP et au ProPEP. Il s'articule autour de trois volets : amélioration du processus d'investissement public et de promotion privée, renforcement de la gouvernance fiscale et foncière, et gestion du projet.
<b>Secteur</b>	ÉCONOMIE ET FINANCES
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://mapafrica.afdb.org/en/projects/46002-P-MR-KF0-003">https://mapafrica.afdb.org/en/projects/46002-P-MR-KF0-003</a>



PROJET P-MR-AAC-011	Agricultural Transformation Support Project (PATAM)
Budget	15 340 000 EUR
Période d'exécution	Décembre 2018 – Décembre 2026
Organisme responsable :	<b>Ministère du Développement rural et de l'Environnement</b>
Résumé	Ce projet vise à renforcer les sous-secteurs agricoles dans la région de Brakna-Ouest afin d'améliorer la sécurité alimentaire et les conditions de vie grâce au développement inclusif et durable des cultures. Il financera des infrastructures d'irrigation (200 ha pour les jardins potagers destinés aux femmes et 3 300 ha pour les cultures de décrue), les chaînes de valeur, l'entrepreneuriat chez les jeunes et les femmes, des mécanismes financiers innovants, et renforcera les capacités et les institutions. Le projet s'articule autour de trois volets : transformation de l'irrigation, promotion des chaînes de valeur et de l'entrepreneuriat, et renforcement institutionnel avec coordination du projet.
Secteur	AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
Plus d'informations	<a href="https://mapafrica.afdb.org/en/projects/46002-P-MR-AAC-011">https://mapafrica.afdb.org/en/projects/46002-P-MR-AAC-011</a>
PROJET P-MR-HZ0-004	Financial Infrastructure Modernization Support Project (PAMIF)
Budget	4 248 000 EUR
Période d'exécution	Décembre 2017 – Décembre 2025
Organisme responsable :	<b>Ministère des Finances</b>
Résumé	Le Programme d'appui à la modernisation des infrastructures financières (PAMIF), basé sur le FSAP 2015, jette les bases du secteur financier en Mauritanie afin de stimuler la reprise économique grâce à un meilleur financement du secteur privé. Il s'articule autour de deux volets : le premier modernise le système national de paiement et met en place un système d'information au sein de la Banque centrale ; le second modernise les opérations de change et renforce la stabilité financière grâce à un marché interbancaire et à des outils de surveillance pour les banques et les institutions de microfinance.
Secteur	ÉCONOMIE ET FINANCES
Plus d'informations	<a href="https://mapafrica.afdb.org/en/projects/46002-P-MR-HZ0-004">https://mapafrica.afdb.org/en/projects/46002-P-MR-HZ0-004</a>



## 3.5 AUTRES ORGANISMES D'INTÉRÊT

### 3.5.1 Agence française de développement (AFD)

#### 3.5.1.1 Instrument stratégique de programmation

Le dernier cadre stratégique de l'AFD avec la Mauritanie était le *Cadre d'Intervention Pays (CIP)* qui couvrait la période 2020-2024. Bien que le contenu intégral du document ne soit pas publié, ses secteurs prioritaires étaient l'énergie, l'eau, le développement territorial et le renforcement institutionnel. De même, il existe des informations sur des accords spécifiques conclus récemment :

En **2023**, un accord a été signé pour le lancement de la Grande Muraille Verte, une initiative de restauration écologique et de lutte contre l'insécurité alimentaire. De même, PROPARCO, la filiale du Groupe AFD dédiée au secteur privé, a signé un accord pour accompagner la croissance du secteur bancaire mauritanien.

Par ailleurs, en **2025**, le financement d'un projet d'électrification rurale (RIMDIR) a été approuvé, ainsi qu'un protocole financier visant à étendre le réseau de transport d'eau « Aftout Essahli ». En outre, un prêt bonifié a été accordé pour le lancement de deux projets : la ligne à haute tension Nouakchott-Néma et la centrale électrique de Kiffa. Enfin, trois accords de « trade finance » ont été signés entre PROPARCO et trois banques mauritaniennes (BMI, GM et BEA) afin de soutenir les PME, de garantir l'importation de biens essentiels et de renforcer le rôle des banques locales en tant que moteurs de la croissance.

Au total, au cours des deux dernières années, des accords *ad hoc* d'un montant de **174 millions d'euros** ont été publiés.

BUDGET (en euros)			
Initiative	2023	2024	2025
Grande muraille verte	8 000 000		
Accord de PROPARCO (filiale de l'AFD) pour accompagner la croissance de la Banque populaire mauritanienne	15 000 000		
Projet de rénovation et d'extension du système d'approvisionnement en eau « Aftout Essahli »			43 000 000
Projet RIMDIR d'électrification rurale dans le sud-est de la Mauritanie			4 000 000



BUDGET (en euros)			
Initiative	2023	2024	2025
Accords entre PROPARCO et trois banques mauritaniennes (BMI, GM et BEA)			40 000 000
Ligne à haute tension Nouakchott-Néma et centrale électrique de Kiffa			64 000 000
<b>TOTAL</b>	<b>23 000 000</b>	<b>0</b>	<b>151 000 000</b>
	<b>174 000 000</b>		

### 3.5.1.2 Résumé des programmes/projets actifs

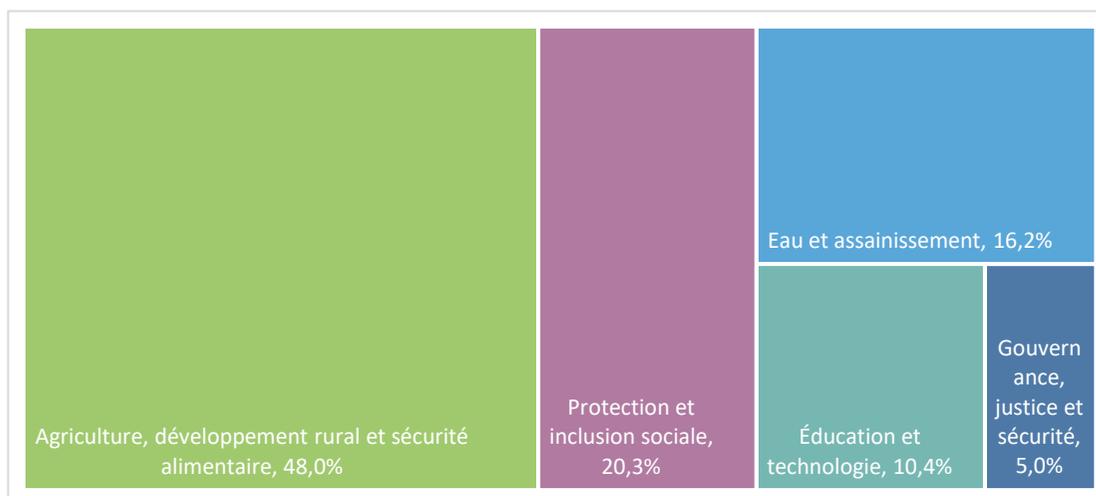
Le tableau ci-dessous présente les projets financés par l'AFD actuellement actifs et qui remplissent trois conditions : ils dépassent le million d'euros, s'achèvent à partir de janvier 2026 et ne comportent pas de composante multipaïs. Ces projets représentent un montant total de plus de **166 millions d'euros**.

PROJET	SECTEUR	BUDGET EN EUR
FR-3-CMR1216	EAU ET ASSAINISSEMENT	13 000 000
FR-3-CMR1205	AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	9 925 000
FR-3-CMR1233	AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	16 000 000
FR-3-CMR1241	GOUVERNANCE, JUSTICE ET SÉCURITÉ	1 900 000
FR-3-CMR1245	AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	8 000 000
FR-3-CMR1254	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALE	15 800 000
FR-3-CMR1262	AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	45 000 000
FR-3-CMR1232	GOUVERNANCE, JUSTICE ET SÉCURITÉ	6 500 000

FR-3-CMR1255	Projet d'accès à l'eau et à l'assainissement dans les deux Hodhs, le Tagant et l'Adrar	EAU ET ASSAINISSEMENT	14 000 000
FR-3-CMR1187	Amélioration de la sécurité alimentaire par la relance de l'irrigué dans les régions du Gorgol et du Guidimakha (C2DIV)	AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	1 000 000
FR-3-CMR1225	Appui au développement de l'entrepreneuriat en Mauritanie, notamment en faveur des femmes	ÉDUCATION ET TECHNOLOGIE	17 294 393
FR-3-CMR1248	Projet Jeunesse Culture Sport	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALE	18 000 000
<b>TOTAL</b>			<b>166 419 393,00</b>

Tableau 5 Projets de l'AFD actuellement en cours en Mauritanie - Source : Élaboration propre à partir des informations disponibles sur son site web

Une étude sectorielle a également été réalisée sur les projets actuellement en cours. Les résultats peuvent être consultés dans le graphique ci-dessous sous forme de *treemap*.



Graphique. 8 Répartition du budget alloué aux projets de l'AFD actifs en Mauritanie, par secteur

Source : Élaboration propre

Au niveau de l'allocation budgétaire, on observe une priorité évidente accordée au secteur agricole et rural, **l'agriculture, le développement rural et la sécurité alimentaire** absorbant 48,0 % du budget total des projets actifs.

Viennent ensuite **la protection et l'inclusion sociales** (20,3 %), ce qui témoigne d'une attention particulière accordée à la dimension sociale et aux populations vulnérables. Suivent **l'eau et l'assainissement** (16,2 %) et **l'éducation et la technologie** (10,4 %), deux secteurs clés pour le développement humain durable.

Enfin, **la gouvernance, la justice et la sécurité** ne représentent que 5,0 % du budget.



### 3.5.1.3 Portefeuille de projets actifs

PROJET FR-3-CMR1216	Projet Intégré de Valorisation des ressources en eau dans les deux Hodhs (PIVRE)
<b>Budget</b>	13 000 000 EUR
<b>Période d'exécution</b>	Décembre 2021 – Juin 2027
<b>Organisme responsable :</b>	Ministère de l'eau et de l'assainissement.
<b>Résumé du projet</b>	<p>Son objectif spécifique est d'améliorer l'accès à l'eau pour l'agriculture et l'élevage, permettant de cultiver jusqu'à 1 160 hectares autour de 19 bassins de rétention, contre 267 hectares actuellement. L'intervention comprend la construction de 19 barrages en remplacement des digues dégradées, accompagnée d'un volet de gestion sociale participative qui favorisera les accords socio-fonciers sur l'utilisation des terres, les plans d'aménagement des bassins versants avec les infrastructures annexes et le développement d'activités agricoles et pastorales.</p> <p>En outre, des conseils techniques et une formation agricole seront dispensés dans le cadre de champs-écoles, et la promotion des activités menées par les femmes (horticulture, élevage ovin et caprin) ainsi que leur représentation dans les espaces de concertation seront privilégiées.</p>
<b>Secteur</b>	EAU ET ASSAINISSEMENT
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://opendata.afd.fr/pages/detail_projet/?q.previousLink=liste_projets&amp;q.previousLinkName=Les%20projets%20financ%C3%A9s%20par%20l%27AFD%20&amp;q.previousPreviousLink=&amp;refine.iati_identifiant=FR-3-CMR1216#information_Myaso">https://opendata.afd.fr/pages/detail_projet/?q.previousLink=liste_projets&amp;q.previousLinkName=Les%20projets%20financ%C3%A9s%20par%20l%27AFD%20&amp;q.previousPreviousLink=&amp;refine.iati_identifiant=FR-3-CMR1216#information_Myaso</a>



PROJET FR-3-CMR1205	Amélioration de la sécurité alimentaire par la relance de l'irrigué dans les régions du Gorgol et du Guidimaka - Phase 2
<b>Budget</b>	9 925 000 EUR
<b>Période d'exécution</b>	Décembre 2020 – Juillet 2027
<b>Organisme responsable :</b>	Ministère du Développement rural
<b>Résumé du projet</b>	Ce projet vise à améliorer la sécurité alimentaire et le développement économique dans les zones rurales du Gorgol et du Guidimakha, en renforçant l'agriculture irriguée et la gestion durable des ressources naturelles. À cette fin, il prévoit la réalisation d'infrastructures hydro-agricoles telles que des périmètres d'irrigation et des jardins potagers gérés par des femmes, le développement d'actions dans les zones de cultures pluviales afin d'améliorer la cohésion sociale et de prévenir les conflits, la promotion de pratiques agroécologiques pour une production plus durable, et le renforcement institutionnel des acteurs du secteur, en particulier la SONADER, chargée de la gestion, du suivi et de la coordination du projet.
<b>Secteur</b>	AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://opendata.afd.fr/pages/detail_projet/?q.previousLink=liste_projets&amp;q.previousLinkName=Les%20projets%20financ%C3%A9s%20par%20l%27AFD%20&amp;q.previousPreviousLink=&amp;refine.iati_identifieur=FR-3-CMR1205">https://opendata.afd.fr/pages/detail_projet/?q.previousLink=liste_projets&amp;q.previousLinkName=Les%20projets%20financ%C3%A9s%20par%20l%27AFD%20&amp;q.previousPreviousLink=&amp;refine.iati_identifieur=FR-3-CMR1205</a>
PROJET FR-3-CMR1233	Projet d'appui au développement des filières porteuses et de l'agriculture contractuelle (PAFAC). Contribution à la GMV
<b>Budget</b>	16 000 000 EUR
<b>Période d'exécution</b>	Mai 2024 – Juin 2029
<b>Organisme responsable :</b>	Ministère de l'Agriculture
<b>Résumé du projet</b>	Promouvoir la transition agroécologique sans impact négatif sur la biodiversité, l'environnement ou le climat, et contribuer à réduire les déséquilibres sociaux en renforçant les capacités des producteurs et de leurs organisations autour de deux chaînes de valeur stratégiques : l'horticulture et la transformation du lait, activités particulièrement appréciées par les femmes et les jeunes ruraux dans les zones d'intervention.
<b>Secteur</b>	AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://opendata.afd.fr/pages/detail_projet/?q.previousLink=liste_projets&amp;q.previousLinkName=Les%20projets%20financ%C3%A9s%20par%20l%27AFD%20&amp;q.previousPreviousLink=&amp;refine.iati_identifieur=FR-3-CMR1233">https://opendata.afd.fr/pages/detail_projet/?q.previousLink=liste_projets&amp;q.previousLinkName=Les%20projets%20financ%C3%A9s%20par%20l%27AFD%20&amp;q.previousPreviousLink=&amp;refine.iati_identifieur=FR-3-CMR1233</a>



PROJET FR-3-CMR1241	Projet pilote d'appui au développement territorial d'Amouirj Bougadoum et Adel Bagrou, dans le Hodh Ech Chargui, zone d'Approche Territoriale Intégrée (ATI) de l'Alliance Sahel.
<b>Budget</b>	1 900 000 EUR
<b>Période d'exécution</b>	Novembre 2021 – Septembre 2026
<b>Organisme responsable :</b>	Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
<b>Résumé</b>	Le projet TIK vise à répondre aux fragilités du territoire en favorisant la prévention des conflits et la participation citoyenne grâce au renforcement des services publics locaux et au soutien au développement économique. Il s'articule autour de trois axes : améliorer la gouvernance territoriale en affectant des jeunes diplômés et en apportant un soutien financier aux écoles et aux centres de santé ; encourager la participation citoyenne en finançant des activités communautaires qui favorisent la cohésion sociale et l'engagement civique ; et soutenir les activités économiques génératrices d'emplois durables, en particulier pour les jeunes. Le projet s'aligne sur les priorités du Partenariat pour le Sahel et son Approche Territoriale Intégrée.
<b>Secteur</b>	GOUVERNANCE, JUSTICE ET SÉCURITÉ
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://opendata.afd.fr/pages/detail_projet/?q.previousLink=liste_projets&amp;q.previousLinkName=Les%20projets%20financ%C3%A9s%20par%20l%27AFD%20&amp;q.previousPreviousLink=&amp;refine.iati_identifieur=FR-3-CMR1241">https://opendata.afd.fr/pages/detail_projet/?q.previousLink=liste_projets&amp;q.previousLinkName=Les%20projets%20financ%C3%A9s%20par%20l%27AFD%20&amp;q.previousPreviousLink=&amp;refine.iati_identifieur=FR-3-CMR1241</a>
PROJET FR-3-CMR1245	Appui à la mise en œuvre de la Grande Muraille Verte en Mauritanie
<b>Budget</b>	8 000 000 EUR
<b>Période d'exécution</b>	Décembre 2022 – Juin 2027
<b>Organisme responsable :</b>	Agence nationale de la Grande Muraille Verte (ANGMV)
<b>Résumé</b>	Projet axé sur la restauration des terres, la gestion des ressources naturelles et la transition agroécologique, afin de lutter contre le changement climatique et d'améliorer la gestion environnementale dans les régions de Brakna, Assaba, Hodh El Gharbi et Hodh El Chargui, en Mauritanie. Il vise à renforcer la sécurité alimentaire des communautés locales, à protéger les écosystèmes contre la désertification, à renforcer les capacités nationales pour atteindre les objectifs de la Grande Muraille Verte, et à promouvoir la coordination, le suivi et la valorisation des résultats.
<b>Secteur</b>	AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://opendata.afd.fr/pages/detail_projet/?q.previousLink=liste_projets&amp;q.previousLinkName=Les%20projets%20financ%C3%A9s%20par%20l%27AFD%20&amp;q.previousPreviousLink=&amp;refine.iati_identifieur=FR-3-CMR1245">https://opendata.afd.fr/pages/detail_projet/?q.previousLink=liste_projets&amp;q.previousLinkName=Les%20projets%20financ%C3%A9s%20par%20l%27AFD%20&amp;q.previousPreviousLink=&amp;refine.iati_identifieur=FR-3-CMR1245</a>



PROJET FR-3-CMR1254	Poursuite du projet de protection sociale adaptative et Réponse à la crise alimentaire
<b>Budget</b>	15 800 000 EUR
<b>Période d'exécution</b>	Novembre 2022 – Juin 2026
<b>Organisme responsable :</b>	Non disponible
<b>Résumé du projet</b>	Non disponible
<b>Secteur</b>	PROTECTION SOCIALE
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://opendata.afd.fr/pages/detail_projet/?q.previousLink=liste_projets&amp;q.previousLinkName=Les%20projets%20financ%C3%A9s%20par%20l%27AFD%20&amp;q.previousPreviousLink=&amp;refine.iati_identifieur=FR-3-CMR1254#descriptif">https://opendata.afd.fr/pages/detail_projet/?q.previousLink=liste_projets&amp;q.previousLinkName=Les%20projets%20financ%C3%A9s%20par%20l%27AFD%20&amp;q.previousPreviousLink=&amp;refine.iati_identifieur=FR-3-CMR1254#descriptif</a>
PROJET FR-3-CMR1262	Projet Intégré de Mobilisation des Eaux de Surface PIME - Projet d'aménagement de bassins pour valoriser la ressources en eau - PIVRE 2
<b>Budget</b>	45 000 000 EUR
<b>Période d'exécution</b>	Novembre 2023 – Décembre 2028
<b>Organisme responsable :</b>	Ministère de l'eau et de l'assainissement
<b>Résumé</b>	Ce projet vise à renforcer la sécurité alimentaire et la concertation autour de l'accès aux ressources naturelles. Son objectif spécifique est d'améliorer l'accès à l'eau pour l'agriculture et l'élevage, en permettant la culture de jusqu'à 2 600 hectares autour de 36 réservoirs. Des accords socio-fonciers participatifs sur l'utilisation des terres agricoles seront élaborés, intégrant les activités de maraîchage et de pâturage, et des plans de développement avec des infrastructures complémentaires seront mis en œuvre. Le projet comprend des conseils agricoles, des écoles pratiques pour les agriculteurs et la promotion d'activités pour les femmes (maraîchage, élevage de moutons et de chèvres), en favorisant leur représentation dans les instances décisionnelles. En outre, la gouvernance du secteur de l'eau et de l'assainissement sera soutenue par des actions complémentaires à d'autres projets de l'AFD.
<b>Secteur</b>	AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://opendata.afd.fr/pages/detail_projet/?q.previousLink=liste_projets&amp;q.previousLinkName=Les%20projets%20financ%C3%A9s%20par%20l%27AFD%20&amp;q.previousPreviousLink=&amp;refine.iati_identifieur=FR-3-CMR1262">https://opendata.afd.fr/pages/detail_projet/?q.previousLink=liste_projets&amp;q.previousLinkName=Les%20projets%20financ%C3%A9s%20par%20l%27AFD%20&amp;q.previousPreviousLink=&amp;refine.iati_identifieur=FR-3-CMR1262</a>



PROJET FR-3-CMR1232	Projet d'Appui au secteur de la Justice en Mauritanie
<b>Budget</b>	6 500 000 EUR
<b>Période d'exécution</b>	Décembre 2021 – Décembre 2026
<b>Organisme responsable :</b>	Ministère de la Justice
<b>Résumé</b>	Le projet s'articule autour de deux volets : 1) la professionnalisation et la spécialisation des acteurs judiciaires et des auxiliaires de justice, grâce à la création d'un institut de formation, ainsi que le soutien au Barreau national afin de faciliter l'accès à la justice des personnes vulnérables. Il soutiendra également la modernisation des directions, des services centraux et la réorganisation des ressources humaines du ministère ; 2) Renforcer la justice de proximité et l'accès aux droits, en formant les <i>mouslihs</i> (médiateurs) et en officialisant leur lien avec les tribunaux. Il sensibilisera également les citoyens à leurs droits et favorisera l'accès à l'aide juridique.
<b>Secteur</b>	GOUVERNANCE, JUSTICE ET SÉCURITÉ
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://opendata.afd.fr/pages/detail_projet/?q.previousLink=liste_projets&amp;q.previousLinkName=Les%20projets%20financ%C3%A9s%20par%20l%27AFD%20&amp;q.previousPreviousLink=&amp;refine.iati_identifieur=FR-3-CMR1232">https://opendata.afd.fr/pages/detail_projet/?q.previousLink=liste_projets&amp;q.previousLinkName=Les%20projets%20financ%C3%A9s%20par%20l%27AFD%20&amp;q.previousPreviousLink=&amp;refine.iati_identifieur=FR-3-CMR1232</a>

PROJET FR-3-CMR1255	Projet d'accès à l'eau et à l'assainissement dans les deux Hodhs, le Tagant et l'Adrar
<b>Budget</b>	14 000 000 EUR
<b>Période d'exécution</b>	Juillet 2022 – Décembre 2027
<b>Organisme responsable :</b>	Ministère de l'eau et de l'assainissement
<b>Résumé du projet</b>	Ce projet vise à améliorer les conditions de vie des populations dans quatre wilayas, en contribuant à la prévention des conflits liés à la pénurie d'eau et à la réalisation des ODD en matière d'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base. Il vise également à réduire la pauvreté et les inégalités dans l'accès aux services de base, à diminuer la vulnérabilité face aux crises récurrentes, telles que l'insécurité alimentaire, et à promouvoir des systèmes durables de prestation de services par des opérateurs privés et communautaires pour l'eau, les latrines et la gestion des déchets.
<b>Secteur</b>	EAU ET ASSAINISSEMENT
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://opendata.afd.fr/pages/detail_projet/?q.previousLink=liste_projets&amp;q.previousLinkName=Les%20projets%20financ%C3%A9s%20par%20l%27AFD%20&amp;q.previousPreviousLink=&amp;refine.iati_identifieur=FR-3-CMR1255">https://opendata.afd.fr/pages/detail_projet/?q.previousLink=liste_projets&amp;q.previousLinkName=Les%20projets%20financ%C3%A9s%20par%20l%27AFD%20&amp;q.previousPreviousLink=&amp;refine.iati_identifieur=FR-3-CMR1255</a>



PROJET FR-3-CMR1187	Amélioration de la sécurité alimentaire par la relance de l'irrigué dans les régions du Gorgol et du Guidimakha (C2DIV)
<b>Budget</b>	1 000 000 EUR
<b>Période d'exécution</b>	Juin 2018 – Juillet 2027
<b>Organisme responsable :</b>	Ministère de l'Agriculture
<b>Résumé du projet</b>	Ce projet vise à contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et au développement économique des zones rurales du Gorgol et du Guidimakha. À cette fin, des investissements sont prévus dans la réhabilitation et l'extension des infrastructures hydro-agricoles et de conservation des sols, ainsi que dans des actions de soutien à l'agriculture irriguée (formation technique, gestion coopérative et commercialisation). En outre, la prévention des conflits et la cohésion sociale seront encouragées par des activités de restauration des terres dégradées, de lutte contre la désertification et de gestion durable des ressources. Le projet comprend le renforcement des capacités des acteurs locaux, avec une attention particulière pour les femmes et les jeunes.
<b>Secteur</b>	AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://opendata.afd.fr/pages/detail_projet/?q.previousLink=liste_projets&amp;q.previousLinkName=Les%20projets%20financ%C3%A9s%20par%20l%27AFD%20&amp;q.previousPreviousLink=&amp;refine.iati_identifieur=FR-3-CMR1187">https://opendata.afd.fr/pages/detail_projet/?q.previousLink=liste_projets&amp;q.previousLinkName=Les%20projets%20financ%C3%A9s%20par%20l%27AFD%20&amp;q.previousPreviousLink=&amp;refine.iati_identifieur=FR-3-CMR1187</a>
PROJET FR-3-CMR1225	Appui au développement de l'entrepreneuriat en Mauritanie, notamment en faveur des femmes
<b>Budget</b>	17 294 393 EUR
<b>Période d'exécution</b>	Novembre 2021 – Décembre 2027
<b>Organisme responsable :</b>	Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle
<b>Résumé du projet</b>	Son objectif est de contribuer à la création d'un système public national de soutien à l'entrepreneuriat, avec une approche sensible au genre afin de réduire les inégalités. Il soutient l'institutionnalisation du programme « Mon Projet Mon Avenir » grâce à un fonds de prêts et un fonds de prêts d'honneur sans intérêts, qui permettront de créer 1 000 entreprises et de générer 3 000 emplois. Il vise également à promouvoir la culture entrepreneuriale, à consolider un système national de soutien à l'entrepreneuriat et à renforcer la participation des femmes dans l'écosystème entrepreneurial.
<b>Secteur</b>	ÉDUCATION ET TECHNOLOGIE
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://opendata.afd.fr/pages/detail_projet/?q.previousLink=liste_projets&amp;q.previousLinkName=Les%20projets%20financ%C3%A9s%20par%20l%27AFD%20&amp;q.previousPreviousLink=&amp;refine.iati_identifieur=FR-3-CMR1225">https://opendata.afd.fr/pages/detail_projet/?q.previousLink=liste_projets&amp;q.previousLinkName=Les%20projets%20financ%C3%A9s%20par%20l%27AFD%20&amp;q.previousPreviousLink=&amp;refine.iati_identifieur=FR-3-CMR1225</a>



PROJET FR-3-CMR1248	Projet Jeunesse Culture Sport
<b>Budget</b>	18 000 000 EUR
<b>Période de réalisation</b>	Novembre 2023 – Juin 2029
<b>Organisme responsable :</b>	Ministère de l'Économie
<b>Résumé du projet</b>	Le projet vise à améliorer la cohésion sociale et l'inclusion des jeunes vulnérables en Mauritanie grâce à la réhabilitation ou à la construction d'une quinzaine d'espaces sportifs et culturels dans les quartiers d'Arafat, Dar Naïm (Nouakchott) et Nouadhibou. Ces espaces seront adaptés à un usage inclusif, en particulier pour les femmes, et contribueront à améliorer l'environnement urbain. Une gestion participative avec la société civile sera mise en place pour la programmation et l'entretien des sites. En outre, des médiateurs socio-sportifs seront formés et un système national de promotion culturelle sera mis en place avec un soutien aux artistes, une formation aux métiers culturels et la mobilité artistique.
<b>Secteur</b>	PROTECTION ET INCLUSION SOCIALE
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://opendata.afd.fr/pages/detail_projet/?q.previousLink=liste_projets&amp;q.previousLinkName=Les%20projets%20financ%C3%A9s%20par%20l%27AFD%20&amp;q.previousPreviousLink=&amp;refine.iati_identifieur=FR-3-CMR1248">https://opendata.afd.fr/pages/detail_projet/?q.previousLink=liste_projets&amp;q.previousLinkName=Les%20projets%20financ%C3%A9s%20par%20l%27AFD%20&amp;q.previousPreviousLink=&amp;refine.iati_identifieur=FR-3-CMR1248</a>

### 3.5.2 Coopération espagnole (AECID)

#### 3.5.2.1 Instrument stratégique de programmation

**NOM** Marco de Asociación País de MAURITANIA – ESPAÑA (MAP)

**PÉRIODE** 2024-2027

#### PRIORITÉS

Le MAP ne définit pas de secteurs stratégiques en tant que tels, mais établit la priorité de ses actions autour des trois axes verticaux et des deux axes transversaux suivants :

01	02	03
<b>Promouvoir la diversification et la transformation économiques par la dynamisation et la promotion des secteurs à fort potentiel de croissance et d'emploi</b>	<b>Développer le capital humain et faciliter l'accès à des services de base de qualité</b>	<b>Contribuer au renforcement de la gouvernance dans toutes ses dimensions</b>
RD1 <sup>8</sup> . Promouvoir une agriculture, un élevage et une pêche productifs, compétitifs et durables	RD2. Améliorer l'accès à un système de santé de qualité pour les personnes en situation de vulnérabilité. RD3. Les populations rurales améliorent leur résilience et réduisent leur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle face aux chocs exogènes.	RD4 Contribuer à améliorer l'intégration de l'approche fondée sur les droits humains. RD5 Les stratégies nationales sont mises en œuvre au niveau régional.
<b>AXE TRANSVERSAL 1</b>	Promouvoir des mesures d'adaptation au changement climatique.	
<b>AXE TRANSVERSAL 2</b>	Accroître la présence et la participation active des femmes et des jeunes dans la vie politique, économique, sociale et culturelle.	

<sup>8</sup> RD = Résultat de développement



## BUDGET (en EUROS)

Le budget de la Coopération espagnole pour la **période 2024-2027**, selon le MAP, est estimé à plus de **60 millions d'euros**. L'aide publique au développement espagnole prévue pour cette période a été répartie par résultat de développement et de manière approximative :

Priorité	2024	2025	2026	2027
<b>Coopération bilatérale</b>				
RD1. Promouvoir une agriculture, un élevage et une pêche productifs, compétitifs et durables	1 708 384	1 712 523	1 212 523	1 212 523
RD2. Améliorer l'accès à un système de santé de qualité pour les personnes en situation de vulnérabilité.	1 821 867	2 302 867	1 982 867	1 652 867
RD3. Les populations rurales améliorent leur résilience et réduisent leur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle face aux chocs exogènes.			500 000	
RD4. Contribuer à améliorer l'intégration de l'approche fondée sur les droits humains.	318 179	315 000	115 000	215 000
RD5. Les stratégies nationales sont mises en œuvre au niveau régional.	150 000	650 000	620 336	
Autres				
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>3 998 430</b>	<b>4 980 390</b>	<b>4 430 726</b>	<b>3 080 390</b>
<b>Coopération multilatérale</b>				
RD1. Promouvoir une agriculture, un élevage et une pêche productifs, compétitifs et durables				
RD2. Améliorer l'accès à un système de santé de qualité pour les personnes en situation de vulnérabilité.	500 000	500 000	500 000	500 000
RD3. Les populations rurales améliorent leur résilience et réduisent leur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle face aux chocs exogènes.				
RD4. Contribuer à améliorer l'intégration de l'approche fondée sur les droits humains.		1 000 000		
RD5. Les stratégies nationales sont mises en œuvre au niveau régional.		2 000 000		
Autres	6 500 000			
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>7 000 000</b>	<b>3 500 000</b>	<b>500 000</b>	<b>500 000</b>



Priorité	2024	2025	2026	2027
<b>Coopération décentralisée</b>				
RD1. Promouvoir une agriculture, un élevage et une pêche productifs, compétitifs et durables	866 667	866 667	1 000 000	933 333
RD2. Améliorer l'accès à un système de santé de qualité pour les personnes en situation de vulnérabilité.	900 000	1 100 000	1 000 000	750 000
RD3. Les populations rurales améliorent leur résilience et réduisent leur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle face aux chocs exogènes.	400 000	466 666	500	466 667
RD4. Contribuer à améliorer l'intégration de l'approche fondée sur les droits humains.	100 000	150 000	150 000	100 000
RD5. Les stratégies nationales sont mises en œuvre au niveau régional.	150 000	150 000	100 000	100 000
<i>Autres</i>				
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>2 416 667</b>	<b>2 733 333</b>	<b>2 750 000</b>	<b>2 350 000</b>
<b>Coopération ONGD</b>				
RD1. Promouvoir une agriculture, un élevage et une pêche productifs, compétitifs et durables	1 408 346	1 741 680	2 741 680	2 281 670
RD2. Améliorer l'accès à un système de santé de qualité pour les personnes en situation de vulnérabilité.	1 985 000	2 000 000	3 050 000	2 465 000
RD3. Les populations rurales améliorent leur résilience et réduisent leur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle face aux chocs exogènes.	563 339	993 344	1 230 005	1 300 000
RD4. Contribuer à améliorer l'intégration de l'approche fondée sur les droits humains.				
RD5. Les stratégies nationales sont mises en œuvre au niveau régional.				
<i>Autres</i>				
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>3 956 685</b>	<b>4 735 024</b>	<b>7 021 685</b>	<b>6 046 670</b>
<b>TOTAL</b>	<b>17 371 782</b>	<b>15 948 747</b>	<b>14 702 411</b>	<b>11 977 060</b>
			<b>60 000 000</b>	



### 3.5.2.2 Portefeuille de projets actifs

Bien qu'il n'existe pas de base de données spécifique regroupant les projets développés par l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID), le site web du Bureau de la coopération espagnole dans le pays fournit quelques informations sur les programmes auxquels elle a récemment contribué. Plus précisément :

- Programme « **PROMOPECHE** » pour la « Promotion de l'emploi et l'amélioration des conditions de vie des pêcheurs artisanaux dans les espaces naturels protégés du nord de la Mauritanie »<sup>9</sup>, projet de coopération déléguée (en collaboration avec l'UE) qui a débuté en 2018.
- Programme « **Pescado para todos** »<sup>10</sup>, un réseau de distribution de poisson congelé sur tout le territoire mauritanien afin de faciliter la souveraineté alimentaire des familles.
- Programme de formation médicale spécialisée et création d'un service d'urgence SAMUR à Nouakchott.

Il convient également de noter que lors de la récente réunion de haut niveau (RAN) qui s'est tenue entre les deux pays à Nouakchott, quatre accords ont été conclus :

- **Mémorandum d'accord** dans le domaine des **transports et des infrastructures**, qui établit un cadre de coopération pour collaborer à la planification stratégique, au développement ferroviaire, à la gestion aéroportuaire, à la navigation aérienne, à la durabilité, à la numérisation et à la mise en œuvre de projets communs.
- **Mémorandum d'accord sur les parcs nationaux**, qui renforcera la coopération en matière de gestion de ces espaces naturels et réserves de biosphère, et favorisera l'échange d'expériences et la formation sur la biodiversité, la restauration des écosystèmes et l'éducation à l'environnement.<sup>11</sup>
- **Mémorandum d'entente** sur la cybersécurité, qui établit un cadre de coopération bilatérale visant à renforcer les capacités numériques et la résilience cybernétique grâce à l'échange d'informations sur les menaces, la protection des enfants, la formation spécialisée et la collaboration universitaire.
- **Déclaration d'intention** visant à renforcer la coopération bilatérale, notamment en matière de protection des travailleurs migrants.<sup>12</sup>

Parallèlement, un investissement de 50 millions d'euros en coopération a été annoncé par le Fonds pour la promotion du développement (FONPRODE), lié à l'AECID. Ce financement sera destiné au projet de **développement de la vallée du fleuve Sénégal**, en collaboration avec la Banque mondiale. Son objectif est « d'améliorer l'accès à des infrastructures et des services de base intégrés, inclusifs et résilients au changement climatique dans les communautés frontalières de quatre régions prioritaires pour la coopération espagnole : Brakna, Gorgol, Trarza et Guidimaka ». Ce projet, d'une durée de cinq ans, devrait bénéficier directement à 1,2 million de personnes.

Ces initiatives devraient générer de nouvelles opportunités commerciales pour les entreprises espagnoles tout au long de leur mise en œuvre.

<sup>9</sup> Pour plus d'informations : <https://www.aecid.es/w/la-cooperacion-espanola-y-la-ue-fomentan-la-capacitacion-y-la-creacion-de-espacios-comerciales-para-impulsar-el-sector-pesquero-artesanal-en-mauritania>

<sup>10</sup> Pour plus d'informations : <https://www.aecid.es/w/espana-impulsa-la-mejora-de-la-seguridad-alimentaria-en-mauritania>

<sup>11</sup> Pour plus d'informations : <https://www.lamoncloa.gob.es/serviciosdeprensa/notasprensa/transicion-ecologica/Paginas/2025/160725-aagesen-mauritania.aspx>

<sup>12</sup> Plus d'informations : <https://www.lamoncloa.gob.es/serviciosdeprensa/notasprensa/inclusion/Paginas/2025/160725-elma-saiz-mauritania.aspx>



### 3.5.3 Banque islamique de développement (BIsD)

#### 3.5.3.1 Instrument stratégique de programmation

Le cadre stratégique qui régit la coopération de la Banque islamique de développement dans les pays où elle intervient est composé de deux instruments : la **Stratégie de partenariat avec les pays** membres (MCPS, selon son acronyme en anglais - Member Country Partnership Strategy), qui est le principal instrument de la BID pour la planification stratégique à moyen terme au niveau national ; et, d'autre part, le **Cadre d'engagement national** (CEF, en anglais - Country Engagement Framework), un outil novateur à plus court terme et plus flexible qui définit un programme de soutien cohérent. La Banque a récemment opté pour le CEF comme nouvel outil d'engagement et a déjà préparé 9 de ces documents, dont celui de la Mauritanie<sup>13</sup>. Toutefois, cet accord n'a pas été publié. Pour sa part, le dernier MCPS avec la Mauritanie dont nous avons connaissance est celui de la période 2011-2015.

Par conséquent, afin d'analyser le cadre stratégique qui régit actuellement les relations entre la BIsD et la Mauritanie, nous devons nous référer aux dernières informations disponibles. Celles-ci indiquent que :

En 2023, un accord a été signé pour la période 2024-2026<sup>14</sup>, qui prévoit le soutien de la Banque pour la mise en œuvre de projets liés à **l'agriculture**, à **l'eau** et au **capital humain**, ainsi que le **soutien au secteur privé**.

En 2024, le rapport annuel de la BIsD indique que l'ITFC (International Islamic Trade Finance Corporation) a investi au total 172,3 millions de dollars américains dans le pays. Bien que l'on ignore dans quels projets exactement ces fonds ont été investis, en raison du champ d'action de cette entité autonome du Groupe BIsD, on peut en déduire qu'il s'agit **d'une assistance technique liée au commerce**. Le rapport mentionne également des subventions dans le domaine de la **santé** (plus précisément pour le traitement de la cataracte) dans plusieurs pays, dont la Mauritanie, mais le montant exact pour chacun d'entre eux n'est pas connu.

Au cours de la même année, les deux parties ont également signé un accord d'assistance technique en matière de finance islamique<sup>15</sup> dont l'objectif général est de soutenir le développement socio-économique du pays grâce à un secteur financier inclusif et résilient. Les composantes de l'assistance technique de l'Institut BIsD visaient à améliorer le cadre réglementaire et de surveillance de la banque islamique en Mauritanie afin de créer un environnement propice à la croissance, aux opérations et au développement du secteur bancaire islamique.

Enfin, dans le cadre de la réunion annuelle de la BIsD, qui s'est tenue en mai 2025, la Banque a signé avec la Mauritanie un accord de 37 millions d'euros pour soutenir la **formation professionnelle** et **l'employabilité des jeunes**.

<sup>13</sup> [https://x.com/isdb\\_group/status/1793263415533687187](https://x.com/isdb_group/status/1793263415533687187)

<sup>14</sup> <https://www.isdb.org/news/isdb-and-mauritania-forge-collaborative-efforts-in-agriculture-water-and-human-capital-projects/> / <https://northafricapost.com/72353-72353.html>

<sup>15</sup> <https://www.isdb.org/news/isdb-institute-and-central-bank-of-mauritania-sign-islamic-finance-technical-assistance-agreement>

En définitive, le financement de la BIsD en faveur de la Mauritanie pour les années 2024 et 2025 s'élève à un minimum de **178 millions d'euros**. Toutefois, compte tenu du nombre important d'initiatives approuvées dont le montant exact n'est pas connu, l'investissement de la Banque est plus important.

Programme	2024	2025
Initiatives ITFC 2024	147 214 843	0
Soutenir la formation professionnelle et l'employabilité des jeunes	0	31 613 170
<b>TOTAL</b>	<b>147 214 843</b>	<b>31 613 170</b>
	<b>178 828 013</b>	

### 3.5.3.2 Portefeuille de projets actifs

Une fois encore, très peu d'informations sont publiées pour permettre d'examiner en détail les projets actifs dans le pays qui sont financés par la BIsD. Toutefois, le site web<sup>16</sup> mentionne que la Banque a prévu 206 initiatives dans le pays pour un montant de 2,3 milliards de dollars, dont 51 sont toujours en cours. Il existe donc des opportunités commerciales, probablement dans les domaines mentionnés ci-dessus (agriculture, eau, capital humain - formation professionnelle et employabilité, soutien au secteur privé).

Les appels d'offres dans le pays peuvent être consultés sur le site web suivant : [https://www.isdb.org/project-procurement/tenders?loc=MR&tender\\_type=&status=active](https://www.isdb.org/project-procurement/tenders?loc=MR&tender_type=&status=active)

<sup>16</sup> <https://www.isdb.org/islamic-republic-of-mauritania>



### 3.5.4 Global Partnership for Education (GPE)

#### 3.5.4.1 Instrument stratégique de programmation

Le cadre stratégique qui régit la coopération du GPE avec la Mauritanie est le *Pacte de Partenariat*, signé en avril 2024. Les deux parties y définissent conjointement les soutiens nécessaires à la transformation du système éducatif mauritanien.

Pour parvenir à la transformation souhaitée, le GPE collabore avec différents partenaires et sources de financement, notamment des organismes internationaux tels que la Banque mondiale, l'UE, l'AFD, l'UNESCO, l'UNICEF, etc. En outre, dans la plupart des cas, le partenaire local chargé de la mise en œuvre des programmes et des projets est le ministère de l'Éducation nationale et de la Réforme du système éducatif de Mauritanie (MENRSE).

Si l'on se réfère au tableau financier disponible dans ce document, on constate que seules deux des initiatives proposées sont financées directement par le GPE :

- **Phase 2 du projet PASEB** (Projet d'Appui au Secteur de l'Education de Base) - prévue entre 2020 et 2025 pour un montant de 52 millions de dollars (44 millions d'euros) - est une initiative de la Banque mondiale (voir PROJET P163143) cofinancée par le GPE. Elle vise à renforcer le système éducatif mauritanien en améliorant la gestion des enseignants, l'utilisation des technologies et des cadres de responsabilité, et en renforçant les capacités institutionnelles. Elle se concentre sur l'amélioration de la formation initiale et continue des enseignants, la garantie d'une répartition équitable des enseignants et l'élévation du niveau des compétences de base des élèves. Il vise également à améliorer la qualité et l'accès à l'enseignement primaire dans certaines régions grâce à une gestion scolaire décentralisée et à un soutien direct aux écoles, ainsi qu'à consolider la planification, le suivi et l'évaluation du secteur éducatif.
- **Soutien au RESEN et à l'élaboration du PNDSE 3** – prévu entre 2021 et 2025 pour un montant de 700 000 USD (598 000 EUR) et avec l'UNESCO comme entité déléguée pour sa mise en œuvre. Le projet vise à soutenir l'analyse sectorielle afin de produire le rapport national sur le système éducatif national, à accompagner l'élaboration du troisième programme national de développement du secteur éducatif et à soutenir l'organisation d'évaluations sectorielles.

En d'autres termes, le rôle du GPE consiste à favoriser un cadre stratégique commun afin que toutes les initiatives mises en œuvre dans le pays en matière d'éducation poursuivent le même objectif et se complètent pour l'atteindre.

Ainsi, le cadre stratégique financier actuellement prévu par le GPE en Mauritanie s'élève à **598 000 euros** (plus la contribution au projet de la Banque mondiale).

#### 3.5.4.2 Portefeuille de projets actifs

Les projets dans le pays peuvent être consultés sur le site web suivant : <https://www.globalpartnership.org/where-we-work/mauritania#grants>. Pour l'instant, seuls deux projets sont actifs par l'intermédiaire de la Banque mondiale : l'un sans information et l'autre, celui mentionné ci-dessus, de la Banque mondiale.

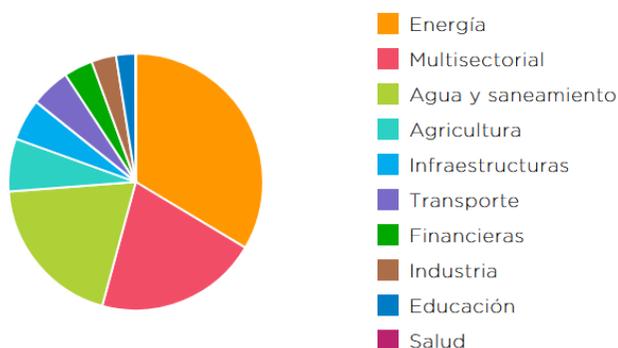
### 3.5.5 OPEC Fund for International Development

#### 3.5.5.1 Instrument stratégique de programmation

En janvier 2025, le Fonds OPEC et la Mauritanie ont signé un accord-cadre de partenariat pour le pays afin de coopérer à des initiatives de développement clés pour la période 2025-2027, allouant à cet effet **120 millions de dollars** (près de 103 millions d'euros) de nouveaux fonds pour le développement.

Peu de détails sont connus sur le contenu de cet accord, mais ce cadre financier devrait permettre la mise en œuvre de projets essentiels contribuant à la promotion des énergies renouvelables, de l'eau potable, de la sécurité alimentaire, de l'amélioration des transports et de la cuisine propre. En outre, le Fonds OPEC s'engage à fournir jusqu'à 500 000 dollars de subventions pour le renforcement des capacités, la préparation de projets et l'assistance technique.

#### Aprobaciones totales: 286,64m



Los montos por debajo de US\$09m pueden no reflejarse en este gráfico.

Illustration 1 Investissements du OPEC en Mauritanie, par secteur.

Source : <https://opecfund.org/operations/countries-a-z/africa/mauritania>

À titre de référence, il convient de noter que sur les quelque 290 millions de dollars que l'entité a investis dans le pays depuis le début de ses activités, **l'énergie** est le secteur qui a bénéficié des investissements les plus importants (96,13 millions), suivi de **l'eau et de l'assainissement** (56,09 millions).

**L'agriculture**, quant à elle, occupe la troisième place avec un peu plus de 19 millions de dollars. Viennent ensuite, avec des montants assez similaires, les domaines des **infrastructures** (15 millions) et **des transports** (14,3 millions).

Seule la **finance** (10,5 millions) affiche des investissements supérieurs à 10 millions de dollars, **l'industrie** ayant reçu 9 millions de dollars et **l'éducation** 7,05 millions.

Il convient de mentionner qu'il existe une composante multisectorielle très importante, des projets ayant été financés pour un montant de 59,35 millions de dollars. Le montant restant (environ 0,1 million de dollars) a été investi dans le domaine de **la santé**.



### 3.5.5.2 Portefeuille de projets actifs

L'OPEC cofinance actuellement quatre projets actifs dans le pays, sur lesquels peu d'informations sont disponibles. Il s'agit plus précisément des projets suivants :

PROJET	Boulanouar Wind Farm Project
Budget	122,75 millions d'euros
Période d'exécution	Depuis octobre 2017
Organisme gestionnaire	Fonds OPEC
Secteur	ÉNERGIE
Plus d'informations	<a href="https://opecfund.org/operations/list/boulanouar-wind-farm-project">https://opecfund.org/operations/list/boulanouar-wind-farm-project</a>

PROJET	National Electricity Control Center Project
Budget	17,99 millions d'euros
Période d'exécution	Depuis octobre 2014
Organisme gestionnaire	AFESD
Secteur	ÉNERGIE
Plus d'informations	<a href="https://opecfund.org/operations/list/national-electricity-control-center-project">https://opecfund.org/operations/list/national-electricity-control-center-project</a>

PROJET	Kiffa Water Supply Project
Budget	270,85 millions d'euros
Période d'exécution	À partir de janvier 2023
Organisme gestionnaire	Fonds OPEC
Secteur	EAU ET ASSAINISSEMENT
Plus d'informations	<a href="https://opecfund.org/operations/list/kiffa-water-supply-project">https://opecfund.org/operations/list/kiffa-water-supply-project</a>

PROJET	Mauritania-Mali Power Interconnection and Related Solar Power Plants Development Project (PIEMM)
Budget	758,33 millions d'euros
Période d'exécution	À partir de novembre 2024
Organisme gestionnaire	AFDB
Secteur	ÉNERGIE
Plus d'informations	<a href="https://opecfund.org/operations/list/mauritania-mali-power-interconnection-and-related-solar-power-plants-development-project-piemm">https://opecfund.org/operations/list/mauritania-mali-power-interconnection-and-related-solar-power-plants-development-project-piemm</a>



### 3.5.6 African Water Facility (AWF)

#### 3.5.6.1 Instrument stratégique de programmation

L'AWF ne dispose pas d'un instrument stratégique de programmation par pays, car elle opère dans le cadre stratégique de la Banque africaine de développement. Elle dispose toutefois d'un document de planification stratégique propre à l'ensemble du continent, intitulé « *Stratégie de la Facilité Africaine de l'Eau - 2017-2025* », qui se résume comme suit :

#### PRIORITÉS

01	Préparation et promotion de projets	02	Investissements à effet catalyseur
<p>Comprend six actions stratégiques qui soutiennent la préparation de propositions de projets prêts à être financés, dans le but d'améliorer l'approvisionnement en eau, les services d'assainissement et d'hygiène dans les zones urbaines et rurales, la gestion de l'eau dans l'agriculture et le développement d'infrastructures hydrauliques polyvalentes en Afrique.</p>		<p>Composée de quatre actions stratégiques dans le cadre desquelles un financement initial ou complémentaire est accordé à des projets à effet catalyseur, susceptibles de déclencher de nouveaux projets, d'amplifier les effets bénéfiques, de reproduire ou de piloter des technologies et des plans d'affaires et financiers innovants, ainsi que de mobiliser des financements du secteur privé.</p>	
03	Promotion des investissements	04	Gouvernance de l'eau
<p>Composée de quatre actions stratégiques à travers lesquelles l'AWF lancera sur le marché des projets d'investissement prioritaires et mobilisera des fonds d'investissement provenant de sources publiques et privées pour des projets d'infrastructures hydrauliques en Afrique.</p>		<p>Comprend huit actions stratégiques visant à renforcer le cadre propice aux investissements dans le secteur de l'eau en Afrique, à soutenir le renforcement des capacités et le développement de systèmes efficaces de gouvernance de l'eau sur le continent, et à améliorer les systèmes de gestion des connaissances de l'AWF, de la Communauté économique régionale et des bassins hydrographiques transfrontaliers.</p>	

#### BUDGET (en EUROS)

Le budget nécessaire pour les actions prévues **sur l'ensemble du continent africain** pendant la période couverte par la stratégie est estimé à plus de **562 millions d'euros**, dont seulement 62,15 millions d'euros étaient disponibles dans un premier temps.



Priorité	Dons et aide au budget opérationnel	Assistance technique	Financement des investissements à mobiliser
1. Préparation et promotion de projets	40 500 000	0	0
2. Investissements à effet catalyseur	10 500 000	2 000 000	75 000 000
3. Promotion des investissements	2 850 000	250 000	425 000 000
4. Gouvernance de l'eau	5 400 000	650 000	0
<b>TOTAL</b>	<b>59 250 000</b>	<b>2 900 000</b>	<b>500 000 000</b>
		<b>562 150 000</b>	

### 3.5.6.2 Portefeuille de projets actifs

Selon le site web de l'AWF<sup>17</sup>, il n'existe actuellement qu'un seul projet actif en Mauritanie, et il s'agit d'un projet régional (avec d'autres pays) :

PROJET	Suivi et évaluation dans le domaine de l'eau en Afrique du Nord (MEWINA)
<b>Budget</b>	2 317 000 EUR
<b>Période d'exécution</b>	Depuis avril 2010
<b>Résumé du projet</b>	Il vise à renforcer les capacités des pays d'Afrique du Nord (Égypte, Libye, Tunisie, Algérie, Maroc et Mauritanie) en matière de suivi et d'évaluation du secteur de l'eau. Il cherche à mettre en place un mécanisme régional de suivi permettant de collecter, d'harmoniser et de comparer les données entre ces pays, facilitant ainsi l'élaboration de rapports annuels sur l'état du secteur de l'eau dans la sous-région. Cette initiative répond à la pénurie d'eau, au changement climatique et à la nécessité d'une coordination régionale, en promouvant des systèmes normalisés et des synergies afin de respecter les engagements régionaux et mondiaux.
<b>Secteur</b>	EAU ET ASSAINISSEMENT
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://www.africanwaterfacility.org/fr/projects/suivi-et-evaluation-dans-le-domaine-de-leau-en-afrique-du-nord-mewina">https://www.africanwaterfacility.org/fr/projects/suivi-et-evaluation-dans-le-domaine-de-leau-en-afrique-du-nord-mewina</a>

<sup>17</sup> [https://www.africanwaterfacility.org/fr/projects?title=&field\\_status\\_target\\_id=All&field\\_date\\_value=&field\\_region\\_target\\_id=All&field\\_countries\\_target\\_id=215](https://www.africanwaterfacility.org/fr/projects?title=&field_status_target_id=All&field_date_value=&field_region_target_id=All&field_countries_target_id=215)

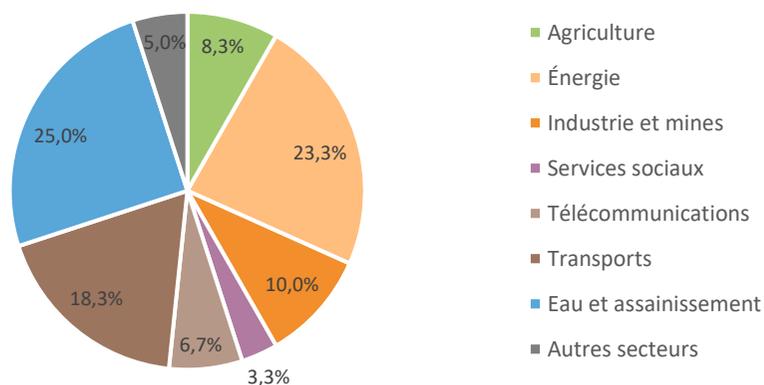
### 3.5.7 Arab Fund for Economic and Social Development (AFESD)

#### 3.5.7.1 Instrument stratégique de programmation

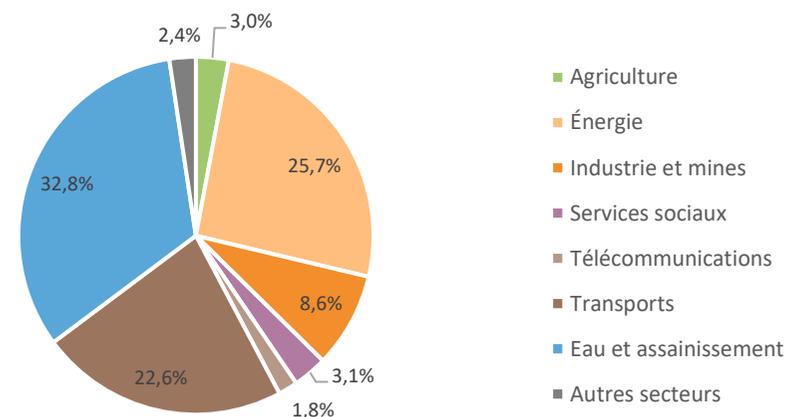
L'AFESD ne dispose pas d'un instrument stratégique de programmation par pays.

#### 3.5.7.2 Portefeuille de projets actifs

Le site web de l'AFESD<sup>18</sup> ne précise pas quels projets sont en cours. De plus, sa dernière mise à jour date de fin 2022. On ignore donc quelles sont les opportunités commerciales actuelles. Toutefois, l'analyse historique des 60 projets financés dans les différents secteurs montre que trois secteurs concentrent la majorité des investissements, tant en nombre de projets qu'en termes de financement. Il s'agit de **l'eau et de l'assainissement**, de **l'énergie** et des **transports**.



**Graphique. 9 Répartition des interventions de l'AFESD en Mauritanie, par secteur**  
Source : Élaboration propre à partir des informations disponibles sur son site web



**Graphique. 10 Répartition des investissements de l'AFESD en Mauritanie, par secteur**  
Source : Élaboration propre à partir des informations disponibles sur son site web

<sup>18</sup> <https://www.arabfund.org/overview/list-of-all-projects/>



### 3.5.8 Global Agriculture and Food Security Program (GAFSP)

#### 3.5.8.1 Instrument stratégique de programmation

Le GAFSP ne dispose pas d'un instrument stratégique de programmation par pays. Son mode de fonctionnement consiste à soutenir les pays qui élaborent ou ont élaboré des plans d'investissement agricole. C'est le cas de la Mauritanie, avec son Plan national de développement agricole (PNDA) 2015-2025, qui comprend

- 1) L'intensification et la diversification de la production agricole irriguée** – son objectif est de moderniser et d'étendre la production nationale afin de réduire la dépendance alimentaire extérieure. Pour ce faire, il propose d'intervenir tant dans les systèmes de culture irriguée que dans les zones d'agriculture pluviale. Grâce au développement de cultures stratégiques, le programme encourage l'exploitation des terres irrigables et l'adoption de techniques agricoles plus efficaces. Parallèlement, il vise à revitaliser la production traditionnelle de céréales dans les zones à pluies irrégulières et à consolider l'agriculture oasienne, qui combine importance économique, environnementale et culturelle.
- 2) Promotion de la compétitivité des secteurs agricoles** - sa stratégie consiste à renforcer les maillons post-récolte par la construction d'infrastructures de stockage, de transformation et de conditionnement des produits agricoles. Elle accorde également une attention particulière à l'amélioration des mécanismes de commercialisation. Au niveau institutionnel, ce programme encourage des réformes visant à créer un environnement réglementaire et économique plus propice à l'entrepreneuriat agricole. Enfin, il considère comme essentiel le renforcement des capacités techniques, organisationnelles et managériales des acteurs des chaînes de production.
- 3) Amélioration de la gestion durable des ressources naturelles** - Ce programme prévoit des actions visant à améliorer la gestion des sols agricoles, à promouvoir la réhabilitation des terres dégradées et à garantir la préservation des écosystèmes sensibles. Il consacre également des efforts spécifiques à la gestion des zones humides - telles que les lacs, les marais ou les zones alluviales - dont la conservation est stratégique tant pour la biodiversité que pour la pérennité des systèmes de production.
- 4) Amélioration de la capacité des services agricoles** - Ce programme prévoit la modernisation des services centraux et régionaux du ministère de l'Agriculture, l'amélioration des systèmes de recherche et de vulgarisation agricole, et la promotion de la formation professionnelle dans les zones rurales. En outre, il est proposé de responsabiliser les producteurs par la formation, l'accès à l'information technique et la promotion de leur participation aux organisations rurales. La création de produits financiers et de systèmes d'assurance adaptés est également encouragée, dans le but de réduire la vulnérabilité des producteurs face aux risques climatiques ou économiques.

Il convient de noter que le coût de ces quatre programmes prévu dans le PNDA pour 2025 était de **527 274 585,01 euros**.

#### 3.5.8.2 Portefeuille de projets actifs

Selon le site web du GAFSP, il n'y a actuellement qu'un seul projet actif en Mauritanie, supervisé par la Banque africaine de développement (voir projet P-MR-AA0-011).

### 3.5.9 Global Environment Facility (GEF)

#### 3.5.9.1 Instrument stratégique de programmation

Le GEF ne dispose pas d'un instrument stratégique de programmation par pays. En revanche, il mène des exercices participatifs dans lesquels les pays identifient eux-mêmes leurs priorités environnementales, afin que le GEF puisse orienter les projets dans ce sens. Il s'agit des *National Portfolio Formulation Exercises*.

Dans le cas de la Mauritanie, le dernier portefeuille disponible est celui élaboré en 2011, qui identifiait trois domaines prioritaires : lutte contre la dégradation des terres et la désertification, conservation de la biodiversité et adaptation au changement climatique et atténuation de ses effets, ainsi que certaines priorités transversales (renforcement institutionnel, intégration de l'environnement et de la lutte contre la pauvreté dans les politiques publiques, gestion des déchets et des risques côtiers, et accès à l'eau et gestion de cette ressource).

#### 3.5.9.2 Portefeuille de projets actifs

Dans la plupart des cas, le GEF se limite à cofinancer des projets mis en œuvre par d'autres agences. Voici les projets approuvés au cours de l'année dernière :

<b>PROJET 11128</b>	<b>Integrated Natural Resource Management of three Wetlands landscapes, two of which is located on the route of the Great Green Wall in Mauritania (Male, Djelliwar and Karakoro (PGIRN/3ZH))</b>
<b>Budget</b>	12 155 124 EUR
<b>Période d'exécution</b>	À partir d'octobre 2024
<b>Résumé</b>	Démontrer les avantages des services écosystémiques des zones humides comme base du bien-être social continu, de la résilience climatique, de la durabilité environnementale et de la rentabilité économique à toutes les échelles en Mauritanie, en tirant parti du potentiel de la restauration des écosystèmes comme cadre unificateur pour l'action politique et locale.
<b>Secteur</b>	ENVIRONNEMENT ET CATASTROPHES NATURELLES
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://www.thegef.org/projects-operations/projects/11128">https://www.thegef.org/projects-operations/projects/11128</a>



De même, des informations sont fournies sur les projets dont le concept a été approuvé, car leur mise en œuvre est susceptible d'être officiellement approuvée à tout moment :

PROJET 11551	Rehabilitation and restoration of ecosystems in the Gum Arabic belt and sustainable use of forest resources in Mauritania
<b>Budget</b>	12 243 227 EUR
<b>Période d'exécution</b>	Sans objet
<b>Résumé</b>	L'objectif est de lutter contre la dégradation des terres par la restauration, la gestion durable et l'utilisation durable des paysages agro-sylvo-pastoraux et des services écosystémiques associés, ainsi que de renforcer la durabilité des activités de restauration par le développement de la chaîne de valeur du gomme arabique et d'autres produits forestiers non ligneux.
<b>Secteur</b>	ENVIRONNEMENT ET CATASTROPHES NATURELLES
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://www.thegef.org/projects-operations/projects/11551">https://www.thegef.org/projects-operations/projects/11551</a>

PROJET 11457	Strengthening the climate resilience of vulnerable communities and ecosystems in eight agrosilvopastoral regions of Mauritania's Great Green Wall and in Baie de l'Étoile (Nouadhibou region) through Ecosystem-based Adaptation (EbA)
<b>Budget</b>	82 701 485 EUR
<b>Période</b>	Sans objet
<b>Résumé du projet</b>	Sans information
<b>Secteur</b>	ENVIRONNEMENT ET CATASTROPHES NATURELLES
<b>Plus d'informations</b>	<a href="https://www.thegef.org/projects-operations/projects/11457">https://www.thegef.org/projects-operations/projects/11457</a>

### 3.5.10 Kuwait Fund for Arab Economic Development (KFAED)

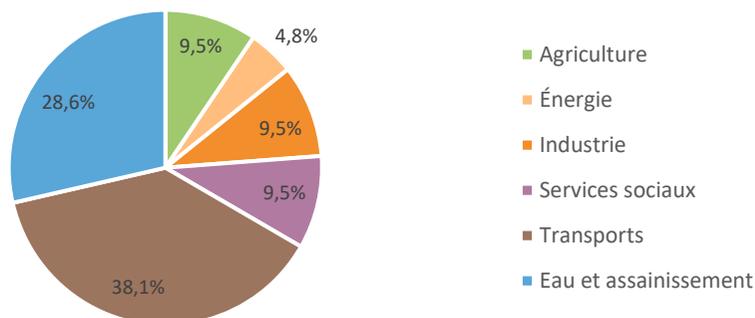
#### 3.5.10.1 Instrument stratégique de programmation

Le KFAED ne dispose pas d'un instrument stratégique de programmation par pays. Toutefois, lors du cycle de coordination arabe tenu le 16 juin 2025 par le Groupe de coordination arabe (ACG) - dont font partie le KFAED, l'AFESD, le Fonds de l'OPEC et la BISD -, le gouvernement mauritanien a présenté un portefeuille de projets prioritaires axés sur les secteurs de **l'énergie, de l'eau et des transports**.

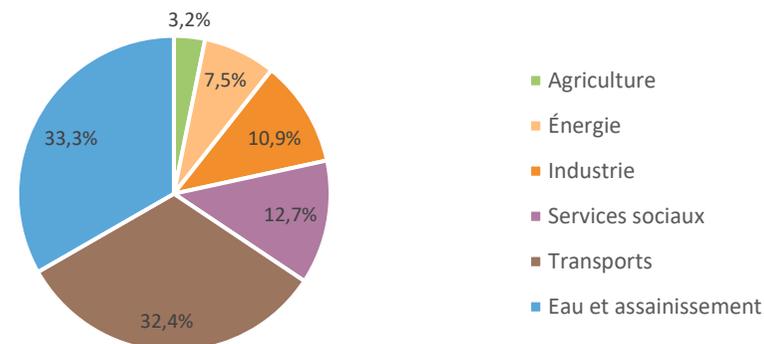
Ainsi, un investissement commun de 2 milliards de dollars américains a été engagé par l'ensemble de l'ACG pour la période 2025-2030.

#### 3.5.10.2 Portefeuille de projets actifs

Le site web du KFAED ne précise pas quels projets sont en cours ni leurs détails. On ignore donc quelles sont les opportunités commerciales concrètes qui existent actuellement. Toutefois, l'analyse des 21 projets financés à ce jour montre que deux secteurs concentrent la majeure partie des investissements, tant en nombre de projets qu'en termes de financement : il s'agit des **transports** et de **l'eau et de l'assainissement**, qui représentent ensemble plus de 50 % dans les deux cas.



Graphique. 11 Répartition des interventions du KFAED en Mauritanie, par secteur  
Source : Élaboration propre à partir des informations disponibles sur son site web



Graphique. 12 Répartition des investissements du KFAED en Mauritanie, par secteur  
Source : Élaboration propre à partir des informations disponibles sur son site web



### 3.5.11 Saudi Fund for Development (SFD)

---

#### 3.5.11.1 Instrument stratégique de programmation

---

Le SFD n'utilise pas d'instruments de programmation stratégique par pays. À la place, l'Arabie saoudite privilégie la signature de protocoles d'accord et d'accords de prêt bilatéraux pour des projets ponctuels.

Dans le cas de la Mauritanie, les accords suivants ont été rendus publics ces dernières années :

- **Mémoire d'entente** d'avril 2024 axé sur la coopération dans les domaines de l'électricité, des énergies renouvelables et de l'hydrogène propre.
- **Accord de prêt** signé en juin 2022 pour financer à hauteur de 100 millions de dollars la première phase d'un projet hydraulique à Kiffa jusqu'au fleuve Sénégal, visant à préserver les ressources en eau, à fournir de l'eau potable à la communauté, à minimiser les risques de maladies liées à l'eau et à garantir la sécurité hydraulique.

#### 3.5.11.2 Portefeuille de projets actifs

---

Aucune information n'est disponible à ce sujet. Toutefois, les appels d'offres en cours peuvent être consultés sur le site web suivant : <https://www.sfd.gov.sa/en/tenders-view>



**04**

# CONCLUSIONS

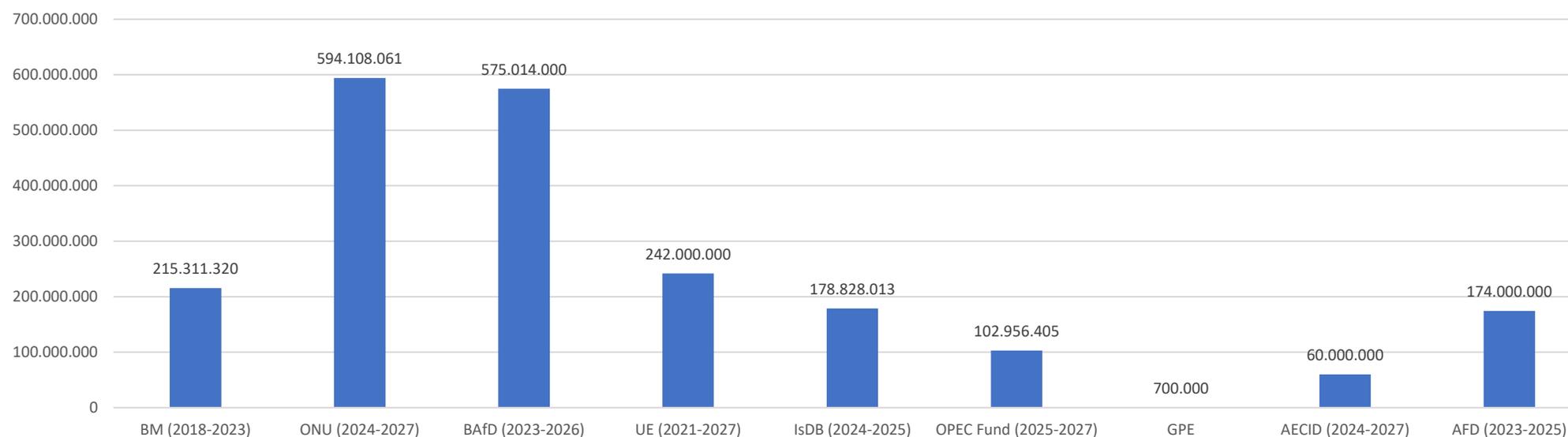


Ci-dessous figure une estimation du montant que les 15 organismes analysés prévoient d'exécuter au cours de la prochaine période.

Dans tous les cas, il convient de souligner, comme déjà mentionné dans l'introduction du document, que l'analyse présente une limitation structurelle importante due à la grande disparité dans la manière dont chaque organisme publie et organise ses informations, ce qui rend difficile une étude détaillée, par exemple lorsqu'il s'agit d'identifier le budget disponible par secteur. En outre, il convient de tenir compte du fait que bon nombre de ces sources font l'objet d'un double financement (en finançant un même programme ou projet entre plusieurs organismes) ou incluent dans leurs cadres stratégiques des programmes comportant une certaine composante régionale.

Pour toutes ces raisons, les données présentées ci-dessous doivent être considérées comme un indicateur budgétaire purement estimatif.

Selon les informations disponibles, on estime que l'investissement prévu par les organismes multilatéraux en Mauritanie dépasse les **2 milliards d'euros** :



Graphique.13 Cadres budgétaires disponibles dans les instruments stratégiques en vigueur pour la Mauritanie, par organisme

Source : Élaboration propre à partir des documents stratégiques de chaque organisme



**Remarques importantes à prendre en compte pour l'interprétation des données :**

- (1) BANQUE MONDIALE (BM) – Le budget indiqué correspond à la période précédente (2018-2023), le nouveau budget étant actuellement en cours d'élaboration. Toutefois, l'investissement devrait être similaire.
- (2) NATIONS UNIES (ONU) – Sur ces quelque 600 millions d'euros prévus pour la période 2024-2027, 79 millions d'euros étaient déjà disponibles, tandis que le reste devait être mobilisé auprès de diverses sources.
- (3) BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BAfD) – Le budget indiqué ici comprend à la fois le budget souverain et le budget non souverain.
- (4) UNION EUROPÉENNE (UE) – Le budget pour la période 2025-2027 est de 117 millions d'euros.
- (5) BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT (BIsD) – L'investissement du rapport annuel 2024 et les informations récemment publiées concernant les accords de financement entre les deux parties ont été pris en compte.
- (6) OPEC FUND FOR INTERNACIONAL DEVELOPMENT (OPEC Fund) – Correspond à l'accord-cadre de partenariat signé début 2025.
- (7) GLOBAL PARTNERSHIP FOR EDUCATION (GPE) - Seules les actions financées directement par le GPE sont comptabilisées
- (8) AECID (Espagne) – Comprend le budget alloué à la coopération bilatérale, à la coopération multilatérale, aux ONGD et à la coopération décentralisée.
- (9) AFD (France) – Il n'existe pas de plan stratégique. Les informations récentes concernant les accords de financement ont été prises en compte.
- (10) Les budgets des autres organismes ne sont pas pris en compte pour diverses raisons : ils ne sont pas disponibles (AFESD, GEF, SFD) ; parce qu'il s'agit d'un budget estimé pour l'ensemble du continent et qui, en outre, est exécuté par une autre banque – la BAfD- (AWF)<sup>19</sup> ; parce que l'organisme n'exécute pas directement le budget, mais accompagne le pays dans la mise en œuvre des projets (GAFSP)<sup>20</sup> ; et enfin, parce que la seule donnée budgétaire disponible concerne un montant exécuté par plusieurs des organismes analysés ici, en collaboration avec d'autres organismes, dans le cadre d'un partenariat de plus grande envergure (KFAED)<sup>21</sup>.

Au niveau sectoriel, comme mentionné précédemment, il existe une limitation structurelle des sources qui empêche une étude avec des montants détaillés. Toutefois, l'analyse des projets en cours et de l'essence des accords signés permet de dégager un engagement particulier en faveur de quatre secteurs pour le développement du pays :

- Agriculture, développement rural et sécurité alimentaire.
- Eau et assainissement
- Énergie
- Transports et connectivité

<sup>19</sup> Un budget de 562 millions d'euros, dont seulement 62,15 millions étaient disponibles dans un premier temps.

<sup>20</sup> La Mauritanie estime qu'elle doit investir un budget de 527 274 585,01 euros dans l'agriculture et la sécurité alimentaire entre 2015 et 2025.

<sup>21</sup> Le Groupe de coordination arabe (ACG), dont font partie notamment le KFAED, l'AFESD, le OPEC et la BIsD, s'est récemment engagé à investir conjointement 2 milliards de dollars pour la période 2025-2030, principalement dans les secteurs de l'énergie, de l'eau et des transports.